

	<b>Compte rendu de fin de projet</b>	<table border="1" style="width: 100%; height: 100%;"> <tr><td style="height: 20px;"></td></tr> <tr><td style="height: 20px;"></td></tr> <tr><td style="height: 20px;"></td></tr> </table>			

**Projet ANR- 12-FRAL-0016-01**

**CactuS**

**Critique, Actualité, Société**

Programme ANR DFG en SHS 2013-2016

Formulaire ANR-FORM-090601-01-01..... p. 1-16

**Annexes**

Annexe 1 : Rapport scientifique détaillé.....p. III

Annexe 2 : Tableau et liste des événements .....p. XXXI

Annexe 3 : Comptes rendus détaillés.....p. XXXIX

**Projet ANR- 12-FRAL-0016-01**

**CactuS**

**Critique, Actualité, Société**

Programme ANR DFG en SHS 2013-2016

<b>A</b>	<b>IDENTIFICATION</b> .....	<b>2</b>
<b>B</b>	<b>RESUME CONSOLIDE PUBLIC</b> .....	<b>2</b>
	B.1 Instructions pour les résumés consolidés publics .....	2
	B.2 Résumé consolidé public en français .....	3
	B.3 Résumé consolidé public en anglais.....	4
<b>C</b>	<b>MEMOIRE SCIENTIFIQUE</b> .....	<b>5</b>
	C.1 Résumé du mémoire .....	6
	C.2 Enjeux et problématique, état de l'art .....	6
	C.3 Approche scientifique et technique.....	7
	C.4 Résultats obtenus .....	7
	C.5 Exploitation des résultats.....	9
	C.6 Discussion .....	10
	C.7 Conclusions.....	10
	C.8 Références.....	10
<b>D</b>	<b>LISTE DES LIVRABLES</b> .....	<b>10</b>
<b>E</b>	<b>IMPACT DU PROJET</b> .....	<b>11</b>
	E.1 Indicateurs d'impact .....	11
	E.2 Liste des publications et communications.....	12
	E.3 Liste des éléments de valorisation.....	14
	E.4 Bilan et suivi des personnels recrutés en CDD (hors stagiaires) .....	15

*Ce document est à remplir par le coordinateur en collaboration avec les partenaires du projet. L'ensemble des partenaires doit avoir une copie de la version transmise à l'ANR.*

*Ce modèle doit être utilisé uniquement pour le compte-rendu de fin de projet.*

## A IDENTIFICATION

Acronyme du projet	CActuS
Titre du projet	Actualité de la critique. Théorie de la société, sociologie et critique sociale en France et en Allemagne
Coordinateur du projet (société/organisme)	M. Gérard Raulet Fondation Maison des Sciences de l'Homme/ Groupe de recherche sur la culture de Weimar 190-196, Av. de France F - 75013 Paris  M. Axel Honneth Institut für Sozialforschung an der J. W. Goethe-Universität Senckenberganlage 26 D - 60325 Frankfurt am Main Allemagne
Période du projet (date de début – date de fin)	12-02-2013 11-02-2016 (prolongation jusqu'au 31 mai 2016)
Site web du projet, le cas échéant	<a href="http://cactus.msh-paris.fr">http://cactus.msh-paris.fr</a>

Rédacteur de ce rapport	
Civilité, prénom, nom	Mlle Belinda Kunz-Burroni
Téléphone	06 64 30 13 32
Adresse électronique	<a href="mailto:belinda.kb@gmail.com">belinda.kb@gmail.com</a>
Date de rédaction	31 mai 2016

Si différent du rédacteur, indiquer un contact pour le projet	
Civilité, prénom, nom	M. Gérard Raulet
Téléphone	06 08 66 94 59
Adresse électronique	<a href="mailto:gerard.raulet@paris-sorbonne.fr">gerard.raulet@paris-sorbonne.fr</a>

Liste des partenaires présents à la fin du projet (société/organisme et responsable scientifique)	FMSH 190 avenue de France CS n°71345 75648 Paris Cedex 13
---	--

## B RESUME CONSOLIDE PUBLIC

*Ce résumé est destiné à être diffusé auprès d'un large public pour promouvoir les résultats du projet, il ne fera donc pas mention de résultats confidentiels et utilisera un vocabulaire adapté mais n'excluant pas les termes techniques. Il en sera fourni une version française et une version en anglais. Il est nécessaire de respecter les instructions ci-dessous.*

### B.1 INSTRUCTIONS POUR LES RESUMES CONSOLIDES PUBLICS

*Les résumés publics en français et en anglais doivent être structurés de la façon suivante.*

*Titre d'accroche du projet (environ 80 caractères espaces compris)*

*Titre d'accroche, si possible percutant et concis, qui résume et explicite votre projet selon une logique grand public : il n'est pas nécessaire de présenter exhaustivement le projet mais il faut plutôt s'appuyer sur son aspect le plus marquant.*

*Les deux premiers paragraphes sont précédés d'un titre spécifique au projet rédigé par vos soins.*

**Titre 1 : situe l'objectif général du projet et sa problématique** (150 caractères max espaces compris)

**Paragraphe 1 :** (environ 1200 caractères espaces compris)

Le paragraphe 1 précise les enjeux et objectifs du projet : indiquez le contexte, l'objectif général, les problèmes traités, les solutions recherchées, les perspectives et les retombées au niveau technique ou/et sociétal

**Titre 2 : précise les méthodes ou technologies utilisées** (150 caractères max espaces compris)

**Paragraphe 2 :** (environ 1200 caractères espaces compris)

Le paragraphe 2 indique comment les résultats attendus sont obtenus grâce à certaines méthodes ou/et technologies. Les technologies utilisées ou/et les méthodes permettant de surmonter les verrous sont explicitées (il faut éviter le jargon scientifique, les acronymes ou les abréviations).

**Résultats majeurs du projet** (environ 600 caractères espaces compris)

Faits marquants diffusables en direction du grand public, expliciter les applications ou/et les usages rendus possibles, quelles sont les pistes de recherche ou/et de développement originales, éventuellement non prévues au départ.

Préciser aussi toute autre retombée= partenariats internationaux, nouveaux débouchés, nouveaux contrats, start-up, synergies de recherche, pôles de compétitivités, etc.

**Production scientifique et brevets depuis le début du projet** (environ 500 caractères espaces compris)

Ne pas mettre une simple liste mais faire quelques commentaires. Vous pouvez aussi indiquer les actions de normalisation

### **Illustration**

Une illustration avec un schéma, graphique ou photo et une brève légende. L'illustration doit être clairement lisible à une taille d'environ 6cm de large et 5cm de hauteur. Prévoir une résolution suffisante pour l'impression. Envoyer seulement des illustrations dont vous détenez les droits.

### **Informations factuelles**

Rédiger une phrase précisant le type de projet (recherche industrielle, recherche fondamentale, développement expérimental, exploratoire, innovation, etc.), le coordonnateur, les partenaires, la date de démarrage effectif, la durée du projet, l'aide ANR et le coût global du projet, par exemple « Le projet XXX est un projet de recherche fondamentale coordonné par xxx. Il associe aussi xxx, ainsi que des laboratoires xxx et xxx). Le projet a commencé en juin 2006 et a duré 36 mois. Il a bénéficié d'une aide ANR de xxx € pour un coût global de l'ordre de xxx € »

## **B.2 RESUME CONSOLIDE PUBLIC EN FRANÇAIS**

Suivre impérativement les instructions ci-dessus.

### **LES ENJEUX D'UNE THÉORIE CRITIQUE RENOUVELÉE. IDENTIFICATION D'UN MODE DE RÉFLEXION.**

#### **L'approche critique : théorie et pratique, l'héritage marxien et les problèmes posés par la disparition du sujet « naturel » de la critique.**

Réfléchissant sur l'héritage de la Théorie critique de l'École de Francfort, mais aussi sur tout un champ de pensée pouvant s'en réclamer ou proposer, en Allemagne et en France et dans le débat philosophique contemporain, une approche critique concurrente ou complémentaire, le projet se proposait de réaliser une étude systématique du concept de critique afin de déterminer la permanence de certains enjeux mais aussi les points de rupture et les principales fractures d'ordre méthodologique (approches de la société), ontologique (réalité de la « société ») et métaphysique (statut des critères de la critique) qui structurent le champ de la critique sociale. Quelles ont été les stratégies de réponse, théoriques ou pratiques, face à la disparition du sujet « naturel » de la critique dans son projet originel marxien, le prolétariat ? Dans la reprise du geste marxien, il s'agissait d'examiner les différents rapports possibles entre théorie et pratique et de chercher un point d'où l'on puisse développer, encore aujourd'hui et face à l'éclatement des discours et des pratiques critiques, une véritable « critique dans la mêlée ». Quelles sont les difficultés auxquelles doit faire face une critique ancrée dans notre temps ?

## **Une étude transversale et franco-allemande, historique, conceptuelle et actuelle.**

Le travail s'est organisé autour de trois axes de recherche : l'étude archéologique du concept de critique dans les discours philosophiques d'après-guerre en France (notamment par J.F. Lyotard) et en Allemagne (« école » de Francfort, *Dialectique de la raison*, Benjamin) (I) ; l'examen des présupposés méthodologiques et ontologiques des concepts de société et de critique et la confrontation de deux perspectives critiques sur le « social », selon que la critique est produite par la théorie (Adorno, Bourdieu) ou qu'elle émerge d'abord des pratiques des acteurs (Boltanski, Rancière, Habermas, Honneth) (II) ; l'actualité de la critique, les enjeux politiques de la critique sociale et les potentialités de la philosophie sociale et de la philosophie politique pour l'appréhension des luttes sociales (III). Outre la confrontation de différents grands modèles de critiques en France et en Allemagne, le programme a mené une réflexion sur le rapport à la Philosophie sociale, la Philosophie politique, la Sociologie, l'Ontologie sociale, mais aussi le Droit, ou encore les Sciences de l'information et de la communication dans le cadre de la réflexion sur la critique culturelle ainsi que dans le cadre d'actions de dissémination.

Le programme a permis de mener à bien un état des lieux très complet des théories critiques de la société et de proposer plusieurs perspectives de renouvellement de la Théorie critique actuelle. Le monde vécu est le lieu d'une élaboration conceptuelle que la théorie doit accueillir pour ne pas creuser l'écart avec la réalité, mais la difficulté réside aujourd'hui dans l'éclatement actuel des pratiques critiques, ainsi que dans une critique se manifestant dans un registre infra-discursif. Une réflexion anthropologique est nécessaire sur la question de l'expressivité, prolongée par une réflexion sur le corps et sur les formes de la réification.

Le programme a donné lieu à de nombreuses publications dont nous donnons la liste dans la section E.

Le projet CACTuS est un projet franco-allemand en Sciences Humaines et Sociales coordonné par le Groupe de Recherche sur la Culture de Weimar de la Fondation Maison des Sciences de l'Homme, sous la responsabilité de M. Gérard Raulet. Le versant allemand du projet a reçu une aide de la DFG. Le projet a commencé le 12/02/2013, pour une durée d'exécution de 36 mois, prolongée de trois mois jusqu'au 31/05/2016. Il a bénéficié d'une aide ANR de 154 721€ pour un coût global de 122 154,39€.

### **B.3 RESUME CONSOLIDE PUBLIC EN ANGLAIS**

*Suivre impérativement les instructions ci-dessus.*

#### **CRITICAL THEORY RENEWED: IDENTIFYING A MODE OF REFLECTION.**

#### **Critical Approach: theory and practice, Marxian heritage and the problems resulting from the disappearance of the "natural" subject of the critique.**

The project's aim was to carry out a systematic study of the concept of critique: by reflecting on the heritage of the Frankfurt School's Critical Theory, but also on a whole network of thoughts, some branches claiming a direct affiliation to this school, some putting forward competing or complementary critical approaches in the German and French contemporary philosophical debates. This research's goal is both to stress the continuity of some of the issues raised by the Critical Theory and to acknowledge the tensions and disputes that structure the field of social critique, whether on methodological (approaches of society), ontological (the reality of "society") or metaphysical grounds (status of the criteria governing the critique). What were the theoretical and practical response strategies to the disappearance of the "natural" subject of the critique in its original Marxian perspective, that is to say the proletariat? The purpose of reproducing the original Marxian impulse was to examine the variety of possible articulations between theory and practice, and to identify a starting point from which a genuine "criticism in a hand-to-hand fight" could take place, to counter the splitting of the various critical discourses and practices, while retaining its validity for the present days. What difficulties are we facing if we are to root this critique in modernity?

## **A historic, conceptual and contemporary study, with a cross-disciplinary approach, between France and Germany.**

Our research was articulated around three major directions: (I) an archeological study of the concept of critique in post-war philosophical discourse, both in France (with J.F. Lyotard in particular) and in Germany (with the Frankfurt "School", *Critique of Dialectical Reason*, Benjamin); (II) an analysis of the methodological and ontological presuppositions underpinning the concepts of society and critique, followed by a confrontation of two critical perspectives on the "social phenomenon", whether originating from theory (Adorno, Bourdieu) or from the practice of actors (Boltanski, Rancière, Habermas, Honneth); (III) the topicality of this critique, the political consequences of the social critique, and the potential uses of the social and political philosophy to understand social struggles. Aside from the confrontation of the various great models of critique in France and in Germany, the program has carried out a reflection on their relationships not only to social and political philosophy, sociology and social ontology, but also to law, information science and communication, the latter encompassed in a broader reflection on cultural critique and in the perspective of actions of broadcasting.

The program has successfully identified a very comprehensive panel of critical theories of society and offered a few directions for the renewal of contemporary Critical Theory. The world as it is experienced is where concepts are elaborated, which theory must in turn encompass to avoid widening the gap with reality. Yet the splitting of critical practices on the one hand, and a form of critique that presents itself in a sub-discursive register on the other hand, are what constitutes the next challenges. Rethinking the question of expressivity from an anthropological point of view is essential, and the reflection could be extended to the question of the body and the forms of reification.

The program has originated a great number of publications, which are listed in section E.

Project CactuS is a French and German program in human and social sciences, coordinated by the Research Group on Weimar Culture of the Foundation of the Maison des Sciences de l'Homme, under the responsibility of Mr. Gérard Raulet. The German side of the project has received a grant from the DFG. The group started on the 12th February 2013 and was expected to last 36 months, later extended by 3 months until the 31st of May 2016. It has benefitted from an ANR grant of 154 721€ for a total cost of 122 154,39€.

## **C MEMOIRE SCIENTIFIQUE**

*Maximum 5 pages. On donne ci-dessous des indications sur le contenu possible du mémoire. Ce mémoire peut être accompagné de rapports annexes plus détaillés.*

*Le mémoire scientifique couvre la totalité de la durée du projet. Il doit présenter une synthèse auto-suffisante rappelant les objectifs, le travail réalisé et les résultats obtenus mis en perspective avec les attentes initiales et l'état de l'art. C'est un document d'un format semblable à celui des articles scientifiques ou des monographies. Il doit refléter le caractère collectif de l'effort fait par les partenaires au cours du projet. Le coordinateur prépare ce rapport sur la base des contributions de tous les partenaires. Une version préliminaire en est soumise à l'ANR pour la revue de fin de projet.*

*Un mémoire scientifique signalé comme confidentiel ne sera pas diffusé. Justifier brièvement la raison de la confidentialité demandée. Les mémoires non confidentiels seront susceptibles d'être diffusés par l'ANR, notamment via les archives ouvertes <http://hal.archives-ouvertes.fr>.*

**Mémoire scientifique confidentiel** : ~~oui~~ non

## C.1 RESUME DU MEMOIRE

*Ce résumé peut être repris du résumé consolidé public.*

Proposant une réflexion sur l'héritage de la Théorie critique de l'École de Francfort, mais aussi sur tout un champ de pensée pouvant s'en réclamer ou proposer, dans le débat philosophique contemporain, une approche critique concurrente ou complémentaire, le projet s'est organisé autour de trois axes forts : l'étude archéologique du concept de critique dans les discours philosophiques d'après-guerre en France et en Allemagne (axe 1), l'examen des présupposés méthodologiques et ontologiques des concepts de société et de critique et la confrontation de deux perspectives critiques sur le « social », externe ou interne (axe 2), et enfin l'actualité de la critique, les enjeux politiques de la critique sociale et les potentialités de la philosophie sociale et de la philosophie politique pour l'appréhension des luttes sociales (axe 3). Il a permis de dresser un état des lieux très complet des théories critiques de la société et des stratégies de réponse à la disparition du sujet « naturel » de la critique, le prolétariat. Il a permis aussi de proposer plusieurs perspectives de renouvellement de la Théorie critique actuelle, à travers une réflexion sur les différents modes de relation entre théorie et pratique et sur différentes approches du social, en particulier sur le socialisme. Le rapport au droit et aux institutions, les structures profondes de la critique – économiques, corporelles, psychiques -, ont été réinterrogés, et certains pans de l'héritage critique, comme l'héritage benjaminien, permettant d'enrichir la Théorie critique actuelle par un travail anthropologique, redécouverts.

## C.2 ENJEUX ET PROBLEMATIQUE, ETAT DE L'ART

*Présenter les enjeux initiaux du projet, la problématique formulée par le projet, et l'état de l'art sur lequel il s'appuie. Présenter leurs éventuelles évolutions pendant la durée du projet (les apports propres au projet sont présentés en C.4).*

Portant sur l'actualité de la « critique », le projet s'est intéressé à différentes formes de théorie pouvant se réclamer d'une approche critique. Au-delà de la référence majeure à la Théorie critique de l'École de Francfort, de la première à la troisième génération, nous nous étions fixé pour objectif d'élargir la notion de « théorie critique » à d'autres théories de la société, à la sociologie et à la critique sociale en France et en Allemagne, afin d'identifier un champ de réflexion et ses modes de réflexion spécifiques. A défaut d'un paradigme de pensée unifiée, il s'agissait de dégager des critères communs à ces approches.

A cet égard, l'articulation problématique entre théorie et pratique, depuis l'approche marxienne jusqu'aux difficultés actuelles posées par la multiplication de mouvements sociaux, des paroles critiques et des pratiques protestataires, a été l'axe central de notre réflexion. Tout l'enjeu est que la critique, telle qu'elle est initiée par Marx, ne reste pas pure « critique critique », genre littéraire sans prise effective sur la réalité, qu'elle échappe donc à ce « destin pathologique » contre lequel Marx mettait déjà en garde, pour proposer une véritable « critique dans la mêlée », une critique immanente.

Ce travail systématique à la fois historique, conceptuel et actuel, d'une part, franco-allemand, d'autre part, n'avait pas encore été réalisé. Il a rassemblé – ce qui était déjà en soi une gageure – la plupart des chercheurs qui travaillent sur le sujet en France et en Allemagne et a permis ainsi de dresser une sorte d'état des lieux des approches théoriques. Il s'est appuyé sur toute l'évolution de la Théorie critique de la première à la troisième génération, jusque dans ses développements actuels, il a pris en compte la poursuite d'une réflexion sur les apports de différentes sciences sectorielles, il s'est livré à une confrontation avec des modèles de critiques français (Althusser, Rancière, Foucault, Durkheim, Boltanski, Lyotard, Balibar). Signe d'un besoin de réassurance théorique, il s'est caractérisé également par un important retour sur les figures tutélaires que pouvaient être Hegel, Durkheim, Marx, puis Adorno et Horkheimer. Le retour sur les origines marxiennes de la critique, en particulier, a été un élément très important, commun aux trois axes, pour la façon dont l'exigence de l'articulation entre la théorie et la pratique y trouve sa première formulation et dont elle se déploie d'emblée comme *problème*.

Chez Marx, puis chez Lukács, le prolétariat est l'incarnation d'un universel concret permettant le lien entre réflexion théorique et passage à la pratique. Face à la disparition de ce sujet « naturel » de la critique, la première génération de l'École de Francfort mise

sur une réflexion philosophique des sciences sectorielles et sur la sociologisation du transcendantal. La *Dialectique de la raison* représente dans l'histoire de la critique une tentative paradoxale de *déconstruction et de refondation* radicale prenant acte de la fin d'une Raison dans l'histoire dont le sujet aurait dû être le prolétariat conscient. À travers une critique du Sujet et de la Raison, la *Dialectique de la raison* a poussé la possibilité de la critique dans ses ultimes retranchements. Ses apports décisifs à la pensée de la réification ont toutefois été quelque peu délaissés par la Théorie critique de la deuxième et de la troisième générations. La confrontation du tournant communicationnel habermasien et de la théorie honnethienne de la reconnaissance avec d'autres modèles de critique, tels que la théorie des jeux de langage de Jean-François Lyotard, a bien mis en valeur les difficultés posées par cet abandon.

La confrontation avec Lyotard autour de la question du langage et des discours, ou encore avec d'autres penseurs français et modèles de critiques tels Jacques Rancière ou Michel Foucault autour de la question du rapport entre théorie et parole des acteurs, a permis une réflexion approfondie sur le possible renouvellement de la Théorie critique et ouvert une discussion sur le statut du droit et des institutions pour une critique théorique et pratique.

### **C.3 APPROCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE**

Notre réflexion systématique sur les « théories critiques de la société » s'est organisée autour de trois axes forts et de trois équipes franco-allemandes, selon que l'accent était placé sur la dimension historique, conceptuelle, ou politique et actuelle. De nombreuses passerelles ont pu être exploitées, et les membres du projet étaient souvent impliqués dans plusieurs axes à la fois. L'étude archéologique du concept de critique dans les discours d'après-guerre en France et en Allemagne (axe 1) ; la réflexion conceptuelle sur les termes de « critique », de « social » et de « société » et sur différents modèles de critique, selon que les pratiques se cristallisent dans des règles, accessibles à la conscience des acteurs et donc analysables depuis l'intérieur de l'agir social (Boltanski, Rancière, Habermas, Honneth), ou que les pratiques sociales, sous forme de régularités, sont perçues comme ne pouvant être analysées que de l'extérieur (approche externe, Adorno, Bourdieu) (axe 2) ; enfin l'interrogation sur les enjeux politiques et la confrontation entre la philosophie sociale et la philosophie politique du point de vue de leurs potentialités pour l'appréhension des luttes sociales (axe 3) : ces trois approches se sont nourries réciproquement. Elles ont convergé, lors du colloque final en février 2016, vers une réflexion sur les sources de la critique, d'une part, et sur les fins de la critique, d'autre part.

La démarche, transversale, a mis en regard plusieurs disciplines, dans la tradition pluridisciplinaire constitutive de la théorie critique, notamment la Philosophie sociale, la Philosophie politique, la Sociologie, l'Ontologie sociale, mais aussi le Droit, ou encore les Sciences de l'information et de la communication dans le cadre de la réflexion sur l'industrie culturelle et les nouveaux médias. La dimension franco-allemande du projet et la confrontation répétée entre des penseurs allemands et français, de par la prégnance du modèle psychanalytique pour les penseurs français, par exemple pour Lyotard, au moment où il était délaissé ou atténué par les penseurs de Francfort, ou encore l'étude de la réception tardive en France de la *Dialectique de la Raison* et de l'héritage de la première génération de la Théorie critique, ont beaucoup nourri le regard porté sur la Théorie critique actuelle.

Pour le détail des événements du projet et de la démarche suivie, nous renvoyons à l'annexe 2 du présent rapport.

### **C.4 RESULTATS OBTENUS**

*Positionner les résultats par rapports aux livrables du projet et aux publications, brevets etc. Revisiter l'état de l'art et les enjeux à la fin du projet.*

L'un des résultats importants a été la production d'un état des lieux des différentes approches critiques à travers la présence dans le projet de représentants importants de ces différentes approches. Au-delà des différences, nous avons pu mettre à jour des interrogations communes fortes et avons tenté de nous réapproprier le geste marxien et l'exigence d'une véritable « critique dans la mêlée », ne restant pas pure

« critique critique » mais conduisant au renversement d'un monde injuste, avec, pour horizon, l'émancipation de l'homme.

Revenir sur Marx aujourd'hui, c'était confronter le grand récit de la lutte des classes à la réalité de la société civile actuelle et se poser la question du statut de la théorie, celle de son destinataire et du porteur de sa réalisation. Si le prolétariat est pour Marx l'incarnation de l'universel concret, il demeure que le passage à l'action ne se fait pas sans heurts, puisqu'il est pensé en termes de révolution – or nous avons noté, lors du colloque final, que la révolution comme fin de la critique n'était plus guère invoquée.

Notre intérêt s'est porté à ce propos sur la *façon* dont la critique intervient chez le jeune Marx : en rendant l'oppression plus oppressante, en la rendant publique afin d'ajouter à l'anéantissement la conscience de l'anéantissement, afin de former la conscience de soi de la classe opprimée, la classe en soi devenant la classe pour soi. Cette reprise du motif kantien de la publicité possède dans les théories critiques de la société actuelle – à commencer par le thème du mépris chez Honneth – et dans les discours des acteurs concrets des luttes, à travers le thème de l'indignation, une présence persistante. Elle s'est révélée un pan important de notre réflexion.

Vers elle ont convergé, en effet, la réflexion de l'axe 1 sur la dimension expressive et le langage de la critique, celle de l'axe 2 sur la parole des acteurs et le rapport à la théorie, et celle de l'axe 3 sur le rapport aux institutions, à la démocratie et sur le devenir de la critique du pouvoir dans la critique habermasienne – dans laquelle elle est restreinte, d'une certaine manière, par la confiance placée dans la raison ; Habermas présuppose une rationalité toujours effective socialement.

Face à l'éclatement des différentes paroles critiques, la théorie doit mener, ou plutôt poursuivre, une réflexion sur elle-même afin de se mettre à l'abri du « destin pathologique de la critique » que Marx objectait aux jeunes-hégéliens. Si, depuis les années 1930, on a fréquemment opposé à la Théorie critique de Francfort de réitérer des « erreurs persistantes de la philosophie jeune-hégélienne » (Bubner), la question ne peut toujours pas être balayée d'un geste aujourd'hui, précisément parce que le pathétique est un vecteur constitutif de la relation de la critique savante avec la pratique critique.

Comment mener alors une véritable « critique dans la mêlée » ? Et comment ne pas perdre le « critique » et la dimension politique, l'exigence de transformation, dans le « social » ? S'il semble primordial aujourd'hui de reconnaître que le monde vécu n'informe pas seulement la théorie sur « ce qui ne va pas », mais qu'il est le lieu d'une véritable élaboration conceptuelle que la théorie doit accueillir pour ne pas creuser l'écart avec la réalité, et c'est là un résultat important de notre réflexion, la difficulté réside aujourd'hui dans l'éclatement des pratiques critiques, ainsi que dans une critique se manifestant dans un registre infra-discursif – ce que Honneth permet de penser à travers le thème du mépris, Rancière à partir de la « mésentente », Lyotard à partir du « différend ». La théorie lyotardienne des jeux de langage nous montre que l'on ne peut pas toujours demander réparation du tort subi, car celui-ci peut ne pas être traduisible dans le langage du droit et des institutions, et c'est à cela que se heurte la théorie de la reconnaissance. Et pourtant, il faudrait bien pouvoir penser une forme de justice, ou du moins une forme d'expression de l'injustice. Il s'agit de préserver la question de l'émancipation et la dimension proprement *critique* qui est celle de la critique du pouvoir. Si la société doit être interrogée du point de vue de sa transformation possible, la question du sujet critique et de son expression doit être reposée.

A cet égard, l'axe 1 a souligné l'importance de l'héritage benjaminien : pour un enrichissement de la Théorie critique actuelle par toute la dimension anthropologique qu'elle a laissée de côté, et pour la pensée de la réification et d'un possible jeu au sein du réifié et avec lui que propose Walter Benjamin.

Un travail important reste à faire sur cela. Une des exigences premières de la critique consiste à se fonder non seulement sur *l'expérience* du mépris et de la non-reconnaissance mais sur *les formes de discours* qui en sont le vecteur. Non pas reconstruire philosophiquement les conditions idéales de communication ou de reconnaissance, mais refonder une critique dans la mêlée, articulée sur les discours de la réification. Cette réflexion a été notamment développée dans le domaine

culturel, à travers une réflexion sur les musiques populaires enregistrées et les nouvelles plateformes telles que Youtube – une amorce importante qui est loin d’être épuisée et qui reste à mener de façon plus large.

Il faut prendre la question de la publicité au pied de la lettre ; donc revenir à la question kantienne du rapport de la critique à la constitution d’une conscience publique politique. Qu’est-ce qui peut donner aux vaincus, au sein d’une publicité marquée par diverses formes de pathologies sociales et communicationnelles et dans le cadre d’un éclatement des luttes et de l’isolement grandissant de sujets souffrants, la possibilité et la force d’articuler leurs expériences dans l’espace public démocratique ? Les formes prises par la réification, en particulier ses formes immatérielles, ne « masquent » pas les structures profondes de la reconnaissance, elles les pénètrent, les investissent et les pervertissent de l’intérieur. Le concept clé d’Adorno (comme du reste de Benjamin) est celui de *forme* marchandise, non celui d’échange marchand qui est seulement une pratique sociale parmi d’autres. Un des problèmes de la Théorie critique actuelle réside dans le fait qu’elle tend à esquiver cette différence qui se révèle essentielle pour refonder l’analyse du social et le rapport à la pratique. L’opposition entre la forme marchandise et l’échange engage deux analyses radicalement différentes de la société et deux positions politiques irréductiblement opposées.

Cette perspective engage également une réflexion sur le corps. Lors du colloque final, l’étude des corps, comme source de la critique, proposée par Etienne Balibar a été un élément de discussion important, auquel fait écho le travail de Gérard Raulet sur l’anthropologie philosophique. Pour Balibar, le corps est le lieu où s’articulent différentes problématiques. Soumis d’une part à la violence économique, d’autre part à la violence religieuse, il matérialise physiquement le devenir de la domination et de la subjectivation, et peut à ce titre informer la critique.

Pour clore cette brève présentation des résultats, nous pouvons souligner la prégnance du retour sur Marx jusqu’à la fin du projet, ce dont ont témoigné plusieurs interventions lors du colloque final. Nous l’avons vu, les problématiques soulevées par Marx restent très actuelles. Mais, au regard du contexte actuel, nous souhaiterions mettre plus particulièrement l’accent sur la question religieuse : la critique de la religion doit être reprise à nouveaux frais.

## C.5 EXPLOITATION DES RESULTATS

Tout au long de sa durée, le programme CActuS a donné lieu à de nombreuses collaborations et à des publications individuelles et communes. Le travail sur le socialisme, en particulier, a bénéficié d’une synergie importante, engageant des chercheurs français et allemands, qui s’est matérialisée par le numéro 11 de la revue *Incidence* et une discussion importante de l’ouvrage d’Axel Honneth sur le socialisme<sup>1</sup>. On peut citer également l’ouvrage dirigé par Katia Genel et J.P. Deranty, confrontant les notions honnethienne de reconnaissance et ranciérienne de différend<sup>2</sup>. Le travail de l’axe 1 sur Lyotard, Benjamin et sur une anthropologie de la mimésis donnera lieu aussi à plusieurs publications<sup>3</sup> et a trouvé un écho dans la confrontation de l’axe 3 avec les pratiques culturelles actuelles. Enfin, il est apparu souhaitable de rendre justice à la synergie inédite des chercheurs qui se sont peu ou prou associés à l’entreprise par la publication d’une sorte de *reader* commun sur les « Théories critiques. Un état des lieux ». Issu du programme ANR/DFG « CActuS », cet ouvrage, co-dirigé par Axel Honneth et Gérard Raulet, présentera de façon synthétique les différentes conceptions de la critique et de la société actuellement en débat et permettra ainsi au lecteur, averti ou non, de s’orienter dans le champ complexe des théories critiques de la société. Il inclura des contributions de G. Raulet, E. Renault, S. Haber, A. Birnbaum, L. Boltanski, M. Saar, F. Vogelmann, E. Balibar, F. Fischbach, A. Honneth, B. Karsenti, U. Oevermann,

---

<sup>1</sup> HONNETH, Axel, *Die Idee des Sozialismus. Versuch einer Aktualisierung*, Berlin, Suhrkamp, 2015

<sup>2</sup> GENEL, Katia / DERANTY, J.-P. (eds.), *Axel Honneth/Jacques Rancière. Recognition versus Disagreement*, New York, Columbia University Press, 2016

<sup>3</sup> RAULET, Gérard, « Mimesis. Über anthropologische Motive bei Walter Benjamin – Ansätze zu einer anthropologischen kritischen Theorie », in : *Deutsche Zeitschrift für Philosophie*, à paraître en juillet 2016 / version intégrale in : *Internationales Jahrbuch für Philosophische Anthropologie*, t. 6

C. Colliot-Thélène et R. Jaeggi. Une publication des actes du colloque final est par ailleurs envisagée.

Les résultats seront valorisés sur le site internet du projet CActuS et sur celui du Groupe de Recherche sur la Culture de Weimar, notamment par la mise en ligne du compte rendu du colloque final ainsi que d'une liste des publications majeures issues du projet, qui sera mise à jour lors des publications à venir.

Outre cette démarche de valorisation et de publication, il faut mentionner les opérations de dissémination qui ont été menées pendant la durée du projet, et qui se sont poursuivies encore en avril 2016 à travers notre participation au séminaire co-dirigé par Gérard Raullet à l'Interuniversity Centre de Dubrovnik. La discussion sur le socialisme a donné également lieu à des opérations de dissémination, à travers plusieurs interviews et conférences données par Axel Honneth sur son ouvrage sur le sujet. On peut mentionner également l'interview de Bruno Karsenti sur France Culture en février 2016<sup>4</sup>.

## C.6 DISCUSSION

*Discussion sur le degré de réalisation des objectifs initiaux, les verrous restant à franchir, les ruptures, les élargissements possibles, les perspectives ouvertes par le projet, l'impact scientifique, industriel ou sociétal des résultats.*

L'objectif initial, de dresser un état des lieux et de mener une recherche systématique délimitant un champ de réflexion et ses caractéristiques spécifiques, a été atteint, et une réflexion historique et conceptuelle poussée a pu être menée. Outre les pistes très riches qui se sont ouvertes – celle d'un renouvellement de la dimension anthropologique et de l'étude des formes d'expression et des nouveaux médias, d'une part, celle de la critique de la religion ou de la religion comme conscience critique, c'est-à-dire d'une autre histoire de la modernité, d'autre part -, il reste un travail important à réaliser sur les mouvements critiques pratiques concrets. Cette étude aux confins de la philosophie politique et de la sociologie politique faisait certes partie des perspectives initiales de notre projet mais elle en excède méthodologiquement le périmètre. Elle a été partiellement réalisée dans le domaine culturel et réserve certainement encore des développements majeurs. En revanche, l'investigation sur les modes de vie des acteurs critiques a pris avant tout la forme d'une confrontation avec l'ontologie sociale dans le cadre du travail de l'axe 3.

## C.7 CONCLUSIONS

Les résultats obtenus, comme les pistes qui se sont ouvertes ainsi que les difficultés qui se sont posées, ont montré l'urgence de ces questions et la réelle nécessité d'une réflexion sur l'approche critique – c'est-à-dire d'une autoréflexion qui fait depuis l'origine partie intégrante du projet critique – face à l'évolution des pratiques critiques et de la parole des acteurs. En a témoigné, par exemple, la figure de Marx, présente dans la réflexion des trois axes et cruciale jusque dans la référence à la question si actuelle de la religion, ainsi que la réflexion menée sur les institutions et sur les implications politiques des différentes approches du social.

## C.8 REFERENCES

*(Notes de bas de page)*

## D LISTE DES LIVRABLES

*Quand le projet en comporte, reproduire ici le tableau des livrables fourni au début du projet. Mentionner l'ensemble des livrables, y compris les éventuels livrables abandonnés, et ceux non prévus dans la liste initiale.*

---

<sup>4</sup> Bruno KARSENTI : « Socialisme et sociologie : actualité d'un vieux couple en crise », France Culture, La suite dans les idées, 20 février 2016.

Date de livraison	N°	Titre	Nature (rapport, logiciel, prototype, données, ...)	Partenaires (souligner le responsable)	Commentaires
	1	/			

## E IMPACT DU PROJET

*Ce rapport rassemble des éléments nécessaires au bilan du projet et plus globalement permettant d'apprécier l'impact du programme à différents niveaux.*

### E.1 INDICATEURS D'IMPACT

#### **Nombre de publications et de communications (à détailler en E.2)**

*Comptabiliser séparément les actions monopartenaires, impliquant un seul partenaire, et les actions multipartenaires résultant d'un travail en commun.*

**Attention :** *éviter une inflation artificielle des publications, mentionner uniquement celles qui résultent directement du projet (postérieures à son démarrage, et qui citent le soutien de l'ANR et la référence du projet).*

		Publications multipartenaires	Publications mono-partenaires
<b>INTERNATIONAL</b>	<b>Revue à comité de lecture</b>	2	
	<b>Ouvrages ou chapitres d'ouvrage</b>	8	
	<b>Communications (conférence)</b>	4	
<b>France</b>	<b>Revue à comité de lecture</b>	7	
	<b>Ouvrages ou chapitres d'ouvrage</b>	6	
	<b>Communications (conférence)</b>	4	
<b>Actions de diffusion</b>	<b>Articles vulgarisation</b>	0	
	<b>Conférences vulgarisation</b>	0	
	<b>Autres</b>	0	

#### **Autres valorisations scientifiques (à détailler en E.3)**

*Ce tableau dénombre et liste les brevets nationaux et internationaux, licences, et autres éléments de propriété intellectuelle consécutifs au projet, du savoir faire, des retombées diverses en précisant les partenariats éventuels. Voir en particulier celles annoncées dans l'annexe technique).*

	Nombre, années et commentaires (valorisations avérées ou probables)
<b>Brevets internationaux obtenus</b>	/
<b>Brevet internationaux en cours d'obtention</b>	/
<b>Brevets nationaux obtenus</b>	/

<b>Brevet nationaux en cours d'obtention</b>	/
<b>Licences d'exploitation (obtention / cession)</b>	/
<b>Créations d'entreprises ou essaimage</b>	/
<b>Nouveaux projets collaboratifs</b>	/
<b>Colloques scientifiques</b>	/
<b>Autres (préciser)</b>	/

## E.2 LISTE DES PUBLICATIONS ET COMMUNICATIONS

*Répertorier les publications résultant des travaux effectués dans le cadre du projet. On suivra les catégories du premier tableau de la section E. en suivant les normes éditoriales habituelles. En ce qui concerne les conférences, on spécifiera les conférences invitées.*

### INTERNATIONAL

#### Reuves à comité de lecture

HONNETH, Axel, « Drei, nicht zwei Begriffe der Freiheit », in : *Internationales Jahrbuch für Philosophische Anthropologie*, « Die Unergründlichkeit der menschlichen Natur », MITSCHERLICH-SCHÖNHERR Olivia / SCHLOßBERGER Matthias (dir.), Berlin, de Gruyter, 2015, Vol. 5, p. 113-130 (version française dans le N°11 de la revue *Incidence*)

RAULET, Gérard, « Mimesis. Über anthropologische Motive bei Walter Benjamin – Ansätze zu einer anthropologischen kritischen Theorie », in : *Deutsche Zeitschrift für Philosophie*, à paraître en juillet 2016) / *Internationales Jahrbuch für Philosophische Anthropologie*, t. 6 (version intégrale)

#### Ouvrages ou chapitres d'ouvrages

CELIKATES, Robin, « Kritik der pädagogischen Vernunft », in : SONDEREGGER Ruth / KASTNER Jens (dir.), *Pierre Bourdieu und Jacques Rancière Emanzipatorische Praxis denken*, Vienne, Turia + Kant, 2014, p. 123-146

GENEL Katia / DERANTY Jean-Philippe (dir.), *Axel Honneth & Jacques Rancière. Recognition or Disagreement: A critical Encounter on the Politics of Freedom, Equality, and Identity*, New York, Columbia University Press, à paraître en juin 2016

GENEL, Katia (dir.), *Autopsie de la Dialectique de la raison. Ce qui reste de la critique* (titre provisoire), Éditions de la Maison des Sciences de l'homme, à paraître en 2016. Contributions de Gérard RAULET (« Ulysse, victime ou prêtre ? 'La part de duperie inhérente au sacrifice' »), Agnès GAYRAUD (« Jusqu'où peut-on comparer *La Dialectique de la raison* et 1984 ? Les *Fragments philosophiques* de 1944 ou la possibilité d'une dystopie philosophique »), Katia GENEL (« *La Dialectique de la raison*, contribution à une théorie du totalitarisme ? État autoritaire, État totalitaire et Non-État »), Agnès GRIVAUX (« Le délire de la raison ? Psychanalyse et critique de la raison dans *La Dialectique de la raison* »), Pierre-François NOPPEN (« L'idée d'une rationalité mimétique. L'argument de *La Dialectique de la raison* »), Olivier VOIROL (« *La Dialectique de la raison* et la recherche sociale »)

HINDRICH, Gunnar (dir.), *Dialektik der Aufklärung*, Berlin/New York, de Gruyter, 2015 (Klassiker auslegen) / Berlin, Akademie-Verlag, sous presse. Contributions de Gérard RAULET (« Aufzeichnungen und Entwürfe »), Martin SAAR (« Verkehrte Aufklärung. Die Spur Nietzsches in der *Dialektik der Aufklärung* »), Julia CHRIST (« Kommentar zu: Juliette oder Aufklärung und Moral »)

HONNETH, Axel, « Kollektives Gedächtnis. Zur Struktur eines komplexen Anerkennungsgefüges », in : AGARD Olivier / GANGL Manfred / LARTILLOT Françoise / MERLIO Gilbert, *Kritikfiguren / Figures de la critique. Festschrift für Gérard Raulet zum 65. Geburtstag / En hommage à Gérard Raulet*, Frankfurt/M., Peter Lang, 2015, p. 19-26 (anglais : « The Recognitional Structure of Collective Memory », in : NIKULIN Dmitri (dir.), *Memory. A History*, Oxford: Oxford University Press, 2015, p. 316-324)

MARTINSEN F. / FLÜGEL MARTINSEN O. (dir.), *Gewaltbefragungen. Beiträge zur Politischen Philosophie der Gewalt*, Bielefeld, 2013. Contributions de Daniel LOICK (« Freiwilligkeit und Dissidenz. Ist ein Recht ohne Gewalt möglich? ») et de Francesca RAIMONDI (« Die ‚Entwirklichung‘ der Freiheit. Marx' Kritik der Staatsgewalt », p. 185-200)

RAULET, Gérard, « Difference and Recognition », in : BRUNKHORST H. / VUJADINOVIC D. / MARINKOVIC T. (dir.), *European Crisis and Social Movements. Democratic Theory in Times of Crisis*, Belgrade, Eleven International Publishing), à paraître

SAAR Martin, « Einheit des Volkes und Vielheit der 'Multitude'. Die Politische Theorie der heterogenen Demokratie », in : LEMBCKE O. / RITZI C. / SCHAAL G. S. (dir.), *Zeitgenössische Demokratietheorie*, T. 3, Wiesbaden, Springer, à paraître

## Communications

COLLIOT-THELENE, Catherine, « La philosophie et les sciences sociales. Perspectives franco-allemandes », intervention au colloque international en l'honneur de Michael Werner, EHESS, Paris, 3.07.14

RAULET, Gérard, « Difference and Recognition », dans le cadre du séminaire « Social Philosophy » à l'Interuniversity Centre, Dubrovnik, 22-25.04.2014 (version anglaise de l'intervention de Gérard Raulet lors du kick-off du projet CActUS)

RAULET, Gérard, « Reification », dans le cadre du séminaire Social Philosophy, Interuniversity Centre, Dubrovnik, 8-12.04.2016

SAAR, Martin, « Macht nach Foucault », Table ronde « Michel Foucault – eine Soiree zum 30. Todestag », Université de Leipzig, juin 2014

## FRANCE

### Reuves à comité de lecture

CALLEGARO, Francesco, « Le sens du socialisme. Histoire et actualité d'un problème sociologique » (dir.), *Incidences* n°11, 2015. Contributions de Bruno KARSENTI (« Radicalité du socialisme », p. 9-27), Francesco CALLEGARO (« La chose socialiste. Durkheim et l'origine de la sociologie »), Stefania FERRANDO (« Le socialisme à l'épreuve du féminisme. Le défi sociologique de Marguerite Thibert », p. 133-159), Franck FISCHBACK (« *Les hypothèses normatives du socialisme. Hegel, Marx et le social comme coopération consciente* »), Axel HONNETH (« *Trois, et non deux concepts de liberté. Pour une autocompréhension élargie de notre vie morale* »)

CALLEGARO, Francesco, « Qu'y a-t-il de relationnel dans le social ? Vincent Descombes et les leçons du don », *Revue du Mauss*, 47, à paraître en 2016

COLLIOT-THELENE, Catherine, « Philosophie sociale ou philosophie politique. De la pluralité nécessaire de la philosophie critique », in : *Actuel Marx*, n°58, 2015, p. 173-189

COLLIOT-THELENE, Catherine, « Sens et limites de la critique de la propriété privée chez Marx », contribution au colloque : « Que reste-t-il de Marx dans la pensée critique contemporaine ? » (Université de Rennes 1, 5-6 février 2015), à paraître

GAYRAUD Agnès / HEUGUET G. / GOMEZ-MEJIA G. (dir.), Dossier « Théorie critique et musiques enregistrées », in : *Communication et Langages*, n° 184, juin 2015. Contribution de GAYRAUD A. / HEUGUET G., « De l'industrie musicale à la rhétorique du 'service'. Youtube : une description critique »

GENEL, Katia, « Les figures de la critique dans l'École de Francfort. Normativités du social, rationalité et irrationalité », *Jurisprudence. Revue critique*, « Le droit, entre théorie et critique », SAADA J. / XIFARAS M. (dir.), à paraître au printemps 2016

VOGELMANN, Frieder, « Measure, Disrupt, Emancipate: Three Pictures of Critique », en relecture pour *Constellations*

### Ouvrages ou chapitres d'ouvrages

AUBERT Isabelle / KERVEGAN Jean-François (dir.), *Habermas. Capitalisme et démocratie*, Paris, CNRS éditions, à paraître en 2016. Contributions d'Isabelle AUBERT (« Citoyenneté et langage des droits »), Alexandre DUPEYRIX (« Peut-on traduire des énoncés religieux en énoncés séculiers ? »), Catherine COLLIOT-THELENE (« L'Europe est-elle démocratisable ? »)

CHRIST, Julia, « La prétendue accumulation primitive – État, Nation et dette », in : *Raisons pratiques* Vol 15 « L'État et la société », KARSENTI B. / LINHARDT D. (dir.), à paraître en octobre 2016

CHRIST, Julia, « Symptôme et totalité. Peut-il y avoir une lecture symptomale de la réalité sociale ? », in : FONDU G. / BURLAUD A. (dir.), *Althusser 1965*, Paris, Editions sociales, à paraître en mai 2016

ENAUDEAU Corinne / FRUTEAU DE LACLOS Frédéric (dir.), *Liotard et le langage*, Paris, à paraître en 2016. Contributions d'Isabelle AUBERT (« Entente et différend. Etat des lieux d'une rencontre improbable entre Lyotard et Habermas ») et de Gérard RAULET (« Jeux de langage. Qu'est-ce qui échappe au tournant communicationnel post-moderne »)

GRANJON, Fabien (dir.), *Matérialismes, culture et communication : Tome 1, Matérialismes, Théorie critique et sociologie de la domination culturelle*, Paris, Mare & Martin, à paraître en 2016. Contributions d'Isabelle AUBERT (« Jürgen Habermas : critique de la communication et communication critique »), Katia GENEL (« Horkheimer : une critique originale de la domination », p. 203-219)

RAULET, Gérard, « Politique de l'image. Dispersion et image dialectique », colloque international « Walter Benjamin : les métaphores de la critique » (27-28.02.2014, CÉLIS, Université Blaise Pascal), in : *Walter Benjamin : les métaphores de la critique*, Presses universitaires de Rennes, à paraître

### Communications / conférences

RAULET, Gérard, « Mimesis et primat de l'objet. Réflexions sur la réification à partir d'Adorno et de Benjamin », participation au colloque Adorno organisé par l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2-3.06.2016

RAULET, Gérard, « Multiculturalisme et citoyenneté » dans le cadre du Master « Interkulturelle Studien », Albert-Ludwigs-Universität Freiburg

RAULET, Gérard, « Walter Benjamin. Matérialisme anthropologique vs philosophie de la reconnaissance », Séminaire d'anthropologie philosophique allemande, XIXe et XXe siècles, ENS Lyon, 02.03.2016

RAULET, Gérard, « Wie man auf den Hund kommt. Ein anthropologisches Motiv der *Dialektik der Aufklärung* », colloque « Philosophische Anthropologie morgen », Internationales Kolloquium des Mitteleuropäischen Instituts für Philosophie, Prague, 30.04-02.05.2014

### **E.3 LISTE DES ELEMENTS DE VALORISATION**

*La liste des éléments de valorisation inventorie les retombées (autres que les publications) décomptées dans le deuxième tableau de la section E. On détaillera notamment :*

- *brevets nationaux et internationaux, licences, et autres éléments de propriété intellectuelle consécutifs au projet.*
- *logiciels et tout autre prototype*
- *actions de normalisation*
- *lancement de produit ou service, nouveau projet, contrat,...*
- *le développement d'un nouveau partenariat,*
- *la création d'une plate-forme à la disposition d'une communauté*
- *création d'entreprise, essaimage, levées de fonds*
- *autres (ouverture internationale,..)*

*Elle en précise les partenariats éventuels. Dans le cas où des livrables ont été spécifiés dans l'annexe technique, on présentera ici un bilan de leur fourniture.*

## E.4 BILAN ET SUIVI DES PERSONNELS RECRUTES EN CDD (HORS STAGIAIRES)

Ce tableau dresse le bilan du projet en termes de recrutement de personnels non permanents sur CDD ou assimilé. Renseigner une ligne par personne embauchée sur le projet quand l'embauche a été financée partiellement ou en totalité par l'aide de l'ANR et quand la contribution au projet a été d'une durée au moins égale à 3 mois, tous contrats confondus, l'aide de l'ANR pouvant ne représenter qu'une partie de la rémunération de la personne sur la durée de sa participation au projet.

Les stagiaires bénéficiant d'une convention de stage avec un établissement d'enseignement ne doivent pas être mentionnés.

Les données recueillies pourront faire l'objet d'une demande de mise à jour par l'ANR jusqu'à 5 ans après la fin du projet.

Identification				Avant le recrutement sur le projet			Recrutement sur le projet				Après le projet				
Nom et prénom	Sexe H/F	Adresse email (1)	Date des dernières nouvelles	Dernier diplôme obtenu au moment du recrutement	Lieu d'études (France, UE, hors UE)	Expérience prof. Antérieure, y compris post-docs (ans)	Partenaire ayant embauché la personne	Poste dans le projet (2)	Durée missions (mois) (3)	Date de fin de mission sur le projet	Devenir professionnel (4)	Type d'employeur (5)	Type d'emploi (6)	Lien au projet ANR (7)	Valorisation expérience (8)
Aubert Isabelle	F	isabelle.aubert@univ-paris1.fr	20.05.16	Doctorat en philosophie / agrégée de philosophie	France : ENS Lyon, Paris 1 / Allemagne ; Francfort Univ.	ATER à Montpellier III	Gérard Raulet	Ingénieur de recherche	12 mois	31.08.2014	CDI	Enseignement et recherche publique (Université Paris 1 Panthéon Sorbonne)	Maître de conférence	L'employeur n'est pas un partenaire du projet CactuS	Le poste occupé valorise l'expérience acquise pendant le projet
Plas, Guillaume	H	guillaume_plas@yahoo.fr	20.05.16	Doctorat en études germaniques / agrégé d'allemand	France : Paris-Sorbonne	ATER à Paris-Sorbonne	Gérard Raulet	Ingénieur d'étude	12 mois	31.08.2015	CDI	Enseignement et recherche publique (Frankreich-Zentrum der Universität Freiburg)	Lecteur	L'employeur n'est pas un partenaire du projet CactuS	Le poste occupé valorise l'expérience acquise pendant le projet
Kunz-Burroni, Belinda	F	belinda.kb@gmail.com	20.05.16	Master en Etudes Germaniques / agrégée d'allemand	France : paris-Sorbonne	Contrat doctoral avec mission d'enseignement à Paris-Sorbonne	Gérard Raulet	Gestionnaire	9 mois	31.05.2016	Étudiante	Recherche publique	Doctorante	/	/

### Aide pour le remplissage

(1) **Adresse email** : indiquer une adresse email la plus pérenne possible

(2) **Poste dans le projet** : post-doc, doctorant, ingénieur ou niveau ingénieur, technicien, vacataire, autre (préciser)

(3) **Durée missions** : indiquer en mois la durée totale des missions (y compris celles non financées par l'ANR) effectuées sur le projet

(4) **Devenir professionnel** : CDI, CDD, chef d'entreprise, encore sur le projet, post-doc France, post-doc étranger, étudiant, recherche d'emploi, sans nouvelles

**(5) Type d'employeur** : enseignement et recherche publique, EPIC de recherche, grande entreprise, PME/TPE, création d'entreprise, autre public, autre privé, libéral, autre (préciser)

**(6) Type d'emploi** : ingénieur, chercheur, enseignant-chercheur, cadre, technicien, autre (préciser)

**(7) Lien au projet ANR** : préciser si l'employeur est ou non un partenaire du projet

**(8) Valorisation expérience** : préciser si le poste occupé valorise l'expérience acquise pendant le projet.

*Les informations personnelles recueillies feront l'objet d'un traitement de données informatisées pour les seuls besoins de l'étude anonymisée sur le devenir professionnel des personnes recrutées sur les projets ANR. Elles ne feront l'objet d'aucune cession et seront conservées par l'ANR pendant une durée maximale de 5 ans après la fin du projet concerné. Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés, les personnes concernées disposent d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données personnelles les concernant. Les personnes concernées seront informées directement de ce droit lorsque leurs coordonnées sont renseignées. Elles peuvent exercer ce droit en s'adressant l'ANR (<http://www.agence-nationale-recherche.fr/Contact>).*

**Projet ANR- 12-FRAL-0016-01**  
**« Critique, Actualité, Société » (CActuS)**  
**Programme franco-allemand ANR / DFG en SHS 2013-2016**

**ANNEXES**

**Contenu**

<b>ANNEXE 1 : RAPPORT SCIENTIFIQUE DÉTAILLÉ .....</b>	<b>III</b>
<b>ANNEXE 2 : LISTE DES ÉVÉNEMENTS CACTUS.....</b>	<b>XXXI</b>
I. TABLEAU DES ÉVÉNEMENTS DU PROJET .....	XXXII
II. LISTE DES ÉVÉNEMENTS DU PROJET .....	XXXIII
<b>ANNEXE 3 : COMPTE RENDU DÉTAILLÉ DES ACTIVITÉS 2013-2016.....</b>	<b>XXXIX</b>
COLLOQUE FINAL.....	XXXIX
1. MOIS 1 : PREMIÈRE.....	XLIX
2. PREMIÈRE PARTIE DU PROJET : MOIS 2 À 14 – ÉVÉNEMENTS PAR AXES .....	LIV
3. WORKSHOP COMMUN À MI-PARCOURS : MOIS 14 .....	LXVIII
4. DEUXIÈME PARTIE DU PROJET : MOIS 15 À 34 – ÉVÉNEMENTS PAR AXES .....	LXXVII
5. BILAN COMMUN : MOIS 35.....	CVI
6. ÉVÉNEMENTS ENTRANT DANS UNE DÉMARCHE DE DISSÉMINATION.....	CVII



## ANNEXE 1 : RAPPORT SCIENTIFIQUE DÉTAILLÉ

### *[Introduction]*

Portant sur l'actualité de la « critique », le projet s'intéressait à différentes formes de théorie pouvant se réclamer d'une approche critique. Au-delà de la référence majeure à la Théorie critique de l'École de Francfort, du fait également de la place de l'Institut de recherches sociales dans le projet, le projet s'était fixé pour objectif d'élargir la notion de « théorie critique » à d'autres théories de la société, à la sociologie et à la critique sociale en France et en Allemagne, afin d'identifier un champ de réflexion et ses modes de réflexion spécifiques. A défaut d'un paradigme de pensée unifiée, y a-t-il des critères communs à ces approches ? Comment peut-on œuvrer à un renouveau de l'approche critique dans le contexte actuel ?

L'histoire de la Théorie critique et, en un sens plus large, des « théories critiques de la société », peut être envisagée comme l'histoire des rapports conflictuels entre la théorie et la pratique. Elle pose la question du passage de l'interprétation du monde à l'action et des rapports entre la critique et ses porteurs. Cette problématique, prédominante dans la théorie marxienne, est ce dont a hérité la Théorie critique francfortoise. Elle se constitue à travers une double interrogation : sur la nature de la théorie qu'elle peut déployer (d'une part, la question de la dialectique, d'autre part, l'idée d'un matérialisme interdisciplinaire) et sur le rapport à l'effectivité sociale et à la pratique. Notre programme s'est fixé comme objectif de réinterroger à nouveaux frais les questions soulevées par la disparition du sujet « naturel » de la critique, le prolétariat, pour une pensée de l'articulation entre théorie et pratique et de l'émancipation.

Le travail s'est articulé autour de trois axes forts : une étude historique du concept de critique dans les traditions française et allemande (axe 1), une étude des présupposés méthodologiques et ontologiques des concepts de société et de critique (axe 2), et une réflexion sur l'actualité de la critique et ses enjeux politiques : théorie critique, luttes sociales, transformations de la société (axe 3).

L'axe 1 a réalisé un travail historique, et plus exactement archéologique, en reprenant la réflexion sur l'héritage de Marx, de la première et deuxième génération de l'École de Francfort, mais aussi de figures plus souvent laissées de côté dans l'histoire de la Théorie critique, telles que Walter Benjamin. Une confrontation entre Théorie critique et « théories critiques » a été entreprise, notamment à travers un travail sur la question du langage de la critique et sur la pensée de Jean-François Lyotard.

L'axe 2 a dégagé les présupposés méthodologiques, ontologiques et métaphysiques qui fondent l'unité des différentes théories critiques de la société, ou mettent en valeur au contraire des ruptures. Le rapport entre théorie et pratique a été étudié dans ses différentes altérations successives et actuelles et dans son caractère aujourd'hui hautement problématique.

L'axe 3 s'est intéressé à la manière dont la compréhension de la société détermine la nature de la critique ainsi que les perspectives de transformation de la société et la conception que l'on peut se faire de la politique. Le rapport entre philosophie sociale et philosophie politique a été plus particulièrement au cœur des interrogations. La réflexion sur l'ontologie sociale a pris un tour inattendu et a acquis une ampleur certaine par rapport au projet initial. Ainsi, l'investigation sur les modes de vie des acteurs critiques a-t-elle été moins importante que prévu. Elle a fait cependant la part belle aux nouvelles pratiques artistiques, poursuivant ainsi un travail important de la première génération de la Théorie critique.

La séparation en trois axes n'a pas toujours été stricte, car de nombreuses passerelles ont pu être exploitées, notamment à travers la figure de Marx, centrale pour les trois axes, de Benjamin, travaillée par l'axe 1 en lien avec la réflexion de l'axe 3 sur les pratiques culturelles, à travers la figure de Jacques Rancière, importante pour les axes 2 et 3, ou encore à travers l'interrogation sur la théorie habermasienne de la démocratie et la réflexion sur les institutions.

Le travail réalisé a permis une réflexion large et approfondie sur le concept de critique et sur les enjeux d'une Théorie critique renouvelée. La réflexion portait également sur les luttes actuelles et la possible « prise » de la Théorie critique sur le réel aujourd'hui. Le colloque final, intitulé « Misère de la critique », qui a eu lieu du jeudi 4 au samedi 6 février 2016 à l'ENS-Paris, a témoigné à cet égard d'une grande cohérence dans les problématiques des différentes équipes et quant aux interrogations communes.

Nous avons choisi de présenter dans le texte qui suit les résultats de nos réflexions d'une façon commune et synthétique, sans séparer le travail des trois axes, afin de mettre en valeur autant que possible les effets de synergie et de connaissance communs. Nous joignons par ailleurs le tableau et la liste des différents événements du projet (*annexe 2*), ainsi que les rapports détaillés (*annexe 3*).

## I. [le retour sur Marx]

Le retour sur Marx a représenté une base commune de réflexion, que ce soit dans le cadre de plusieurs *workshops* spécifiquement consacrés à Marx par les axes 1 et 3 (axe 1 : « Qu'est-ce qu'une théorie critique de la société ? Marxisme et théorie critique » le 8 novembre 2014, « Marx et la critique » en décembre 2014, organisés à Paris par G. Raulet ; axe 3 : Journées « Que reste-t-il de Marx dans la pensée critique contemporaine ? » organisées par C. Colliot-Thélène à Rennes les 5 et 6 février 2015), ou à travers la prégnance, pour le travail des trois axes, d'une série de problématiques fondatrices formulées par la pensée marxienne et circonscrivant la notion de critique : l'articulation entre théorie et pratique, le rapport à la philosophie de l'histoire, la question du destinataire de la critique.

Lors du colloque final, la référence à Marx a été souvent très présente, notamment dans les contributions de Gérard Raulet, d'Axel Honneth, de Catherine Colliot-Thélène ou encore d'Étienne Balibar. Le texte fondateur de 1843, auquel avait été accordé une si grande place dans les *workshops* de l'axe 1, l'*Introduction à la Critique de la philosophie du droit de Hegel*, à travers les jalons qu'elle pose pour une réflexion sur les rapports entre théorie et pratique, sur les objets de la critique, sur la méthode, a été au cœur de plusieurs contributions et discussions. Outre le caractère fondateur des problématiques soulevées par Marx, le statut de la critique de la religion dans ce texte de 1843 le rend plus que jamais actuel. Les contributions d'Étienne Balibar et de Bruno Karsenti lors du colloque final en ont apporté la preuve.

Dans la perspective historique, ou plus exactement archéologique, qui était celle de l'axe 1, la **confrontation entre le modèle marxiste de la critique et celui de la Théorie critique** a constitué un des vecteurs majeurs de la réflexion.

Revenir sur Marx aujourd'hui impliquait de confronter le grand récit de la lutte des classes à la réalité de la société civile actuelle. Ce faisant, il s'agissait, dans ce retour aux sources de la critique, non seulement de réexaminer la question du marxisme de la Théorie critique de la première génération, mais aussi de mesurer la distance prise par la deuxième et la troisième générations au tournant des années 1970/80 par rapport aux conceptions de la fin des années 1930 (« Théorie traditionnelle et théorie critique ») et du milieu des années 1940 (*Dialectique de la raison*), et d'en interroger la portée et les conséquences. Au cœur de cette problématique se pose la question de la possibilité d'une critique immanente, « critique dans la mêlée », donc, corollairement, du moment extérieur nécessaire à l'activité critique et de son rapport à la pratique.

Il n'est évidemment pas question, ici, de réécrire la genèse de la conception marxienne de la critique pratique. On se concentrera sur les deux aspects – complémentaires chez Marx – autour desquels se noue ensuite, pour les penseurs de Francfort dans les années 1937-1944 et pour la philosophie sociale et politique actuelle, la problématique d'une théorie critique de la société : la question du statut de la théorie (de la philosophie comme de toute réflexion à un niveau théorique) et celle de son destinataire et du porteur de sa réalisation. Reconstruire la généalogie de la critique chez Marx revient à montrer comment sa conception émerge d'un travail sur l'instrumentaire philosophique hégélien (*Manuscripts de 1844*) et des tentatives de concrétisation de la critique hégélienne au sein de l'école jeune hégélienne (*La Sainte Famille, L'Idéologie allemande*). Marx élabore d'abord un statut philosophique du prolétariat. Dans l'introduction à la *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel* de 1843, la construction du prolétariat est strictement philosophique. Par opposition aux intérêts particuliers caractéristiques de la division de la société à l'infini, le prolétariat y est l'incarnation de l'universel concret. Le rôle de représentant universel revient ainsi à la classe sociale incarnant la négation la plus radicale de l'ordre existant, la « classe avec des chaînes radicales ». Pour que l'émancipation d'une classe particulière et de tout un peuple coïncide, pour que le prolétariat soit l'universel concret au sens hégélien, il lui faut cumuler tous les manques (*Mängel*) qui frappent les différents états de la société. C'est en ce point que la critique entend intervenir pour en faire une dynamique de la négation.

En agissant dans le sens de cette dynamique de la négation, la critique prend la place de la philosophie et opère sa jonction avec un acteur concret. Dès 1843, Marx comprend que seule la naissance en Allemagne du prolétariat industriel pourra constituer ce passage de la critique à la pratique, en consacrant l'émergence d'une universalité capable de rompre avec l'état de choses régnant. L'industrie, la force artificielle, requalifie en « pauvreté produite artificiellement » la pauvreté naturelle du servage, et c'est ce nouveau statut, cette artificialité, qui rompt avec la structure sociale féodale, substituant à la hiérarchie pseudo-naturelle des états la problématique des classes. À travers le thème de l'artificialité, s'esquisse ici une dialectique de l'apparence et de l'essence qui renvoie cependant elle aussi à Hegel. Pour Marx, le prolétariat est donc appelé à supprimer la Philosophie en la réalisant dans le monde concret et en prenant la relève du sujet philosophique, c'est-à-dire aussi de la critique telle que la concevaient les jeunes Hégéliens.

Il est également possible – mais on a promis ici de ne pas refaire cette histoire – d'illustrer ce statut strictement philosophique du prolétariat en se référant aux *Manuscripts parisiens*, où le dispositif philosophique se rapproche de celui de l'*Introduction* de 1843, à savoir que l'homme remplace l'Esprit hégélien. Les instruments hégéliens restent extrêmement présents : un des concepts clé des *Manuscripts* – celui de division – renvoie au concept hégélien de scission (*Entzweiung*) : division du travail en lui-même,

division du travail et du capital, division de la société et existence divisée de l'homme coupé de son essence. Tous ces aspects de l'argumentation s'inspirent du deuxième moment de la logique de Hegel (celui de l'essence opposée à l'apparence) lorsque Marx dénonce comme apparence l'invocation par l'économie politique classique d'une prétendue essence du travail censée aller au-delà des apparences et expliquer la réalité de la production. Cette prétendue explication relève pour Marx d'une réflexion non dialectique à laquelle il convient d'opposer une auto-réflexion afin de passer de la scission à l'unité fondamentale de l'essence et de l'apparence. Ce moment de réunion, d'unité fondamentale, c'est logiquement le communisme qui vient le représenter comme suppression de la propriété privée qui est la forme objective de la scission. Ainsi, le passage de la dialectique hégélienne de la formation progressive de la conscience de soi à la conception de l'aliénation comme perte fait que ce n'est plus la démarche d'une conscience qui reconnaît une objectivité comme sienne après l'avoir posée comme autre. Une suppression réelle doit intervenir : l'homme qui s'objective par le travail trouve en face de lui une réalité que le travail, pour l'avoir créée dans le cadre de la propriété privée, n'a pu poser qu'en tant que travail aliéné, c'est-à-dire dans le cadre d'une organisation sociale déterminée qui doit être supprimée.

Or, là encore, cette construction philosophique du rôle du prolétariat ou, en l'occurrence, du communisme débouche comme dans l'*Introduction* de 1843 sur la même exigence et la même impasse : l'organisation déterminée du travail résiste à la dialectique, la critique est restée impuissante face au fait social et appelle par conséquent une intervention révolutionnaire (cf. 3e cahier) : « Pour abolir l'idée de la propriété privée, le communisme pensé suffit entièrement. Pour abolir la propriété privée réelle, il faut une action communiste réelle. » Cette argumentation constitue à la fois la grandeur et les limites des *Manuscripts*, en ceci que le dépassement de la dialectique spéculative ne porte que sur la reconstitution de la genèse de l'aliénation capitaliste : le travail théorique accompli est certes considérable, mais le dépassement n'est encore conçu que logiquement. Il est possible de dire ce que doit être le communisme, affirmer sa nécessité, mais non pas comment le communisme émergera pratiquement à partir de la même dialectique qui a engendré la propriété privée. C'est manifestement le sens qu'il faut donner à l'affirmation selon laquelle le communisme est « la forme nécessaire de l'avenir prochain ». Et même si « nécessaire » signifie chez Marx « dialectique », dans les *Manuscripts* cette dialectique – la négation de la négation, le communisme comme abolition de la propriété privée et position d'un nouvel ordre – reste spéculative. Les *Manuscripts* ne sont au fond que le résultat d'un raisonnement philosophique rigoureux et en tant que tel abstrait. Le communisme a bien « sa base tant empirique que logique dans le mouvement de la

propriété privée » (3e cahier, p. 88<sup>1</sup>), mais les *Manuscripts* sont impuissants à préciser par quelle logique réelle on pourra faire advenir le communisme. On peut seulement dire que les *Manuscripts* préparent la percée vers une dialectique de la pratique historique en cherchant à percer à jour le fait de la propriété privée, qui s'impose comme fondement de l'aliénation. Et c'est précisément le reproche qu'adresse Marx à l'économie politique classique : s'arrêter devant le fait et s'en servir comme fondement.

Mais peut-être est-il encore plus intéressant de prêter attention à la *façon* dont la critique intervient chez le jeune Marx : en rendant l'oppression plus oppressante, en la rendant publique afin d'ajouter à l'anéantissement la conscience de l'anéantissement, afin de former la conscience de soi de la classe opprimée, la classe en soi devant devenir classe pour soi. On verra plus loin quelle présence persistante cette reprise du motif kantien de la publicité possède dans les théories critiques de la société actuelles – à commencer par le thème du mépris chez Honneth – et dans les discours des acteurs concrets des luttes, à travers le thème de l'indignation. Retenons pour l'instant que Marx, en substituant la critique à la philosophie, reste lui-même encore jeune Hégélien. Ce passage de l'en soi au pour soi rappelle, en raison même du rôle décisif que joue le scandale de l'anéantissement, le moment de la mort comme négativité absolue dans la *Phénoménologie de l'Esprit*, moment permettant à la conscience de soi de s'affirmer. Pour Hegel en effet, la conscience de soi se forme à partir de l'expérience de l'angoisse devant la mort, expérience qui dissout toutes les déterminations particulières en remettant en cause l'être tout entier. Ainsi, l'homme prend à la fois conscience de la totalité de son être et éprouve en lui-même le pouvoir de l'absolue négativité.

Retenons aussi et surtout *trois leçons de la généalogie de la critique* :

(1) De la même manière que chez Hegel cette négativité doit devenir négation déterminée dans le travail formateur pour que l'homme devienne maître de son monde, elle appelle chez Marx la pratique, mais elle ne fait que l'appeler dans l'*Introduction à la Critique de la philosophie du droit de Hegel*. Du coup, elle n'est pas à l'abri du « destin pathologique de la critique » que Marx objectait aux jeunes Hégéliens. Si dans les années 1970 on a fréquemment opposé à la Théorie critique de Francfort de réitérer des « erreurs persistantes de la philosophie jeune-hégélienne » (Bubner<sup>2</sup>), la question ne peut toujours pas être balayée d'un geste aujourd'hui, précisément parce que le pathétique est un vecteur constitutif de la relation de la critique savante avec la pratique critique.

---

<sup>1</sup> Les références renvoient à l'édition suivante : Karl Marx, *Les Manuscrits économique-philosophiques de 1844*, trad. de l'allemand par Franck Fischbach, Paris, Vrin, 2007.

<sup>2</sup> Rüdiger BUBNER, "Deux erreurs persistantes de la philosophie jeune-hégélienne", in : *Etudes philosophiques*, Paris, 1977, n 4.

(2) Partant du statut de Hegel dans la naissance et l'évolution de la critique marxienne, on a mis en valeur la nécessité de moments d'extériorité, moments de l'utopie, de dépassement du donné, même si ces moments sont appelés à être dépassés et s'il importe de ne pas s'identifier à eux. Ainsi, Hegel est nécessaire à la critique de Feuerbach, de même que la religion est nécessaire à la critique de la vallée de larmes (si l'on ôte les fleurs sans toucher à la chaîne, alors rien n'a encore été fait<sup>3</sup>). Le point de vue extérieur est nécessaire à la critique de l'état des choses. Cependant, il est lui-même un travestissement philosophique, et est appelé à ce titre à être lui-même critiqué. C'est l'argumentation que nous avons fait valoir dans *Marxisme et théorie critique* en 1978, la première étude philosophique et critique sur l'« École de Francfort »<sup>4</sup>. Cet argument, qui reposait déjà fortement sur une mise en garde contre le « destin pathologique de la critique », demande à être complété et corrigé par une réhabilitation du moment expressif de la critique.

(3) Le moment nécessaire de dépassement doit être accompagné d'une plongée dans l'immanence, dans « la mêlée » (*Introduction à la Critique de la philosophie du droit de Hegel*). Chez Marx cette critique a pris des formes radicales dont on trouve significativement un écho dans la reformulation de la Théorie critique par la *Dialectique de la raison* – en particulier dans les notes et discussions préparatoires<sup>5</sup> où un autre texte de Marx est évoqué. La *Sainte Famille* est un texte polémique et touffu, difficile et crucial, souvent négligé mais dont l'intérêt consiste à proposer (à l'instar de *L'Idéologie allemande*) une critique des discours, pour la raison clairement énoncée dans l'*Introduction à la Critique de la philosophie du droit* de 1843, à savoir pour lutter contre la conscience philosophique allemande avec laquelle les jeunes Hégéliens n'ont pas vraiment rompu, et poser aux discours la question de leur implication pratique. Tous ces textes de 1843 à 1846 apparaissent comme une phase préparatoire procédant par la critique des discours pour essayer d'en sortir. Au discours, Marx pose la question de leurs implications pratiques : qu'en est-il du rapport entre la critique et la masse chez Bauer ? Marx se propose ainsi de dénoncer l'idéalisme de la « critique critique » du point de vue de l'histoire profane, de l'histoire massive (chap. VI) : « À l'histoire critique du matérialisme français nous allons opposer,

---

<sup>3</sup> Cf. RAULET, *Marx*, Paris, Ellipses, 1998.

<sup>4</sup> Paul-Laurent ASSOUN, Gérard RAULET, *Marxisme et théorie critique*, Paris, Payot, 1978.

<sup>5</sup> Cf. l'édition de ces textes par Julia CRIST et Katia GENEL – un travail réalisé dans le cadre du projet : Max Horkheimer/Theodor W. Adorno, *Le laboratoire de la Dialectique de la raison*, trad. fr. par K. GENEL et J. CHRIST, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2013, coll. Philia. Cf. également la contribution de Gérard RAULET „Aufzeichnungen und Entwürfe“, in : Gunnar HINDRICH (Hg.), *Max Horkheimer/Th. W. Adorno: „Dialektik der Aufklärung“*, Berlin, Akademie Verlag (Reihe Klassiker auslegen). Voir aussi le mémoire de Master d'Alix BOUFFARD, réalisé dans le cadre du projet CActuS sous la direction de G. RAULET : « Nominalisme et matérialisme chez Marx et Adorno », Université Paris-Sorbonne, 2014.

esquissée à grands traits, son histoire profane, massive. » Cette histoire massive des discours va notamment consister à dénoncer la façon strictement philosophique, voire théologique dont les jeunes hégéliens, et en la circonstance Bruno Bauer, font usage de l'héritage philosophique, et notamment du matérialisme français. La « critique critique » reste idéaliste dans la mesure où elle ignore non seulement une tradition massive du matérialisme, qui est l'enjeu de l'héritage authentique du matérialisme français et de sa filiation anglaise, et elle reste idéaliste parce qu'elle ignore l'activité grossièrement matérielle qu'est la production : double erreur, théorique et pratique, que Marx qualifie d'une part de lâcheté à l'égard de l'héritage du matérialisme et d'autre part de comportement de gribouille à l'égard de la réalité massive du monde de la production. Cet aveuglement volontaire permet à la critique de croire ou de faire croire que la critique philosophique suffit et qu'elle est, selon le mot de Bauer, « la forme la plus urgente de la pratique ». Inversement, pour Marx, la masse est à la fois la matière et la réalité matérielle de la pratique. L'enjeu de l'héritage matérialiste consiste donc à matérialiser l'intérêt qui pousse la raison à agir. Marx s'oppose à la conception idéaliste de l'histoire et part, au lieu d'opposer l'idée et la réalité massive comme le fait la « critique critique », de la réalisation de l'idée sous forme d'intérêt matériel, en montrant que le déficit ou, selon les circonstances, l'excédent de l'idée par rapport à la réalité matérielle tient d'abord à la différence entre intérêt et enthousiasme que Bauer met à tort sur le même plan. Le déficit éventuel tient au fait que l'intérêt réel, l'intérêt à l'émancipation, donc l'idée de liberté et d'humanité, s'incarne dans un intérêt particulier, une masse limitée et exclusive, et que ce qui était intérêt et enthousiasme pour les uns, comme cela a pu être le cas de la bourgeoisie pour la Révolution française, devient illusion pour les autres.

Cette réflexion sur le rapport entre idée et intérêt se caractérise par deux moments théoriques importants : d'abord l'idée de décalage, déficit ou excédent. L'intérêt comme réalisation n'annule pas le moment d'enthousiasme qui peut permettre d'aller au-delà de la réalisation ; ensuite, la reprise de la réflexion sur la scission qui est le moteur de la philosophie hégélienne de l'histoire, c'est-à-dire le moteur de la dynamique qui met en relation l'objectif réalisé et le subjectif, l'universalité abstraite et l'universalité concrète. Il est important par conséquent de distinguer l'enthousiasme de l'intérêt comme le moment de la réalisation et de maintenir la différence entre intérêt et enthousiasme, car ce n'est rien d'autre que le moteur de la dialectique. Donc maintenir la possibilité d'un décalage tout en affirmant à la fois qu'il faut que la philosophie s'identifie avec des intérêts concrets et en maintenant la possibilité d'un excédent ou d'un déficit dans ce moment d'identification. La question se pose tout particulièrement pour la signification politique de la « critique critique » elle-même, qui apparaît à cet égard comme une universalité abstraite se condamnant à être la version subjective religieuse ou morale de la critique, et c'est précisément sous cet aspect que Bauer est accusé de n'avoir

rien trouvé de mieux que d'invoquer « la Critique », un universel abstrait privé de base matérielle et prétendant incarner ici et maintenant la Philosophie : « L'acte de transformation de la société se réduit à l'activité cérébrale de la critique critique. » Surenchère qui se révèle conservatrice, incapable de pratique.

La réflexion sur le nominalisme et le matérialisme consiste précisément à sortir de cette philosophie ou de cette dialectique purement idéelle, subjective et qui finit par s'enfermer dans l'impuissance, incapable qu'elle est de profiter pour ainsi dire de la scission. Or, les *Manuscripts de 1844* ont précisément montré que pour que cette prise de conscience ait des conséquences pratiques, il faut identifier la scission comme l'effet d'une organisation de l'économie politique et pas uniquement comme la protestation d'une universalité subjective abstraite contre la mauvaise réalité. À rester au niveau d'une protestation contre la mauvaise réalité, on débouche sur ce que Marx appelle le « destin pathologique de la critique », c'est-à-dire une version pathétique de l'enthousiasme qui consiste à décerner un certificat d'indigence à la réalité alors qu'il faudrait profiter de la scission pour ouvrir sur la pratique.

**Résumons, à la lumière de ces trois leçons, dans l'optique de l'actualité et des usages de la critique.** Depuis quel lieu, à partir de quelle instance la critique est-elle possible ? Où sont les moments d'extériorité philosophiques ? Comment se servir de ces moments d'extériorité comme d'armes pour une critique également pratique, renversant un monde injuste ? La critique a besoin d'un fondement matériel, et le moment de l'universel (point de vue depuis lequel la critique est possible) ne peut plus être, selon Marx, celui de la philosophie. Il doit être *un universel concret*.

Chez Marx et dans le marxisme lukácsien, c'est le prolétariat qui était investi de cette fonction et qui remplaçait le rôle de la Philosophie au sens hégélien. Confrontée dès les années 1930 à la défaillance de la classe ouvrière, la première Théorie critique a misé, pour l'articulation entre théorie et pratique, entre paradigmes philosophiques et réalité sociale, sur le rôle d'une réflexion philosophique des apports des sciences sectorielles, d'une part, et sur une sociologisation du transcendantal, d'autre part. Il s'agissait déjà d'une radicalisation extrêmement importante, qui faisait entrer le problème politique dans le registre de la conception théorique. Elle s'est rapidement révélée insuffisante.

## *2. [Dialectique de la raison et reformulation radicale de la critique]*

La *Dialectique de la Raison* représente dans l'histoire de la critique une tentative paradoxale de *déconstruction et de refondation* radicale prenant acte de la fin d'une Raison dans l'histoire dont le sujet aurait dû être le prolétariat conscient (Lukács). La relation s'est, à cet égard, carrément inversée.

Plusieurs *workshops* du projet CActuS (« La *Dialectique de la raison* d'Adorno et Horkheimer et la refondation de la théorie sociale au 20<sup>e</sup> siècle », journées coordonnées par G. Raullet, A. Gayraud, J. Christ et K. Genel en 2013/14) et un colloque international auquel le projet CActuS s'est associé (« La *Dialectique de la raison*, 70 ans après. Critique sociale, Politique, Esthétique », organisé par K. Genel, 12-13 mai 2014) ont été consacrés à cette œuvre fondatrice. Le contexte de son 70<sup>ème</sup> anniversaire et l'intérêt toujours vivant qu'elle suscite ont témoigné de sa valeur actuelle. A travers une critique du Sujet et de la Raison, la *Dialectique de la raison* a poussé la possibilité de la critique dans ses ultimes retranchements, posant de façon aiguë le problème du « point de vue », c'est-à-dire du *situs* de la critique. La redécouverte de la *Dialectique de la raison*, dans les années 1980, joua un rôle important dans la réception du « post-modernisme » ou « post-structuralisme » français et dans le renouvellement des fondements philosophiques de la Théorie critique.

Au-delà du renouvellement de l'interprétation de cette œuvre et de sa ré-historicisation (l'influence de Benjamin, notamment, a été mise davantage en avant grâce à l'étude des travaux préparatoires à la *Dialectique de la raison*<sup>6</sup>), il y allait de l'étude des *modes d'écriture* proposés par cette œuvre et des *modalités* de la critique, des enjeux de l'interdisciplinarité, du rapport aux sciences sociales et à la psychanalyse, des champs singuliers mobilisés (psyché, culture, art, morale, politique), alimentant une réflexion sur les ressources de la critique. Une journée d'études sur les musiques populaires enregistrées, a même été plus particulièrement consacrée à son actualité pour une critique culturelle, en lien avec le travail de l'axe 3 sur les pratiques actuelles (« Musiques populaires et actualité de la Théorie critique », journée organisée par A. Gayraud et G. Heuguet le 14 décembre 2013).

Il est résulté de cette réflexion une question décisive : si la critique comporte un moment nécessaire d'autocritique, jusqu'où cette autocritique peut-elle aller, et par quelles stratégies théoriques la disparition de l'universel concret peut-elle être compensée ? Plus radicalement encore : Comment la critique est-elle possible au sein-même de la réalité de la réification ? Le travail sur l'« industrie culturelle » – pour utiliser le concept d'Adorno et Horkheimer, qu'on n'accepte toutefois pas ici sans réserves – constitue une façon de renouveler l'investigation des modes de vie des acteurs critiques.

Depuis quelques années, certains chercheurs en sciences de l'information et de la communication (SIC) se sont efforcés de rappeler le rôle essentiel de la « raison critique » face aux objets culturels, en s'inspirant d'auteurs comme Theodor W.

---

<sup>6</sup> La collection Philia, dirigée par G. RAULET, a publié en 2013 la traduction française des discussions, notes et fragments inédits préparatoires à la *Dialectique de la Raison* : Max Horkheimer/Theodor W. Adorno, *Le laboratoire de la Dialectique de la raison*, trad. par K. GENEL et J. CHRIST, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2013, coll. Philia.

Adorno ou Walter Benjamin. Le projet d'une économie politique critique de la communication a produit une analyse des stratégies des acteurs en prenant en compte la recomposition des modèles économiques et des filières industrielles dans le secteur culturel en général et musical en particulier.

En dialogue avec ces logiques socio-économiques en SIC, le dossier « Théorie critique et musiques enregistrées », qui a été publié par A. Gayraud, G. Heuguet et G. Gomez-Mejia dans *Communication & langages* (n°184, juin 2015), traite des musiques enregistrées, conçues comme des formes complexes, à la fois sonores, techniques et marchandes. Car les transformations récentes de l'industrie des musiques enregistrées réveillent l'héritage de la Théorie critique autant qu'elles le remettent en question. Peut-on encore parler aujourd'hui d'industrie culturelle face à une plateforme comme YouTube ? Pourquoi le concept d' « aura » fait-il retour pour désigner des supports musicaux pourtant produits en masse (le vinyle ou le CD) ? Face à tous ces aspects problématiques que cristallisent les musiques enregistrées, les outils hérités de la Théorie critique apparaissent encore opératoires. Le dossier « Théorie critique et musiques enregistrées » s'emploie à les réélaborer, à les remettre en contexte et à les confronter avec les écritures contemporaines de la culture musicale.

Critique de la manipulation des auditeurs et de leur impuissance face à une offre générique et de faible valeur esthétique, le concept d' « industrie culturelle » tel qu'il fut élaboré par Adorno et Horkheimer au tout début des années quarante dans la *Dialectique de la raison* (1944)<sup>7</sup> et dans les recherches de *Current of Music* (1941)<sup>8</sup>, semble désuet, si ce n'est réactionnaire, face aux nouveaux régimes de consommation de la musique, sur internet notamment, via des plateformes telles que YouTube. L' « industrie culturelle » comme notion critique exhibant la contradiction d'une culture produite à la chaîne, d'œuvres d'art, réputées autonomes et singulières, fabriquées en série (standardisées) à des fins de consommation pour un public aussi large que possible, échoue à première vue à caractériser un espace numérique où n'importe qui est en mesure de télécharger un contenu, quelles qu'en soient la durée, les spécificités mélodiques, les fréquences essentielles. L'amateur de musique trouvera sur YouTube à peu près tout et n'importe quoi, dans une large variété de formats, de genres, de qualités d'enregistrement, à n'importe quel moment, pourvu qu'il dispose d'une connexion internet. Pourquoi le jugerait-on encore « aliéné » ? En quoi les vidéos qu'il visionne seraient-elles encore « standardisées » ? Non seulement gratuit pour la majorité de ses utilisateurs, plus riche en contenus que tous les programmes radiophoniques et télévisuels dominants jusque-

---

<sup>7</sup> Theodor W. ADORNO/Max HORKHEIMER, « La production industrielle des biens culturels - Raison et mystification des masses », *Dialectique de la raison*, Paris, Gallimard, 1974 (coll. Tel), pp. 129-176.

<sup>8</sup> Theodor W. ADORNO, *Current of music. Eléments pour une théorie de la radio*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2010.

là, mais encore conçu *au service de l'utilisateur* – qui peut créer sa propre chaîne, ses propres contenus, quels que soient ses goûts, quel que soit le moment –, YouTube a quelque chose d'un dispositif utopique d'accès partagé à la culture. Jamais semble-t-il le consommateur n'a été aussi libre de choisir ce qu'il écoute, de modifier voire de redéfinir l'offre disponible.

Pourtant, YouTube reste caractérisé par des logiques de masse. Les chiffres arborés par le « top » des vidéos les plus vues de la plateforme en témoignent quotidiennement. Il n'échappe par ailleurs à personne que l'industrie musicale en a depuis longtemps fait un nouvel instrument de son pouvoir plutôt qu'un concurrent. Quelque chose semble obstinément reconduit de cette vieille industrie musicale que YouTube était censé enterrer. Mais l'hypothèse, avant que soit menée plus avant la réflexion, selon laquelle y seraient encore à l'œuvre les vieux démons de l'industrie culturelle (le rapport de force entre une offre autoritaire et une demande assujettie à cette offre, la standardisation, la prévalence d'une logique industrielle sur tout réel enjeu esthétique ou proprement musical) n'avait de valeur qu'intuitive. L'angle objectif par lequel YouTube se laisserait penser en ces termes critiques hérités faisait encore défaut. Destinés à souligner la rigidité et la systémativité de cette industrie, les termes adorniens hérités peinent à décrire la souplesse de cette *start-up* innovante rachetée par Google pour en faire un vaste canal de diffusion. Ils achoppent également sur l'orientation structurellement « démocratique » de la plateforme qui contredit, dans son principe, l'idée de contenus imposés à l'auditeur. Cependant, en assumant de prendre pour point de départ la promesse « utopique » que fait YouTube à l'utilisateur – celle d'un développement spontané de l'offre à partir de la demande –, il est apparu clair que les anciens ressorts de la *personnalisation*, de l'illusion de l'abondance et de la valorisation de la *popularité* (au sens quantitatif du terme) tels que dégagés par Adorno lui-même à propos des ressorts industriels de la culture américaine des années quarante. En prenant la mesure des transformations culturelles (YouTube n'est ni radio, ni un simple jukebox, ni un magasin, il s'agit de ce qu'il est désormais convenu d'appeler un « service » instauré à l'intersection de l'économie du web et de l'économie de la musique. Parmi d'autres sites, présentant des « fonctionnalités » dont la possibilité du *streaming*, comme Soundcloud ou Spotify, YouTube est ainsi classé dans la sous-catégorie de « service » par l'Observatoire de la Cité de la musique<sup>9</sup>. En juin 2013, une étude de la Hadopi en partenariat avec OpinionWay parlait également de « services culturels dématérialisés »<sup>10</sup>. Basée sur le recueil de traces ou de témoignages des personnes

---

<sup>9</sup> Cité de la musique – Observatoire de la musique, « État des lieux de l'offre de musique numérique au second semestre de l'année 2013 à partir d'un échantillon de 100 services en ligne ». Disponible sur [http://observatoire.cite-musique.fr/observatoire/document/MNUM\\_S2\\_2013.pdf](http://observatoire.cite-musique.fr/observatoire/document/MNUM_S2_2013.pdf).

<sup>10</sup> Étude Hadopi – Opinion Way, « Etude du volume de consommation des biens et services culturels dématérialisés. Étude "Carnets de consommation – juin 2013" ».

identifiées comme « consommateurs – utilisateurs », cette étude insistait sur l'*utilité* des objets ainsi décrits, et leurs effets du point de vue de la « diffusion de la culture ».

Tout l'intérêt de l'approche transdisciplinaire entre Théorie critique et SIC a été de montrer qu'appréhendé sous l'angle contemporain du « service » en ligne, YouTube ne s'émancipait pas fondamentalement des modèles de l'industrie culturelle traditionnelle – tels qu'Adorno et Horkheimer en perçurent la matrice au mitan du siècle dernier. Les chercheurs en sciences de l'information et de la communication inspirés par les outils de la Théorie critique avait déjà montré que les grandes entreprises de technologies développaient un modèle économique basé sur une position d'intermédiaire, leur permettant de capter une partie de la valeur économique liée aux objets culturels<sup>11</sup>. En radicalisant ici l'élucidation critique de cette « position d'intermédiaire », éprouvée notamment à l'aune d'une promesse esthétique et culturelle qu'Adorno n'a de cesse de faire valoir pour opérer sa critique de l'industrie culturelle, des traits problématiques, requérant la vigilance des utilisateurs se sont trouvés mis en évidence. Oxymoron d'une industrie culturelle « à la carte », YouTube cultive une rhétorique de l'abondance depuis longtemps ancrée dans cette industrie, qui laisse de côté la spécificité des contenus ; ses encouragements à la personnalisation de la navigation, comble du service adapté à l'utilisateur, confinent à terme à l'enrôlement, abandonnant l'enjeu philanthropique d'une diffusion intelligente de la culture, au profit d'un ciblage utile à l'exploitation publicitaire. L'offre du service, structurée autour de signes indicatifs de popularité, s'inscrit enfin dans un marché concurrentiel qui le précède, déterminé par des rapports de force étrangers aux interactions supposées spontanées du web. Mais il s'agit moins à ce stade d'accuser la technique que d'identifier un fonctionnement économique : car aujourd'hui comme hier, ce fonctionnement problématique de l'industrie « est le résultat non pas d'une évolution de la technologie en tant que telle, mais de sa fonction dans l'économie actuelle »<sup>12</sup>. Si, comme l'avait Adorno sur un ton de Cassandre, encore – et pour longtemps – « le monde entier est contraint de passer dans le filtre de l'industrie culturelle », poursuivre l'analyse devra consister à mesurer la dépendance actuelle réelle de la production de musique à cette économie<sup>13</sup>.

---

<sup>11</sup> Philippe BOUQUILLON, Bernard MIEGE, Pierre MOEGLIN, *L'industrialisation des biens symboliques. Les industries créatives en regard des industries culturelles*, PUG, 2013

<sup>12</sup> T.W. ADORNO/M. HORKHEIMER, *Dialectique de la raison*, Tel Gallimard, 1974, p. 131.

<sup>13</sup> Ibid., p. 135.

### 3. [Rapport à la philosophie sociale et à la philosophie politique]

Une autre approche, complémentaire, a consisté à étudier le rapport de la théorie critique et des mouvements sociaux, historiquement, sur le plan épistémologique et dans l'actualité. La question du Sujet critique restant fondamentale, il fallait aussi s'interroger sur les visions du « social » qui conditionnent les différentes conceptions de la critique. Ce travail a été réalisé en particulier par l'axe 2 dans le cadre d'une réflexion conceptuelle et méthodologique systématique autour des notions de « critique » et de « social », ainsi que par l'axe 3 à travers une interrogation portant sur les enjeux politiques.

#### 3.1. Critique et pratique

Dans le prolongement de la réflexion sur l'héritage de la pensée marxienne et face à la disparition du sujet historique que fut la classe ouvrière comme sujet réel de l'action, face donc au constat que l'analyse des structures de la raison ou de celles du monde vécu dans le but d'accéder aux critères de la critique étaient délaissées au bénéfice d'une analyse des pratiques sociales afin d'en extraire ces critères, un *workshop* central de l'axe 2 (« Des pratiques critiques dans les théories critiques » (27-29 mars 2014, coordonné par A. Honneth, J. Christ et F. Vogelmann) a permis de dégager différents modèles de rapport entre théorie et pratique, selon que les pratiques se cristallisent dans des règles, accessibles à la conscience des acteurs et donc analysables depuis l'intérieur de l'agir social, ou que les pratiques sociales sous forme de régularités sont perçues comme ne pouvant être analysées que de l'extérieur (approche externe).

Le travail de l'axe 2 a fait intervenir différents modèles de critique, tels que le néo-pragmatisme ou encore la pensée foucauldienne, ainsi que Jacques Rancière ou Althusser. Rancière essaie de donner de nouvelles pratiques à la théorie critique et exclut précisément les sciences sociales des possibles outils permettant d'accéder à ces pratiques. Lors d'un *workshop* qui lui a été consacré, l'examen a porté sur le mode d'écriture spécifique développé dans *La Nuit des prolétaires*, consignnant des rencontres avec des personnages en train de formuler et de pratiquer l'émancipation, ainsi que la notion ranciérienne d'égalité (« Jacques Rancière et la politique », 6-7 décembre 2013, organisé par A. Birnbaum et J. Christ). Althusser (cf. *workshop* « Althusser 1965 : la découverte du continent histoire », 5-6 juin 2015), défendait quant à lui la division du travail entre pratique et science, pour éclairer la pratique.

Cette réflexion renouait ainsi avec la tradition francfortoise consistant à articuler l'apport des sciences empiriques particulières avec la théorie. Elle rejoignait en cela des préoccupations de l'axe 3. Les différentes approches du social déterminent non seulement différentes conceptions de la critique, mais aussi différentes perspectives politiques. Soulevée par l'axe 2 dans le cadre d'un *workshop* sur l'actualité du socialisme (« Pensée commune, penser du commun : l'actualité du socialisme », mai

2015, A. Honneth / B. Karsenti) et d'un *workshop* sur Hegel et Durkheim (« Hegel, Durkheim et la liberté des modernes », 30 janvier 2015, F. Callegaro / L. Carré), la question a été au cœur du travail de l'axe 3 dans ses lectures de la *Dialectique de la raison*, son évocation des problématiques culturelles, de l'héritage marxien et son étude du rapport des théories critiques à l'ontologie sociale (« Social transformation: Critical Theory meets Social Ontology », organisé par E. Renault, F. Montferrand, O. Surel, avec T. Stahl et R. Jaeggi, à Paris-Ouest Nanterre, 17-18 avril 2014). Le *workshop* tentait de faire dialoguer deux programmes de recherche qui tendent à s'ignorer réciproquement, l'ontologie sociale cherchant à décrire l'émergence et la nature d'entités spontanément caractérisées comme « sociales », lorsque la démarche critique s'inscrit dans la perspective de l'émancipation. Les théories critiques mobilisent pourtant des ontologies sociales implicites dans leurs diagnostics sur le présent, et l'ontologie sociale pourrait en retour gagner en pertinence en interrogeant le monde social du point de vue de son caractère transformable. Proposant d'élargir l'idée d'ontologie sociale afin qu'elle puisse rendre compte des présupposés ontologiques du type de théorie sociale et de critique sociale qui doivent rester associés à l'idée de théorie critique, la journée a aussi interrogé les formes d'oubli des questions ontologiques, l'économie politique et anthropologie.

### 3.2. Philosophie sociale et philosophie politique

Lors du *workshop* de l'axe 3 « Philosophie sociale et/ou philosophie politique ? La critique et les institutions » (Francfort, 27 mars 2014, organisé par C. Colliot-Thélène et K. Genel), la réflexion a porté plus précisément sur le rapport de la philosophie sociale à la philosophie politique et sur le risque que court la première lorsqu'elle prend trop de distance vis-à-vis de la philosophie politique et fait passer au second plan des questions politiques pourtant essentielles pour qui veut perpétuer l'intention critique, et notamment celle du pouvoir.

Les exposés et les discussions auxquelles ils ont donné lieu, ont d'abord conduit à relativiser la pertinence de l'opposition entre les deux perspectives. La réflexion mise en œuvre dans différents exposés, celui de Louis Carré et le texte qu'Emmanuel Renault avait envoyé sur Hobbes notamment, a convergé dans un effort théorique pour contrecarrer l'absorption d'une approche par l'autre. Dans les termes de L. Carré : politiser le social ou socialiser le politique. Revenant aux objets sur lesquels s'est bâtie l'opposition de ces deux disciplines : à savoir, précisément, au *social* et au *politique*, il nous a en effet semblé judicieux d'écarter les deux thèses concurrentes selon lesquelles « tout est social » ou « tout est politique », pour leur préférer le postulat d'une différence spécifique entre le social et le politique. Une fois admis que si tout est social, rien n'est social (ou qu'inversement si tout est politique, rien n'est politique), la question devient : comment réfléchir au mieux l'articulation du social et du politique en évitant soigneusement de tomber dans les

deux écueils de pensée qui consistent, d'une part, à vouloir « dissoudre » le politique dans le social et, d'autre part, à vouloir poser le politique en « genre suprême » dont le social ne serait en somme qu'un « genre subalterne », subordination menant à une « haine du social » selon l'expression de Franck Fischbach.

Ce premier échange sur la question a en quelque sorte ouvert la discussion sur ce qu'il y a de pertinent dans cette mise en opposition, non pas seulement de deux disciplines qui ont un sens différent dans l'espace germanique, francophone et anglo-saxon, mais de deux manières de découper les problèmes sociaux et politiques.

Par suite, quelques penseurs se sont trouvés placés au cœur de la réflexion : Hegel et Rousseau d'un côté, parce que leur entreprise théorique relève de la philosophie politique mais prend la forme d'une réflexion sur la société ; Hannah Arendt de l'autre – qui avait fait l'objet d'un article d'E. Balibar – parce qu'elle est à l'origine d'une distinction forte entre social et politique, selon laquelle l'avènement du social signifie la perte du politique, alors même que l'on peut interpréter sa pensée, comme le fait A. Honneth, en termes de philosophie sociale.

Afin de comprendre l'articulation du social et du politique, la confrontation entre Hegel et Durkheim, en particulier, a été déterminante. La confrontation entre la « science de l'État » de l'un et la « science de la société » de l'autre a été une manière de réarticuler l'opposition entre philosophie politique et philosophie sociale à partir de leurs objets spécifiques. Hegel est celui qui achève une longue tradition moderne en philosophie politique de l'État, Durkheim celui qui inaugure une science des sociétés modernes. La confrontation apparaît d'autant plus justifiée que Hegel, par rapport à la tradition qui le précède, est l'un des premiers à penser la spécificité propre du « social » au sens de la « société civile » (*bürgerliche Gesellschaft*), en lui reconnaissant une indépendance relative qui demande toutefois à être intégrée dans la sphère supérieure de l'étatico-politique. Or l'apparition de ce social à la fois irréductible et intégrable au politique est ce qui sépare l'ancien et le nouveau monde des institutions : « la création de la société civile appartient au monde moderne, qui est le premier à accorder leur droit à toutes les déterminations de l'idée 'de liberté'<sup>14</sup> ». Il nous a fallu ensuite examiner dans quelle mesure cette conception du social correspond ou non à celle avancée par Durkheim dans sa sociologie. Nous avons aussi tenté d'explorer ce qui, dans la sociologie, reste du politique, une fois celui-ci englobé par le social. En mettant, par l'intermédiaire de Hegel et de Durkheim, en dialogue ces deux pensées de la modernité, la science de l'État et la science de la société, nous avons voulu dégager la philosophie politique cachée dans la sociologie et, inversement, la sociologie sous-jacente à la philosophie politique.

---

<sup>14</sup> G.W.F. HEGEL, *Principes de la philosophie du droit*, Paris, Presses Universitaires de France, 2013, p. 677.

Au cours du premier *workshop* de mars 2014, Catherine Colliot-Thélène avait initié une discussion de l'ouvrage de Franck Fischbach sur la philosophie sociale<sup>15</sup>. Cette discussion s'est poursuivie au cours des deux années qui ont suivi. La question de la circonscription du champ propre de la philosophie sociale par rapport à la philosophie politique, sur le plan des objets mais surtout sur le plan de la méthode, a permis de poser celle des enjeux politiques de la philosophie sociale. Partant de la difficulté à circonscrire précisément ce que le terme de philosophie sociale recouvre de chaque côté du Rhin, C. Colliot-Thélène s'est attachée à préciser davantage encore ce qui est une question de mots de ce qui est une question de démarche critique : à partir d'une réflexion sur la démarche de Hegel et les critiques de Marx, elle se demande pourquoi la philosophie qui se donne pour tâche cette démarche critique devrait se définir « comme 'sociale' plutôt que comme 'politique' ». Si la philosophie critique met le « politique » à distance, elle risque de manquer des aspects essentiels des conditions de l'existence sociale. Tel est l'argument de C. Colliot-Thélène, qui précise que ces conditions d'existence sont irréductibles à l'expérience sociale et qu'elles relèvent fondamentalement d'une critique du pouvoir mobilisant des disciplines comme la théorie politique et la théorie du droit, et non la seule sociologie.

La discussion a conduit F. Fischbach à redéfinir la dimension proprement politique de la philosophie sociale, la philosophie sociale ne devant pas être l'autre de la philosophie politique mais être elle-même une philosophie politique, critique du libéralisme, adossée également à une philosophie non libérale du droit (telle que la déploie Honneth avec son concept de liberté sociale qui, loin de nier les droits des individus, entend les accomplir et réaliser la liberté individuelle). Fischbach trouve dans la théorie de la société adornienne un modèle d'utilisation critique de la distinction entre social et politique, la philosophie sociale devenant le ressort d'une philosophie politique critique.

### **3.3. Droit et institutions. La question de la démocratie**

C'est au regard du risque pointé par Fischbach et de la question de la capacité de la théorie critique<sup>16</sup> à élaborer une théorie de la démocratie tout en restant critique qu'a été interrogée l'œuvre de Jürgen Habermas à l'occasion d'un *workshop* dans le cadre d'un colloque international consacré au philosophe (« Les perspectives de la démocratie face aux transformations du capitalisme. Un dialogue avec Jürgen Habermas », organisé par I. Aubert et J.F. Kervégan les 29-31 octobre 2014 à Paris).

---

<sup>15</sup> Franck FISCHBACH, *Manifeste pour une philosophie sociale*, Paris, La Découverte, 2009.

<sup>16</sup> Comme on l'aura compris, on emploie tantôt Théorie critique avec une majuscule en référence à la tradition francfortoise et tantôt avec une minuscule pour désigner l'ensemble des moyens théoriques et épistémologiques de la « critique ».

La question, posée initialement, de savoir dans quelle mesure, par une concentration sur le social, la réflexion critique<sup>17</sup> laissait des points aveugles, sur le politique, sur les institutions et sur la difficulté croissante de distinguer entre les champs politique, économique, juridique transformant le social et leurs interactions, a été commune au travail des trois axes, en regard de la question de l'émancipation.

Prenant appui sur son étude historique de la Théorie critique, l'axe 1 a contribué à la réflexion sur le statut du droit et des institutions dans une pensée des pratiques critiques. Dans le contexte nouveau d'un ordre démocratique libéral i.e. d'*un néo-libéralisme cohabitant avec un ordre démocratique*, la deuxième et la troisième générations de l'École de Francfort se sont tournées, pour répondre à la nécessité d'un universel concret et à la disparition du sujet historique naturel, vers une pragmatique de la communication intersubjective et de la reconnaissance. La question de l'action et d'une pratique émancipatrice se joue désormais sur le terrain de la confrontation non faussée et, par extension, du droit. Pour Marx il fallait trouver le point d'équilibre, le lieu où la critique est *al pari* : théorie à la hauteur de la pratique, pratique à la hauteur de la théorie. Il n'est rien moins sûr que l'approche sur laquelle débouche la Théorie critique actuelle corresponde encore à cette exigence. En se situant sur le terrain du Droit et des institutions (et non de la critique du Droit et de l'État) elle a d'ores et déjà accepté que l'adversaire fixe les règles du jeu.

Si on peut vraisemblablement développer une théorie de l'aliénation qui ne s'appuie plus sur la notion de classe mais sur une démarche hégélienne de la reconnaissance, peut-on sur de telles bases reformuler une théorie de l'émancipation ?

La réflexion de l'axe 1 sur les pensées de la Théorie critique de la deuxième et de la troisième générations s'est articulée autour de la question de la force émancipatrice de la communication intersubjective et de la reconnaissance. La communication, la reconnaissance juridique et les institutions sont-elles en mesure de transformer la société et d'articuler un « sens commun », et rendent-elles justice à ce qui est en souffrance ?

Pour la philosophie politique critique, une pensée authentique du politique et de la démocratie n'a pas pour fonction de sacraliser les droits et les libertés *institués*, mais plutôt de rendre visible le *processus* d'auto-institution du social, processus nourri par une contestation permanente de l'ordre « par le bas ». La philosophie de la reconnaissance représente à cet égard une contribution importante, dans le contexte où se font face le retour de la philosophie politique (regain d'intérêt pour des penseurs comme Leo Strauss, mais aussi pour Arendt) et les philosophies morales normatives inspirées par Rawls et Habermas et relayées en France par les penseurs libéraux. En fait, non seulement Honneth mais aussi Habermas occupent une

---

<sup>17</sup> On aurait pu écrire ici « théorie critique » avec des minuscules.

position charnière dans ce champ. La forte propension normative de leurs travaux est compensée par un effort pour alimenter la réflexion par le bas – les expériences du mépris pour Honneth, les questions de démocratie constitutionnelle pour Habermas.

L'axe 3 a de son côté développé cette réflexion dans les différentes manifestations qui y ont été accueillies : à travers le *workshop* évoqué plus haut sur la philosophie sociale et la philosophie politique, le *workshop* sur Marx organisé à Rennes les 5 et 6 février 2015, et particulièrement au cours du *workshop* dans le cadre du colloque Habermas. Dans ce dernier, s'est trouvée interrogée une opposition, ou un clivage, entre la critique de la domination, qui semble être l'apanage de la première génération de l'École de Francfort, et la théorie de la démocratie que les deuxième et troisième générations parviendraient à formuler : la théorie de la démocratie exclurait toute critique radicale de la domination, tandis qu'une focalisation exclusive sur la domination empêcherait l'élaboration d'une théorie de la démocratie. En discutant les écrits de Habermas, *De l'éthique de la discussion* et *Droit et démocratie*, le *workshop* a été l'occasion de réinscrire plus clairement Habermas dans la continuité de la première École de Francfort et dans la tradition d'une critique immanente d'esprit hégélien, et de montrer ce que devient une critique de la domination – qui, elle, était le cœur de la critique de la première génération – dans l'entreprise habermassienne. Elle y est en quelque sorte restreinte par la confiance placée dans la raison, parce que la raison est disjointe de la domination, comme la question du pouvoir est disjointe de celle de la validité. Habermas présuppose une rationalité toujours effective socialement.

Mentionnons un autre résultat de la réflexion sur la théorie de la démocratie et sur la place des institutions dans l'entreprise critique, menée dans l'optique d'une analyse des rapports de la philosophie sociale et de la philosophie politique qui constitue le cœur de l'axe 3 : la publication en anglais d'un dialogue entre Honneth et Rancière, à Columbia University Press, intitulé *Recognition versus Disagreement*, et édité par Katia Genel et Jean-Philippe Deranty<sup>18</sup>. Il s'agit d'une confrontation entre les deux penseurs, confrontation qui prend une double forme. D'une part, l'ouvrage restitue le dialogue réel qui a eu lieu entre le philosophe allemand et le philosophe français à Francfort. De l'autre, en proposant une reconstruction critique de la thèse d'un ouvrage majeur de chacun des deux penseurs, *La Méésentente* de Rancière et *La lutte pour la reconnaissance* d'Honneth, plusieurs questions méthodologiques ont été posées. Rancière interroge la théorie de la reconnaissance sous l'angle de son usage du concept d'identité qui risque de menacer son potentiel critique si la reconnaissance n'est pas le moteur d'une lutte mais la confirmation d'une identité donnée ; Honneth interroge la méésentente telle que

---

<sup>18</sup> K. GENEL / J.-P. DERANTY (eds.), *Axel Honneth/Jacques Rancière. Recognition versus Disagreement*, New York, Columbia University Press, 2016.

Rancière l'étudie sous l'angle du présupposé anthropologique implicite qu'elle véhicule selon lui, celui d'un désir d'égalité conçu de façon anhistorique. La confrontation entre les deux paradigmes visant à analyser la société, celui de la mésestimation et celui de la reconnaissance, est l'un des résultats de la réflexion sur la concurrence des deux approches de philosophie politique et de la philosophie sociale – les deux termes faisant également l'objet d'une critique.

A la différence de l'approche démocratique constitutionnelle et de Habermas, chez qui l'État de droit constitue le présupposé d'une reconnaissance authentique, Honneth semble envisager la reconnaissance en amont de la sphère politique. Dans *La Réification, Petit traité de Théorie critique* (2005, 2007 pour la traduction française), Axel Honneth, prenant appui sur la formule adornienne de la réification comme « acte d'oubli », propose une définition de la réification comme « oubli de la reconnaissance », la reconnaissance étant elle-même définie comme une forme de souci de ce qui nous entoure qui précéderait tout rapport de connaissance. On doit toutefois se demander si cette conception ne repose pas sur l'illusion de sujets librement contractants. Y a-t-il des normes immanentes à la sphère économique, grâce auxquelles le marché peut être une institution relationnelle de la liberté, comme l'avance Honneth dans *Le droit à la liberté* ? Honneth essaie de montrer qu'on ne participe pas uniquement au marché en tant qu'individu mais que cette participation suppose une relation mutuelle entre les individus, qui se reconnaissent mutuellement comme partenaires d'une coopération solidaire. La question posée est celle de la possibilité de la reconnaissance au sein de rapports capitalistes conservés. Certes, toutes les formes de réification ne prennent pas forcément leur source dans l'organisation capitaliste de l'économie. Pour autant, il semble difficile de se situer en dehors des rapports de production (quelles qu'en soient les formes nouvelles). Les formes prises par la réification ne « masquent » pas les structures profondes de la reconnaissance, elles les pénètrent, les investissent et les pervertissent de l'intérieur. C'est ce que Benjamin avait déjà compris en mettant l'accent, sur le médium dans son célèbre essai sur l'œuvre d'art à l'époque de la reproductibilité technique et ce que montre l'étude des NTIC<sup>19</sup>.

#### 4. [« Structures profondes » de la critique]

La question des structures profondes pose, incontestablement, un problème « de fond ». Quand on cherche le sujet critique et qu'on le trouve potentiellement du côté des « indignés », quand on étudie le statut de la subjectivité dans les nouveaux

---

<sup>19</sup> Manfred FRANK/Gérard RAULET/Willem VAN REIJEN (dir.), *Die Frage nach dem Subjekt*, Frankfurt/Main, Suhrkamp 1988 ; Jochen HÖRISCH/Gérard RAULET, *Soziokulturelle Auswirkungen moderner Informations- und Kommunikationstechnologien in der Bundesrepublik Deutschland und in Frankreich*, Frankfurt/Main, Campus 1992.

médias et qu'on rencontre l'expressivité là où devrait intervenir la normativité, quand on prend au sérieux le fait que ces nouveaux médias sont en même temps partie intégrante des forces productives, on ne peut qu'être incité à aller jusqu'au bout du retour à la notion marxienne de « critique dans la mêlée ». Souvenons-nous en effet : la critique dans la mêlée ne s'épuisait pas en expectorations pathétiques, elle mettait en branle une publicité qui permettait la formation d'une conscience de soi de l'acteur pratique de la critique. Elle échappait au destin pathologique de la critique des jeunes Hégéliens. Si l'on admet par ailleurs que l'expressivité est, aujourd'hui, un des modes d'expression de la réification, alors la question de la critique se pose dans un triangle défini par la formation de la subjectivité, la nature des forces productives et le statut de la théorie (critique). Ces trois pôles interagissent – c'est une évidence, mais cette évidence impose de redéployer la notion de critique en l'appuyant à la fois sur la subjectivité (aliénée) et sur les forces productives (aliénantes). C'est dans la dynamique et les écarts de ces deux pôles que le troisième, « la critique », peut émerger. Comme il ne s'agit évidemment pas, dans CActuS, de ranimer la « critique critique » idéaliste il faut reprendre à nouveaux frais le geste marxien qu'on a tenté de reconquérir dans le projet CActuS : utiliser l'immersion dans le vécu de la publicité (car c'est une publicité kantienne fortement tordue vers le pathologique dont il faut tenir compte) pour renouer avec les « structures profondes ».

Dans cette perspective, la pensée de Benjamin, aujourd'hui mise à l'écart de l'histoire de la Théorie critique, mais à laquelle ont été consacrés plusieurs *workshops*, fournit un angle d'attaque important. Tandis que la Théorie critique actuelle reste attachée à un cadre intersubjectif et à une opposition du sujet et de l'objet. La conception benjaminienne offre quant à elle à la fois une pensée du sujet réifié et une pensée de la matière qui dépasse cette opposition et pose la question de la conscience *à travers* l'objet.

Il faut souligner l'importance de l'héritage benjaminien pour la pensée d'Adorno, et plus précisément pour sa réflexion sur la réification. Pour Benjamin, la « théorie de la connaissance [doit] trouver pour la connaissance une sphère de totale neutralité par rapport aux concepts de sujet et d'objet »<sup>20</sup>. Cette sphère est la mimésis. Au sein du rapport mimétique, il y a à la fois le réifié et quelque chose qui révèle en un certain sens l'essence du monde. Adorno, certes, ne suit pas complètement Benjamin, à qui il reproche le risque de constituer le rapport mimétique en une situation archaïque mythique alors qu'il faudrait l'envisager comme un rapport historique. Mais, pour cette même raison, la « dialectique négative » est consacrée à la recherche d'une marge de jeu au sein d'un rapport

---

<sup>20</sup> Walter BENJAMIN, « Über das Programm der kommenden Philosophie », in: *Gesammelte Schriften* [en abrégé: GS], Frankfurt a. M., Suhrkamp 1978 sq., ici: GS II-1, 163.

mimétique impliquant également le réifié. La provocation de la position benjaminienne tient précisément à ce que la mimésis est pour lui résolument à la fois mimésis immédiate et réifiée. Il faut jouer le jeu de l'objet pour arriver à une forme de liberté : c'est ce que reprend Adorno de Benjamin dans sa pensée de la primauté de l'objet, et notamment dans sa théorie esthétique.

En outre, le « pouvoir mimétique » benjaminien s'appuie sur une vision anthropologique mettant l'accent sur le corps propre (*Leib*), qui se révèle être le siège de la forme de connaissance supérieure et plus authentique dont il est question dans les premiers textes sur la théorie de la connaissance, de sorte que l'on peut parler d'une reformulation anthropologique non seulement de la théorie de la connaissance mais également de l'ontologie qui est d'une façon ou d'une autre à son fondement. Le corps propre est le premier matériau sur lequel s'exerce le pouvoir mimétique. Cette dimension est plutôt absente de la Théorie critique francfortoise actuelle, alors qu'elle est au cœur d'une « critique dans la mêlée » qui prend en compte aussi les atteintes au corps et la gestion biopolitique.

Enfin, et ce n'est pas un détail, les catégories benjaminiennes permettent de penser la société, la masse, dans sa corporéité. Dans le prolongement des études sur le *medium* dans l'essai sur l'œuvre d'art et sur la théorie esthétique adornienne, on doit engager une réflexion sur les phénomènes actuels de la réification et sur les médias actuels de masse. C'est justement ce que nous avons voulu faire avec la journée d'étude consacrée à l'actualité de la critique d'Adorno et Horkheimer appliquée aux types d'écoute issus de l'évolution récente de la musique pop et de ses modes de diffusion (notamment *youtube*) et de consommation.

Cette réflexion sur et à partir de Benjamin est au cœur des enjeux politiques. La possibilité d'un jeu au sein du monde réifié est essentielle pour repenser les stratégies d'émancipation. Il s'agit de dépasser une opposition stricte entre le réifié et un rapport non réifié au monde et d'interroger les stratégies possibles. La stratégie de la « barbarie positive » – pousser à son comble la logique de la réification et de la consommation pour arriver à son dépassement de l'intérieur et non *via* une instance subjective indépendante dont l'existence est remise en question – est une stratégie dangereuse. Elle a pourtant le mérite d'aborder le problème sous un angle matériel et de mettre l'accent sur d'autres registres dont on retrouve l'impact au moyen de la psychanalyse.

L'oubli de la reconnaissance se situe chez Honneth dans le registre d'une psychanalyse très modérée interprétant « antérieur » au sens des processus secondaires de consolidation de la personnalité. Les catégories benjaminiennes permettent de penser également en termes de processus primaires.

En référence à Marx, on peut souligner que la critique n'est pas uniquement tête, mais qu'elle est aussi passion, au service d'un renversement des rapports de

domination et de la « vallée de larmes ». Confrontée aux pathologies de la communication, la critique ne peut négliger le registre de la passion. Cette dimension ne doit pas être abandonnée ; elle pose la question du statut de l'expressivité dans le modèle communicationnel d'une part, qui suppose un cadre d'échange idéal, (voir les objections de Raulet dans de nombreux textes concernant la sous-estimation de l'expressif au profit du normatif et du performatif<sup>21</sup>), dans celui de la reconnaissance d'autre part. En prenant la question du mépris comme objet il semble que la version honnethienne de la Théorie critique ait réintégré, au moins en partie, cette dimension. Nous avons toutefois tenté d'aller d'emblée au-delà en intégrant les nouvelles formes d'expressivité culturelle au champ de la réflexion.

La question de l'expressivité ne se limite pas aux nouvelles formes d'expressions sociales, sociétales ou culturelles. Il faut prendre la question de la publicité au pied de la lettre ; donc revenir à la question kantienne du rapport de la critique à la constitution d'une conscience publique politique, ce qu'a permis le retour sur Marx. Une étude du renversement du vocabulaire kantien dans l'*Introduction à la Critique de la philosophie du droit de Hegel*, par exemple, à travers le rôle du scandale comme forme pathologique de la publicité, montre l'importance de la question des formes, des stratégies et du langage de la critique et des luttes sociales. Quel jeu peut-il y avoir avec (dans) les formes imposées par le système capitalisme avancé ? Comment peut-on jouer le jeu de la pathologie pour arriver à une forme de critique ? Qu'est-ce qui peut donner aux vaincus, dans le cadre d'un éclatement des luttes et de l'isolement grandissant de sujets souffrants, la force d'articuler leurs expériences dans l'espace public démocratique ? Quelle est la part, quel est le rôle du refoulé, ou, pour utiliser des termes psychanalytiques, des processus primaires dans des modèles critiques accordant aux processus secondaires une place primordiale ?

## 5. [Prendre les choses à la racine]

### 5.1. Les processus primaires I

La perspective d'une prise en compte plus importante des processus primaires et de la question de l'expression a été enrichie par un *workshop* sur Jean-François

---

<sup>21</sup> « L'archipel. Réflexions sur la démocratie post-moderne », in : *Les Cahiers de philosophie*, Lille 1988, n°6 ; « Zur gesellschaftlichen Realität der Postmoderne », in : Hermann H. KRÜGER (dir.): *Abschied von der Aufklärung*, Opladen, Leske + Budrich 1990 (pp. 25-36); « Neue Medien, neue Öffentlichkeit? », in : Wolfgang HOFFMANN-RIEM/Thomas VESTING (dir.), *Perspektiven der Informationsgesellschaft*, Hamburg, Hans-Bredow-Institut 1995 (pp. 31-46); « Demokratie zwischen Ornament und Dissens. Zur Architektonik des Global Village », in : *Thesis. Wissenschaftliche Zeitschrift der Bauhaus-Universität Weimar*, 4/5, 2000: *Global Village. Perspektiven der Architektur* (pp. 80-88); « Ausdruck und die Pathologien des Sozialen », in : *Zeitschrift für Kulturphilosophie*, 9/2015, pp. 95-106.

Lyotard (« Lyotard et le langage », organisé par C. Enaudeau, F. Fruteau de Laclos et G. Raulet, 9-11 avril 2015), et par une confrontation de la pensée lyotardienne des jeux de langage et des questions de domination de certains genres de discours avec les pensées de Habermas et de Honneth.

Face à l'épuisement du paradigme marxiste, le renouveau de la Théorie critique en Allemagne, d'un côté, et le « post-structuralisme » en France, de l'autre, étaient arrivés par des voies séparées à des conclusions similaires, substituant au paradigme du sujet et de la conscience celui du langage. Jean-François Lyotard pense la fin des grands récits et la multiplicité des jeux de langage. Habermas intègre dans sa pensée les apports du *linguistic turn*. Il en va de la reformulation de la Raison. Habermas propose de l'appréhender « du point de vue du processus », mais il ne semble pas parvenir à concevoir des modalités de jeu faussées, une « vie socioculturelle » qui ne serait pas basée sur des règles partagées, et le modèle communicationnel doit être interrogé quant à son efficacité critique pratique face à une société dans laquelle l'horizon de l'intercompréhension est devenu problématique, face à l'essor de nouveaux médias et à l'expressivité individuelle débridée. N'est-il pas envisageable que la performativité et l'expressivité individuelle se substituent comme formes d'« échange » à l'argumentation ? Il semble que chez Habermas le communicationnel soit postulé, lorsque Lyotard permet de penser une agonistique des jeux de langages, le morcellement et le dispersement des genres de discours, l'impossibilité de traduire un genre de discours dans un autre, et donc l'irréductibilité du « différend ». Si elle débouche sur un éclatement généralisé, la rationalité communicationnelle doit en jouer le jeu.

Contrairement à l'idéal de communication non-détériorée qu'elle met en avant la conception habermasienne du consensus fait violence à la liberté des jeux de langage, à la flexibilité et au caractère impromptu des interactions langagières. Mais que peut-on réellement attendre de la flexibilité des jeux de langage et de la « sveltesse » requise d'une théorie de l'agir communicationnel ? A la place du maximum de démocratie que Lyotard en attend, elle pourrait tout autant entériner une impuissance politique, l'incapacité à esquisser des orientations normatives au sein d'une expressivité débridée – auquel cas le triomphe du genre performatif serait inéluctable.

La question que pose la conception de Lyotard concerne sa capacité à fonder « une idée et une pratique de la justice » qui ne repose pas sur une version forte, universalisable, du consensus normatif mais ne donne pas pour autant libre cours à un éclectisme radical se contentant de refléter la coexistence et la rencontre purement fortuites des jeux de langage. Il s'agirait de développer une culture politique du dissensus qui permettrait aussi de rendre justice à cet aspect capital et réprimé de la modernité qu'est la mémoire des perdants et des victimes, la masse croissante des *surplus people*, et de raviver l'espérance qu'a représenté le « projet

inachevé » de la modernité ou du moins d'empêcher que son inachèvement soit passé sous silence. Même si l'injustice n'est pas réparée, le différend, au moins, ne doit pas être étouffé.

Il y a des formes d'injustice – et c'est ce sur quoi Lyotard attire notre attention – qui ne peuvent pas être « compensées » : les déficits de reconnaissance. Honneth va assez loin dans ce sens. A la place d'une « théorie de la justice », la Théorie critique doit partir de la « conscience de l'injustice » – une conscience fortement marquée par des traumatismes relevant du monde vécu et du même coup trop liée à des situations individuelles ou particulières pour pouvoir être subsumée à une approche théorique reposant sur la prémisse d'une « conscience morale consistante » (celle qui est censée se dégager chez Rawls du choix de valeurs inviolables opéré dans la situation originelle fictive du « voile d'ignorance »). Honneth, quant à lui, met en doute la possibilité même d'accession des expériences et des sentiments d'injustice au débat démocratique, et ce à la fois pour des raisons politiques structurelles et pour des raisons plus fondamentales, qui tiennent à la nature même de la conscience de l'injustice. Le sentiment d'injustice constitue une pathologie sociale qui s'exprime dans un registre infra-discursif ou sur un mode qui n'a pas sa place dans le registre communicationnel dominant.

Mais le tort subi se laisse-t-il réparer ? On peut se demander si le déficit de « reconnaissance » peut rendre raison de ce que Lyotard cherche à cerner. Comment rendre justice, en effet, à ce qui ne peut être articulé sous peine de perdre son caractère irréductiblement autre ? Pour Lyotard, le droit est un langage au sein d'une multiplicité de langages non traduisibles les uns dans les autres et tous irréductibles.

On peut concevoir ce qui n'accède pas à un genre de langage dominant et dont on ne peut rendre justice sur le modèle de la différence entre le primaire et le secondaire en psychanalyse.

Nous renvoyons ici également à la réflexion de l'axe 3 sur la pensée habermasienne. Dans quelle mesure celle-ci est-elle encore capable de rendre compte des problèmes de domination après son abandon du paradigme psychanalytique ?

## **5.2. Les processus primaires 2 (la psychanalyse)**

La problématique de la prise en compte des processus primaires s'inscrit dans un travail plus général de l'axe 1 sur le rapport de la Théorie critique au modèle psychanalytique. Il est au cœur des travaux de plusieurs membres du projet<sup>22</sup>.

---

<sup>22</sup> Cf. K. GENEL, « Autorité et critique, L'approche interdisciplinaire de l'autorité dans la première École de Francfort » (thèse soutenue en 2010) ; Agnès GRIVAUX, « Raison, délire et critique : la critique de la raison chez Adorno et Horkheimer » (travail de thèse en cours).

Le modèle psychanalytique est utilisé par la première génération de la Théorie critique comme complément, afin d'introduire des facteurs explicatifs nouveaux, nécessaires à la compréhension et à la critique de certains phénomènes sociaux (la soumission à l'autorité, l'adhésion au fascisme). Il permet fondamentalement de comprendre le rapport entre répression et société et rend possible une réflexion sur la raison à une échelle individuelle et collective, en identifiant les éléments pulsionnels et inconscients qui sont à l'œuvre<sup>23</sup> et en permettant de ressaisir l'autodestruction de la raison comme passage vers la folie et chute dans la paranoïa.

Mais le modèle psychanalytique intervient également dans l'élaboration du paradigme critique lui-même. Il propose un autre rapport entre théorie et pratique en présentant une situation dans laquelle la théorie pouvait avoir des effets pratiques directs (en psychanalyse, la levée du symptôme intervient notamment par l'intermédiaire de sa connaissance exhaustive dans la cure). Il oriente encore la recherche critique en soulignant l'importance de considérer le rebut du monde des phénomènes, et en dirigeant l'intérêt vers ce que la société refoule ou garde à ses marges sous prétexte d'insignifiance<sup>24</sup> et fournit à la critique un paradigme spécifique : celui de l'autoréflexion.

Pourtant, la référence à la psychanalyse est ensuite délaissée progressivement par la Théorie critique de la deuxième génération, et d'abord par Habermas, qui lui avait réservé un statut épistémologique éminent dans son horizon théorique. Jusqu'à la fin des années 1970, Habermas a vu dans la psychanalyse un modèle d'autoréflexion et de science critique et s'est appuyé sur Alfred Lorenzer pour élaborer des modèles explicatifs nouveaux permettant de saisir le fonctionnement des pathologies de la communication et des interactions langagières. Mais dans la *Théorie de l'agir communicationnel* Habermas ne renvoie plus à Freud et à Lorenzer, mais à Kohlberg, à Piaget et à Mead. La psychanalyse freudienne, qui construit une conception trop problématique de l'intersubjectivité, marquée notamment par une forte asymétrie entre l'analyste et le patient dans la communication analytique et par une confusion entre niveau individuel et niveau social par l'usage ambivalent du concept de masse, est délaissée.

Ce rejet, par la troisième génération également, s'apparente certes davantage à une transformation qu'à un abandon pur et simple. Mais le modèle psychanalytique sollicité se distancie de la théorie des pulsions au profit d'une théorie des relations intersubjectives, il s'écarte aussi et surtout du paradigme de l'autoréflexion au profit de celui de l'interaction non déformée ou non asymétrique, ce qui n'est pas sans

---

<sup>23</sup> Cf. G. RAULET sur Benjamin et le pouvoir mimétique.

<sup>24</sup> Cf. J. CHRIST, « Un jeu avec le réel – esquisse de la méthode critique d'Adorno », in : *Philosophie*, 2/2012 (n° 113).

priver la théorie sociale de certaines perspectives qui pourraient être encore fructueuses pour la critique.

Bref, les pulsions et les processus primaires ont été délaissés par la Théorie critique actuelle. Pourtant, ce virage conduit inévitablement aussi à la mise à l'écart du principe de plaisir et un déplacement du sens du principe de réalité. Le principe de réalité ferait violence au sujet non pas en vertu d'une nature pulsionnelle réprimée mais en vertu de la socialisation qui précède toujours le sujet et s'impose à sa volonté. Cela soulève la question de savoir si l'on n'évacue pas par là le soi présocial et la question de la jouissance<sup>25</sup>.

Les travaux récents entrepris sur Benjamin montrent l'importance de remettre l'accent sur la persistance des processus primaires au sein du social et de prendre en compte l'apport d'une la dimension anthropologique. C'est la question du « prix de revient », comme dit Gilles Moutot, de la traduction d'éléments prélangagiers au niveau du langage<sup>26</sup>. Sur ce point il semble que la dimension anthropologique très présente chez Benjamin et encore chez Adorno ait considérablement régressé dans la Théorie critique ultérieure : « Ce qu'Adorno nomme l'expérience spirituelle fait entrer en ligne de compte le lien de la connaissance à un rapport somatique, pulsionnel, à l'objet – ce que la 'compréhension décentrée du monde [qu'exprime] la raison communicationnelle [Habermas] pourrait bien avoir laissé de côté.<sup>27</sup> »

## 6. [*« Misère de la critique » ?*]

« Misère de la critique » : toujours d'abord auto-critique, la critique se caractérise par un équilibre toujours délicat, puisqu'il s'agit d'être « al pari » – à la hauteur de la pratique et à la hauteur de la théorie. Face à la multiplication des mouvements sociaux, des paroles critiques et des pratiques protestataires, comment œuvrer à ce que la critique telle qu'elle est formulée par les « théories critiques » ne devienne pas un « genre littéraire »<sup>28</sup>, un discours certes instructif, mais sans aucune prise effective sur la réalité, perdant alors ce qui définissait le projet d'une théorie critique ? Comment prendre en compte la parole des acteurs, même lorsque cette parole est impossible ?

Il semble pourtant nécessaire de ne pas perdre de vue une interrogation politique. En lien avec le sous-projet 3, l'axe 1 s'est intéressé à l'articulation entre philosophie sociale

---

<sup>25</sup> Cf. Joël WHITEBOOK, « Mutual Recognition and the Work of the Negative », in : William REHG & James BOHMAN (eds.), *Pluralism and the Pragmatic Turn. The Transformation of Critical Theory, Essays in Honor of Thomas McCarthy*, Cambridge, Massachusetts Institute of Technology, 2001.

<sup>26</sup> Gilles MOUTOT, *Essai sur Adorno*, Paris, Payot, 2010, p. 519.

<sup>27</sup> Ibid., p. 555.

<sup>28</sup> Cette question a été posé lors du kick-off par Luc Boltanski et elle a, de manière souterraine et sous la forme d'une inquiétude permanente, travaillé les recherches particulières menées dans le cadre du projet.

et philosophie politique, y compris sur le terrain pratique des mouvements sociaux nés dans le contexte de la crise européenne. Lors de notre participation au séminaire de l'Interuniversity Center de Dubrovnik, « *European crisis and social movements* »<sup>29</sup>, nous avons pu confronter nos positions avec le travail de constitutionnalistes engagés dans des débats actuels. Différents pays des marges de l'Europe étaient représentés (Croatie, Hongrie, Serbie, Slovénie, Bosnie) ainsi que différentes formes d'expertise (chercheurs, philosophes ou historiens, juristes). Il s'agissait d'aborder la crise de la légitimité démocratique et de la tradition constitutionnelle fondatrice des Etats de droit « par l'autre bout de la lorgnette », c'est-à-dire en partant non plus de l'effet structurel et théorique, mais des manifestations concrètes et idéologiques à la base. Les présentations ont porté sur les différents mouvements contemporains, tels que les *Indignados*, les *Beni comuni*, le « Printemps Arabe », *Occupy Wall Street*, leurs enjeux, leurs acteurs, ainsi que l'évolution des protestations depuis 2008. Au cœur des discussions étaient également les questions juridiques du rapport entre démocratie et souveraineté populaire, de la légitimité de la « juridification de la politique », le problème étant de savoir si le renforcement juridique de droits économiques et sociaux, ou encore la redistribution, sont véritablement à même de combattre la crise et de réduire la pauvreté et les déficits de reconnaissance<sup>30</sup>.

Afin de renouveler une Théorie critique accordant peut-être une trop grande confiance au droit et aux institutions, il est apparu indispensable d'approfondir le travail sur les formes de la critique, sur ses modes d'expression et sur ses ressources, afin d'aller au bout du retour à la notion marxienne de « critique dans la mêlée ». C'est ce que recouvre la notion de structures profondes. Il n'est ce faisant aucunement question d'« économisme ». Il s'agit bien plutôt de la question de la subjectivation des acteurs et des discours critiques au sein du « social », une approche qui accorde toute leur importance aux problèmes de l'aliénation et de l'hétérogénéité sociale des consciences, et qui doit s'appuyer sur la subjectivité (aliénée) et sur les forces productives (aliénantes). Il faut, pour reprendre le geste marxien, utiliser l'immersion dans le vécu de la publicité (car c'est une publicité kantienne fortement tordue vers le pathologique dont il faut tenir compte) pour renouer avec les « structures profondes ». Dans la perspective de l'héritage anthropologique benjaminien, la réflexion sur les sources de la critique doit perbkunzmettre aussi de reprendre davantage en compte la question du corps et du réifié. Soumis à la violence économique, mais aussi à la violence religieuse, et porteurs du rapport mimétique au monde incluant à la fois le danger de la réification et la possibilité d'un jeu, les corps des individus doivent être considérés comme de véritables sources permettant d'informer la critique.

---

<sup>29</sup> Dirigé par Joseph BIEN, Hauke BRUNKORST, Heinz PAETZOLDT (†) et Gérard RAULET.

<sup>30</sup> On peut considérer cette opération extérieure comme complémentaire de l'approche développée par l'axe 2.

**ANNEXE 2 : LISTE DES ÉVÉNEMENTS CACTUS**  
*ÉVÉNEMENTS COMMUNS, ÉVÉNEMENTS PAR AXES ET PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE*  
*DISSÉMINATION*

**I. Tableau des événements du projet**

**II. Liste des événements du projet :**

- II.1. Mois 1 : première réunion commune
- II.2. Première partie du projet : mois 2 à 14 – événements par axes
- II.3. *Workshop* commun à mi-parcours : mois 14
- II.4. Deuxième partie du projet : mois 15 à 34 – événements par axes
- II.5. Bilan commun : mois 35-36
- II.6. Événements entrant dans une démarche de dissémination

*(COMPTES RENDUS DÉTAILLÉS EN ANNEXE 3)*

I. TABLEAU DES ÉVÉNEMENTS DU PROJET

MOIS	AXE 1	AXE 2	AXE 3	« Dissémination »
1-4	<b>RÉUNION KICK-OFF (Paris, 15.02.13)</b>			
5-6				
7-12	4 matinées « La Dialectique de la raison et la refondation de la théorie sociale au XXe siècle (Paris, 09-12.13)			
	Journée « Les musiques populaires enregistrées » (Paris, 14.12.13). Par le lien fait entre une certaine tradition de la critique culturelle et des problématiques très contemporaines, la journée s'est inscrite aussi dans le travail de l'axe 3.	Journées « Jacques Rancière et la politique » (Paris, 6-7.12.13)		
13-15			<i>Workshop</i> « Philosophie sociale et / ou politique ? La critique et les institutions » (Francfort, 27.03.14)	
	<b>WORKSHOP COMMUN « Des pratiques critiques dans les théories critiques » (Francfort, 28-29.03.14)</b>			
	<i>Workshop</i> « L'actualité de Benjamin » (Paris, 12.04.14)			« Social Transformation. Critical Theory meets Social Ontology » (Paris, 17-18.04.14, axe 3) « European crisis and Social movements » (Dubrovnik, 22-25.04.14, axe 3)
16-20			<i>Workshop</i> « La Dialectique de la Raison. 70 ans après » (Paris, 12-13.05.14)	
20-24	<i>Workshops</i> Marx I « Qu'est-ce qu'une théorie critique de la société ? Marxisme et théorie critique » (Paris, 8.11.14) et Marx II « Qu'est-ce qu'une théorie critique de la société ? » (Paris, 13.12.14) Ces <i>workshops</i> ont impliqué également des membres de l'équipe des axes 2 et 3.			« Les perspectives de la démocratie face aux transformations du capitalisme. Un dialogue avec Jürgen Habermas » (Paris, 29-31.10.14, axe 3)
24-30		<i>Workshop</i> « Hegel, Durkheim et la liberté des modernes » (Paris, 30.01.15)		
	<i>Workshop</i> « Différend et reconnaissance » (Paris, 9-11.04.15)	<i>Workshop</i> « Pensée commune, penser le commun : l'actualité du socialisme » (Paris, 22-23.05.15)		
		<i>Workshop</i> « Althusser 1965 : la découverte du continent histoire » (Paris, 5-6.06.15)	<i>Workshop</i> « Que reste-t-il de Marx dans la pensée contemporaine » (Rennes, 5-6.06.15)	
30-34				
34-36	<b>RÉUNION DE BILAN (Paris, 20.01.16)</b>			
	<b>COLLOQUE FINAL (Paris, 4-6.02.16)</b>			

## II. LISTE DES ÉVÉNEMENTS DU PROJET

### II.1. MOIS 1 : PREMIÈRE RÉUNION COMMUNE

#### Kick-off

Participants : Gérard RAULET (Paris-Sorbonne), C. COLLIOT-THELENE (Univ. Rennes 1), A. HONNETH (Univ. Francfort / Univ. Columbia, New-York), Jacques-Olivier BEGOT (Paris 7 Diderot), Luc Boltanski

### II.2. PREMIÈRE PARTIE DU PROJET : MOIS 2 À 14 – ÉVÉNEMENTS PAR AXES

*[AXE 1 : Étude historique du concept de critique dans les traditions française et allemande]*

Journées « **La Dialectique de la Raison et la refondation de la théorie sociale au XX<sup>e</sup> siècle** », organisées par Gérard RAULET (Paris-Sorbonne) : **28 septembre, 26 octobre, 30 novembre, 14 décembre 2013**, Paris-Sorbonne, Centre universitaire Malesherbes.

Participants : Gérard RAULET (Paris-Sorbonne), Agnès GAYRAUD, Katia GENEL (Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Julia CHRIST (Univ. Goethe Francfort), Hauke BRUNKHORST (Flensburg Univ.).

Journée sur « **Les musiques populaires enregistrées** », organisée par Agnès GAYRAUD et Guillaume HEUGUET (CELSA) : **14 décembre 2013**, Paris-Sorbonne, Centre universitaire Malesherbes.

Participants : Diedrich DIEDERICHSEN (Académie des Beaux-arts de Vienne), Fernand HÖRNER (Université des sciences appliquées, Düsseldorf), Agnès GAYRAUD, Guillaume HEUGUET (CELSA/Gripic), Yves JEANNERET (Paris-Sorbonne/CELSA), Pierre-Carl LANGLAIS (CELSA), Gérard RAULET (Paris-Sorbonne).

*[AXE 2 : Les présupposés méthodologiques et ontologiques des concepts de société et de critique]*

Journées « **Jacques Rancière et la politique** », organisées par Antonia BIRNBAUM (Paris 8 Vincennes-Saint-Denis) et Julia CHRIST (Univ. Goethe Francfort) : **6 et 7 décembre 2013**, Paris 8 Vincennes-Saint-Denis.

Participants : Martin SAAR (Univ. Berlin), Jacques-Olivier BEGOT (Paris 7 Diderot), Stefania FERRANDO (EHESS), Antonia BIRNBAUM (Paris 8 Vincennes-Saint-Denis), Julia CHRIST (Univ. Goethe Francfort), Bertrand OGILVIE (Univ. Paris 8), Bernard ASPE (Univ. Rennes), Camille LOUIS, Maud MEYZAUD.

*[AXE 3 : L'actualité de la critique et ses enjeux politiques : théorie critique, luttes sociales, transformations de la société]*

Workshop « **Philosophie sociale et/ou philosophie politique ? La critique et les institutions** » organisé par Catherine COLLIOT-THELENE (Univ. Rennes 1) et Katia GENEL (Paris 1 Panthéon-Sorbonne) : **27 mars 2014**, Institut de recherches sociales, Francfort.

Participants : Katia GENEL (Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Isabelle AUBERT (Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Gérard RAULET (Paris-Sorbonne), Martin SAAR (Univ. Goethe Francfort), Francesca RAIMONDI (HdK Düsseldorf), Etienne BALIBAR (Paris Ouest-Nanterre)

La Défense/Universités de Columbia (NY), Kingston (Londres)), Catherine COLLIOT-THELENE (Univ. Rennes 1), Frieder VOGELMANN (Univ. Brême), Louis CARRE (UBL), Martin NONHOFF, Francesco CALLEGARO (EHESS), Bertrand OGILVIE (Paris 10 Saint-Denis), Titus STAHL (Univ. Goethe Francfort), Daniel LOICK (Univ. Goethe Francfort), Axel HONNETH (Univ. Goethe Francfort / Univ. Columbia, New-York), Olivier VOIROL (Univ. Lausanne), Justo SERRANO, Julia CHRIST (Univ. Goethe Francfort), Hermann KOCYBA, Julia BONK (Paris-Sorbonne).

### II.3. WORKSHOP COMMUN À MI-PARCOURS : MOIS 14

Workshop « **Des pratiques critiques dans les théories critiques** », organisé par Axel HONNETH (Univ. Goethe Francfort/lfs/Univ. Columbia), Julia CHRIST (Univ. Goethe Francfort), Frieder VOGELMANN (Univ. Brême) : **28-29 mars 2014**, Institut de recherches sociales, Francfort.

Participants : Etienne BALIBAR (Paris Ouest-Nanterre La Défense/Univ. Columbia (NY), Kingston (Londres)), Franck FISCHBACH (Univ. Strasbourg), Emmanuel RENAULT (Paris Ouest-Nanterre La Défense), Axel HONNETH (Univ. Goethe Francfort/lfs/Univ. Columbia), Gérard RAULET (Paris-Sorbonne), Frieder VOGELMANN (Univ. Brême), Martin SAAR (Univ. Goethe Francfort), Robin CELIKATES (Univ. Amsterdam), Bruno KARSENTI (EHESS/Centre Marcel Mauss), Titus STAHL (Univ. Goethe Francfort), Daniel LOICK (Univ. Goethe Francfort), Antonia BIRNBAUM (Paris 8 Vincennes-Saint-Denis), Jacques-Olivier BEGOT (Paris 7 Diderot).

### II.4. DEUXIÈME PARTIE DU PROJET : MOIS 15 A 34 – ÉVÉNEMENTS PAR AXES

*[AXE 1 : Étude historique du concept de critique dans les traditions française et allemande]*

Workshop « **L'actualité de Benjamin** », organisé par Gérard RAULET (Paris-Sorbonne), Katia GENEL (Paris 1 Panthéon-Sorbonne) et Gilles MARMASSE (Paris-Sorbonne), Universités Paris-Sorbonne & Paris 1 Panthéon-Sorbonne : **12 avril 2014**, Paris-Sorbonne, Centre universitaire Malesherbes.

Participants : Jacques-Olivier BEGOT (Paris 7 Diderot), Antonia BIRNBAUM (Paris 8 Vincennes-Saint-Denis), Katia GENEL (Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Michael LOEWY (CNRS/EHESS), Gilles MARMASSE (Paris-Sorbonne), Nathalie RAOUX (EHESS), Gérard RAULET (Paris-Sorbonne), Bruno TACKELS, Clemens-Carl HÄRLE (Freie Univ. Berlin).

Workshop **Marx I** « *Qu'est-ce qu'une théorie critique de la société ? Marxisme et théorie critique* », en partenariat avec l'ENS-Paris : **8 novembre 2014**, Maison de la Recherche, Paris.

Participants : Antonia BIRNBAUM (Paris 8 Vincennes-Saint-Denis), Jean QUETIER, Guillaume FONDU, Florian NICODEME (ENS-Paris), Julia CHRIST (Univ. Goethe Francfort), Jacques BIDET.

Workshop **Marx II** « *Qu'est-ce qu'une théorie critique de la société ?* », en partenariat avec l'ENS-Paris : **13 décembre 2014**, ENS-Paris.

Participants : Catherine COLLIOT-THELENE (Univ. Rennes 1), Frieder VOGELMANN (Univ. Brême), Louis CARRE (UBL), Antonin WISER (Univ. Lausanne), Daniel LOICK (Univ. Goethe Francfort), Jacques-Olivier BEGOT (Paris 7 Diderot).

*Workshop « Différend et reconnaissance », dans le cadre d'un colloque sur Jean-François Lyotard organisé par Corinne ENAUDEAU (Paris), Frédéric FRUTEAU DE LACLOS (Paris), Gérard RAULET (Paris-Sorbonne), sur une initiative du Centre d'Histoire des Systèmes de Pensée Moderne, EA 1451, UFR de philosophie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et avec le soutien de la Société Internationale de Recherche Emmanuel Levinas (SIREL), du programme international « Analytic and French Philosophy in the 20th Century » (Paris Ouest-Nanterre La Défense / Purdue University, soutien du PUF - Partner University Fund), du Groupe Sociétés, Religions, Laïcités, École pratique des Hautes Études - CNRS (UMR 8582), et de la revue mensuelle *Philosophie magazine* : 9-11 avril 2015, Paris 1 Panthéon-Sorbonne et Bibliothèque Sainte-Barbe.*

*Participants : Michel OLIVIER (Paris Ouest-Nanterre La Défense), Charlotte MURGIER (Paris 13 Saint-Denis), Jean-Michel SALANSKIS (Paris Ouest-Nanterre La Défense), Frédéric FRUTEAU DE LACLOS (Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Gaëlle BERNARD (Acad. de Lille), Claire PAGES (Acad. de Créteil et CIPh), James WILLIAMS (Univ. Dundee), Isabelle AUBERT (Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Gérard RAULET (Paris-Sorbonne), Jean-François REY (ESPE de Lille), Andreas NIEDERBERGER (Univ. Duisburg-Essen), Rieke TRIMCEV (Univ. Hambourg), Laurence KAHN (Association psychanalytique de France), Geoffrey NENNINGTON (Univ. Emory), Alberto GUALANDI (Univ. Bologne), Corinne ENAUDEAU (CPGE Paris), Gérald SFEZ (CPGE Versailles), Ronit PELEG (Univ. Tel-Aviv), Sophie NORDMANN (EPHE/GSRL), François-David SEBBAH (Paris Ouest-Nanterre La Défense).*

*[AXE 2 : Les présupposés méthodologiques et ontologiques des concepts de société et de critique]*

*Workshop « Hegel, Durkheim et la liberté des modernes », organisé par Francesco Callegaro (LIER, EHESS) et Louis Carré (Univ. Bruxelles) : 30 janvier 2015, EHESS, Paris.*

*Participants : G. DUSO (Univ. Padoue), C. COLLIOT-THELENE (Univ. Rennes 1), F. FISCHBACH (Univ. Strasbourg), A. HONNETH (Univ. Francfort / Univ. Columbia, New-York), B. KARSENTI (LIER, EHESS) et C. LEMIEUX (LIER, EHESS).*

*Workshop « Pensée commune, penser le commun : l'actualité du socialisme » : 22-23 mai 2015, ENS-Paris.*

*Participants : Franck FISCHBACH (Univ. Strasbourg), Antonia BIRNBAUM (Paris 8 Vincennes-Saint-Denis), Bruno KARSENTI (LIER, EHESS), Axel HONNETH (Univ. Goethe Francfort / Univ. Columbia, New-York) (absent pour cause de maladie), Cyril LEMIEUX, Frédéric BRAHAMI, Catherine COLLIOT-THELENE (Univ. Rennes 1).*

*Workshop « Althusser 1965 : la découverte du continent histoire », organisé par Antony BURLAUD (Paris 1 Panthéon-Sorbonne/CESSP), Julia CHRIST (Univ. Goethe Francfort), Guillaume FONDU (Rennes) et Florian NICODEME (ENS Paris), avec le soutien du Département de philosophie de l'ENS-Paris et du Centre International d'Étude de la Philosophie Française Contemporaine (CIEPFC) : 5 et 6 juin 2015, ENS-Paris.*

*Participants : Yann MOULIER BOUTANG, Frédérique MATONTI, Julien HAGE, Frédéric WORMS, Hubert TARDY-JOUBERT, Hervé OULC'HEN, Guillaume SIBERTIN-BLANC, Claire PAGES, Yoshihiko ICHIDA et François MATHERON, Yves DUROUX, Jean-Pierre LEFEBVRE, Bernard PAUTRAT, Emmanuel TERRAY, Pierre MACHEREY, Jean QUETIER, Julia CHRIST, Alexandre FERON, Guillaume FONDU, Gérard DUMENIL, Emmanuel TERRAY, Yohann DOUET, Antony BURLAUD, Yves DUROUX et Bertrand OGILVIE.*

[*AXE 3 : L'actualité de la critique et ses enjeux politiques : théorie critique, luttes sociales, transformations de la société*]

Workshop dans le cadre du colloque international **La Dialectique de la Raison. 70 ans après**, organisé par [Katia GENEL \(Paris 1 Panthéon-Sorbonne\)](#) : **12 et 13 mai 2014**, Paris 1 Panthéon-Sorbonne, avec le soutien du CHSPM, Nosophi/Phico et de l'UFA (Université franco-allemande) dans le cadre du Réseau jeunes chercheurs « Ecole de Francfort: Fondements et perspectives ».

Participants : [Agnès GAYRAUD](#), [Katia GENEL \(Paris 1 Panthéon-Sorbonne\)](#), [Christoph MENKE \(Univ. Goethe Francfort\)](#), [Marcos NOBRE \(Univ. Sao Paulo\)](#), [Pierre-François NOPPEN \(Univ. Montréal\)](#), [Gérard RAULET \(Paris-Sorbonne\)](#), [John ABROMEIT \(Buffalo Univ., USA\)](#), [Alex DEMIROVIC \(Univ. Goethe Francfort\)](#), [Anne BOISSIERE \(Univ. Lille 3\)](#), [Michael ROSEN \(Harvard Univ.\)](#), [Olivier VOIROL \(Univ. Lausanne/Ifs\)](#), [Manfred GANGL \(Univ. Angers\)](#), [Jean-François KERVEGAN \(Paris 1 Panthéon-Sorbonne\)](#), [Francesca RAIMONDI \(HdK Düsseldorf\)](#), [Isabelle AUBERT \(Paris 1 Panthéon-Sorbonne\)](#).

Workshop « **Que reste-t-il de Marx dans la pensée contemporaine** », organisé par [Catherine COLLIOT-THELENE \(Univ. Rennes 1\)](#) : 5 et 6 juin 2015, Rennes.

## II.5. BILAN COMMUN : MOIS 35-36

Workshop « **bilan** » organisé par [Gérard RAULET \(Paris Sorbonne\)](#) : **20 janvier 2016**, Paris-Sorbonne, Centre universitaire Malesherbes.

Participants : [Gérard RAULET \(Paris-Sorbonne\)](#), [Katia GENEL \(Paris 1 Panthéon-Sorbonne\)](#), [Julia CHRIST \(Univ. Goethe Francfort\)](#), [Louis CARRE \(UBL\)](#), [Agnès GAYRAUD](#), [Agnès GRIVAUX \(ENS-Paris\)](#).

Colloque final « **Misère de la critique** », organisé par [Gérard RAULET \(Paris-Sorbonne\)](#) et [Axel HONNETH \(Universités de Francfort et de Columbia New York/IsF\)](#), avec le soutien du département de Philosophie de l'ENS-Paris : **4-6 février 2016**, ENS-Paris.

Participants : [Gérard RAULET \(Paris-Sorbonne\)](#), [Axel HONNETH \(Universités de Francfort et de Columbia New York/IsF\)](#), [Agnès GRIVAUX \(ENS Paris/Université de Francfort\)](#), [Emmanuel RENAULT \(Paris Ouest-Nanterre La Défense\)](#), [Stefania FERRANDO \(Univ. Strasbourg/LIER\)](#), [Jacques-Olivier BEGOT \(Paris 7 Diderot\)](#), [Agnès GAYRAUD](#), [Antonia BIRNBAUM \(Paris 8 Vincennes-Saint-Denis\)](#), [Katia GENEL \(Paris 1 Panthéon-Sorbonne\)](#), [Catherine COLLIOT-THELENE \(Univ. Rennes 1\)](#), [Etienne BALIBAR \(Paris Ouest-Nanterre La Défense/Columbia/Kingston Univ. Londres\)](#), [Louis CARRE \(ULB/Univ. Namur/FNRS\)](#), [Bruno KARSENTI \(EHES/LIER\)](#), [Julia CHRIST \(Univ. Goethe Francfort/IsF\)](#), [Isabelle AUBERT \(Paris 1 Panthéon-Sorbonne\)](#), [Robin CELIKATES \(Univ. Amsterdam\)](#), [Daniel LOICK \(New School/Univ. Goethe Francfort\)](#), [Francesca RAIMONDI \(HdK Düsseldorf\)](#), [Frieder VOGELMANN \(Univ. Brême\)](#), [Franck FISCHBACH \(Univ. Strasbourg\)](#).

## II.6. ÉVÉNEMENTS ENTRANT DANS UNE DÉMARCHE DE DISSÉMINATION

Participation au colloque « **Social Transformation. Critical Theory meets Social Ontology** », organisé par Frédéric MONFERRAND (Paris Ouest-Nanterre La Défense), Emmanuel RENAULT (Paris Ouest-Nanterre La Défense), Titus STAHL (Univ. Goethe Francfort), Olivier SUREL : **17-18 avril 2014**, Paris Ouest-Nanterre La Défense (**axe 3**).

Intervenants : Isabelle AUBERT (Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Félix BOGGIO EWANJE-EPEE (Paris Ouest-Nanterre La Défense), Robin CELIKATES (Univ. Amsterdam), Catherine COLLIOT-THELENE (Univ. Rennes 1), Vincent CHANSON (Paris Ouest-Nanterre La Défense), Frank FISCHBACH (Univ. Strasbourg), Heikki IKÄHEIMO (Macquarie Univ., Sydney), Daniel JAMES (Humboldt Univ. zu Berlin), Arto M. LAITINEN (Univ. of Jyväskylä), Frédéric MONFERRAND (Paris Ouest-Nanterre La Défense), Eva VON REDECKER (Humboldt Univ. zu Berlin), Emmanuel RENAULT (Paris Ouest-Nanterre La Défense), Martin SAAR (Univ. Goethe Francfort), Titus STAHL (Univ. Goethe Francfort), Olivier SUREL (Paris Ouest-Nanterre La Défense), Italo TESTA (Università degli Studi di Parma).

Participation au séminaire « **European Crisis and Social Movements** », contribution au séminaire annuel « Social Philosophy », dirigé par Joseph BIEN (Columbia Univ., USA), Hauke BRUNKHORST (Univ. Flensburg, Allemagne) et Gérard RAULET (Paris-Sorbonne) : **22/25 avril 2014**, Interuniversity Centre, Dubrovnik (**axe 3**).

Participation au colloque international « **Les perspectives de la démocratie face aux transformations du capitalisme, Un dialogue avec Jürgen Habermas** », organisé par Jean-François KERVEGAN (Paris 1 Panthéon-Sorbonne) et Isabelle AUBERT (Paris 1 Panthéon-Sorbonne) dans le cadre du Centre de philosophie contemporaine de la Sorbonne (composante 'Normes, Sociétés, Philosophies') et soutenu par le Centre de philosophie contemporaine de la Sorbonne, l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, la Maison Heinrich Heine, le Goethe-Institut Paris, l'Université franco-allemande (Réseau 'Ecole de Francfort'), le DAAD, la Fondation Maison des Sciences de l'Homme, le Collège d'études mondiales, l'Institut Universitaire de France, la librairie Vrin et l'Ambassade de la RFA : **29-31 octobre 2014**, Paris (**axe 3**).

Participants : Philippe BOUTRY (président de l'Univ. Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Sandra LAUGIER (directrice du Centre de philosophie contemporaine de la Sorbonne), Emmanuel RENAULT (Paris Ouest-Nanterre La Défense), Maeve COOKE (Univ. Dublin), Jean-Marc DURAND-GASSELIN (Lycée Voltaire, Orléans), Katia GENEL (Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Emmanuel PICAVET, Geminello TRETEROSSO (Univ. Salerne), Isabelle AUBERT (Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Clotilde NOUËT (Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Rainer FORST (Univ. Goethe Francfort), Christiane DEUSSEN (directrice de la Maison Heinrich Heine), Klaus GÜNTHER (Univ. Goethe Francfort), Francesca RAIMONDI (HdK Düsseldorf), Esther Lea NEUHANN (Univ. Goethe Francfort), Jean-François KERVEGAN (Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Olivier VOIROL (Univ. Lausanne/IsF), Edmond Yao KOUASSI (Univ. de Bouaké, Côte d'Ivoire), Pinar KARAOGLU (Paris Ouest-Nanterre La Défense), Estelle FERRARESE (Univ. Strasbourg), Nancy FRASER (New School of Social Research, New York), Joachim UMLAUF (directeur du Goethe-Institut), Daniel INNERARITY (Univ. du Pays Basque, Espagne), Catherine COLLIOT-THELENE (Univ. Rennes 1), Gérard RAULET (Paris-Sorbonne), Alexandre DUPEYRIX (Paris-Sorbonne), Khaldoun ALNABWANI (CERD, Paris), Valéry PRATT (Lycée Berthollet, CIERA), Yves SINTOMER (Paris 8 Vincennes-Saint-Denis).



## ANNEXE 3 : COMPTE RENDU DÉTAILLÉ DES ACTIVITÉS 2013-2016

*Nous ouvrons cette annexe par le compte rendu du colloque final qui s'est tenu à Paris du 4 au 6 février 2016, car il représente l'aboutissement du travail commun, puis nous donnerons les comptes rendus détaillés des différents événements CActuS, selon la structure suivante :*

*Ouverture : Compte rendu du colloque final*

- 1. Mois 1 : première réunion commune*
- 2. Première partie du projet : mois 2 à 14 – événements par axes*
- 3. Workshop commun à mi-parcours : mois 14*
- 4. Deuxième partie du projet : mois 15 à 34 – événements par axes*
- 5. Bilan commun : mois 35*
- 6. Événements entrant dans une démarche de dissémination*

\*

## COLLOQUE FINAL

**Colloque final « Misère de la critique », organisé par Gérard RAULET et Axel HONNETH, avec le soutien du département de Philosophie de l'ENS Paris : 4-6 février 2016, ENS Paris.**

Participants : Gérard RAULET (Paris-Sorbonne), Axel HONNETH (Universités de Francfort et de Columbia New York/Isf), Agnès GRIVAUX (ENS Paris/Univ. Goethe Francfort), Emmanuel RENAULT (Paris Ouest-Nanterre La Défense), Stefania FERRANDO (Univ. Strasbourg/LIER), Jacques-Olivier BEGOT (Paris 7 Diderot), Agnès GAYRAUD, Antonia BIRNBAUM (Paris 8 Vincennes-Saint-Denis), Katia GENEL (Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Catherine COLLIOT-THELENE (Univ. Rennes 1), Etienne BALIBAR (Paris Ouest-Nanterre La Défense/Columbia/Kingston Univ. Londres), Louis CARRE (ULB/Univ. Namur/FNRS), Bruno KARSENTI (EHES, LIER), Julia CHRIST (Univ. Goethe de Francfort/Isf), Isabelle AUBERT (Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Robin CELIKATES (Univ. Amsterdam), Daniel LOICK (New School/Univ. Goethe de Francfort), Francesca RAIMONDI (HdK Düsseldorf), Frieder VOGELMANN (Univ. Brême), Franck FISCHBACH (Univ. Strasbourg).

Le colloque final du projet ANR/DFG Cactus portait sur la problématique de la misère de la critique aujourd'hui. Partant d'une des questions qui ont initialement impulsé le projet dans son ensemble, c'est-à-dire la question de savoir si, face à la multiplication des mouvements sociaux, des paroles critiques et des pratiques protestataires, la critique telle qu'elle est formulée par les « théories critiques », n'est pas

devenue un « genre littéraire »<sup>31</sup> : un discours intéressant à lire, instructif même, mais sans aucune prise effective sur la réalité.

Le colloque final a donc essayé de produire l'état de cette question. A cette fin, il a été construit autour de deux problématiques majeures : premièrement, on s'est interrogé sur les sources de la critique, afin de mesurer l'écart, mais aussi la fécondation mutuelle entre les pratiques critiques des acteurs et la théorie. Trois champs ont été explorés : le monde vécu, l'art et la théorie. Concernant *le monde vécu*, la première question était clairement de savoir comment les pratiques des acteurs, et notamment leurs pratiques critiques, influencent la formation de la théorie. C'est seulement dans un deuxième temps qu'on affronte en ce domaine la question de savoir comment des théories qui se sont nourries des critiques produites dans le monde vécu, ou encore de la normativité mise en œuvre quotidiennement dans le monde vécu, ont un effet en retour sur lui. *L'art* occupe une place intermédiaire : d'une part, il n'est pas un discours critique de nature théorique, d'autre part il est une pratique critique hautement réflexive et même s'il fait partie du monde vécu, il y revendique une place à part. En tant que source de la critique il a donc des effets autant sur les acteurs sociaux que sur la théorie. Ce n'est que dans un troisième temps, en affrontant frontalement la question de l'efficacité de *la théorie* pour la critique, qu'on atteint apparemment le cœur du problème. Or, il est évident aujourd'hui qu'aucune théorie critique ne se situe au-dessus des pratiques, que toute et chacune n'est rien d'autre qu'une forme de réflexivité plus élevée des critiques réelles de la société. A ce titre, la question ne peut consister à nommer l'importance de la théorie pour la critique, mais d'évaluer son influence réelle.

Les interventions qui ont nourri le débat autour de la question des sources de la critique ont fait ressortir trois constats, que nous jugeons primordiaux pour continuer un travail concret sur la critique aujourd'hui : premièrement, le monde vécu n'informe pas seulement la théorie sur « ce qui ne va pas », mais est le lieu d'une véritable élaboration conceptuelle que la théorie doit accueillir pour ne pas creuser l'écart avec la réalité. Cette élaboration conceptuelle concerne des concepts aussi fondamentaux que celui de liberté (cf. à ce titre l'intervention de Stefania Ferrando), mais aussi celui d'égalité et de justice. Deuxièmement, l'art se trouve actuellement dans une situation ambiguë : perdant son autonomie face au marché, il doit devenir de plus en plus réflexif afin de concilier exigences marchandes et autonomie de l'œuvre (cf. l'intervention d'Antonia Birnbaum) ; or, cela pose la question de son statut de « médiateur », car bien que l'art puisse encore corriger la théorie, il ne semble plus du tout atteindre les « masses » ; il faut donc mettre l'accent sur ce que les plus critiques ont appelé « l'industrie culturelle », et essayer d'y trouver cette réflexivité critique qui incombait antérieurement au seul art autonome (ce qu'a essayé de faire Agnès Gayraud). Troisièmement, la théorie elle-même – tel a été le consensus étonnant après l'intervention de Catherine Colliot-Thélène – revendique et doit revendiquer de nouveau une position de surplomb. Il s'agit là peut-être du résultat le plus inattendu de cette première partie du colloque : après des décennies de lutte politique contre une théorie critique qui aurait une connaissance supérieure de la société et de ses défauts,

---

<sup>31</sup> Cette question a été posée lors du kick-off par Luc Boltanski et elle a, de manière souterraine et sous la forme d'une inquiétude permanente, travaillé les recherches particulières menées dans le cadre du projet.

aucune protestation ne s'est élevée contre la thèse de Catherine Colliot-Thélène selon laquelle les acteurs ne peuvent dépasser l'indignation, alors que la « critique radicale » ne peut être réalisée que dans et par la théorie. Ici, comme par ailleurs dans l'intervention de Julia Christ, il a semblé que soit de nouveau nécessaire une théorie de l'idéologie, sans que, par ailleurs, une esquisse de cette théorie ait pu être élaborée dans le cadre de ce colloque – c'est une tâche encore à accomplir. La journée s'est conclue par une conférence d'Étienne Balibar qui a désigné comme ultime source actuelle de la critique les corps des individus : comme ce sont eux qui sont soumis d'une part à la violence économique, d'autre part à la violence religieuse, il faut prendre en compte ce devenir physique de la domination et de la subjectivation, afin de saisir les réactions du corps comme véritables sources susceptible d'informer la critique, position également défendue par G. Raullet dans des textes récents qui proposent de réintégrer le matérialisme anthropologique de Benjamin dans l'arsenal de la théorie critique.

La deuxième problématique majeure à laquelle a été consacrée la deuxième journée du colloque concernait les fins de la critique. On partait du principe qu'une interrogation sur les fins pouvait nous éclairer sur l'écart entre critique et pratiques critiques, en ce sens que les fins de ces deux activités ne sont peut-être pas compatibles. Comme base de la discussion nous avons choisi les trois fins classiques de la critique : la révolution, la subversion et l'émancipation. Un des résultats les plus évidents de ces discussions a été que la *révolution* n'est plus du tout considérée comme une fin de la critique. Bruno Karsenti a montré magistralement que la théorie se tromperait si elle voulait se donner cette fin, du fait que la révolution butte toujours sur « le social », l'ordre spontané de la société, et ici particulièrement sur l'ordre sous-jacent structuré par la religion. Quant à l'intervention de Julia Christ, elle a bel et bien pu établir que la révolution est encore une fin immanente à la théorie, au sens où cette dernière peut viser son propre renversement afin de toucher de plus près la réalité, alors que depuis 1968 au plus tard, aucune théorie critique n'envisageait plus une révolution réelle comme fin de la critique, ce qui tient essentiellement à l'abandon du concept de totalité. La *subversion* semble bien plutôt une fin que la théorie se donne à elle-même, là où elle veut devenir efficace dans la réalité sociale (cf. l'intervention de F. Vogelmann), mais la subversion semble aussi la fin déclarée des luttes réelles des acteurs (cf. les interventions de R. Celikates et de D. Loick) qui ne visent plus du tout un renversement radical de la structure, mais la disparition de certains dispositifs de subjectivation ; désir de disparition qui, par ailleurs, peut prendre la figure d'une disparition des acteurs eux-mêmes (cf. l'intervention de D. Loick sur l'exode comme mouvement de critique sociale). En ce sens on peut constater que la subversion semble être la pratique critique la mieux partagée entre théorie et acteurs. La discussion autour de l'émancipation, le concept le plus consensuel pour ainsi dire, n'a malheureusement pas pu donner un nouveau point de vue sur ce qu'on entend actuellement par émancipation : les deux interventions (F. Fischbach et F. Vogelmann) se sont situées dans un espace d'histoire des idées (Vogelmann sur le concept de critique foucauldienne, compris comme critique qui aide les acteurs à s'émanciper de certains dispositifs cognitifs, et Fischbach sur le socialisme historique – Jaurès, Blum, etc. – comme dispositif politique d'émancipation des masses). Il est évident que ce travail sur un

concept d'émancipation en phase avec les problèmes sociaux contemporains est une des pistes de recherches qui doit être poursuivie.

### *Jeudi 4 février 2016 (Salle Dussane)*

#### **17.30 : Ouverture du Colloque par Gérard Raulet (Paris-Sorbonne)**

Gérard Raulet a ouvert le colloque par quelques pistes de réflexion, proposant de reprendre le geste marxien à partir d'une relecture de l'*Introduction à la Critique de la philosophie du droit de Hegel*. Une des exigences premières de la critique consiste à se fonder non seulement sur l'expérience du mépris et de la non-reconnaissance mais sur les formes de discours qui en sont le vecteur. Non pas reconstruire philosophiquement les conditions idéales de communication ou de reconnaissance, mais refonder une critique dans la mêlée, articulée sur les discours de la réification. La question de l'expressivité ne se limite pas aux nouvelles formes d'expressions sociales, sociétales ou culturelles. Il faut prendre la question de la publicité au pied de la lettre ; donc revenir à la question kantienne du rapport de la critique à la constitution d'une conscience publique politique. Une étude du renversement du vocabulaire kantien dans l'*Introduction à la Critique de la philosophie du droit de Hegel*, par exemple, à travers le rôle du scandale comme forme pathologique de la publicité, permet de poser la question des formes, des stratégies et du langage de la critique et des luttes sociales. Quel jeu peut-il y avoir avec (dans) les formes imposées par le système capitalisme avancé ? Qu'est-ce qui peut donner aux vaincus, dans le cadre d'un éclatement des luttes et de l'isolement grandissant de sujets souffrants, la possibilité et la force d'articuler leurs expériences dans l'espace public démocratique ?

Dans le contexte nouveau d'un ordre démocratique libéral i.e. d'un *néo-libéralisme cohabitant avec un ordre démocratique*, la deuxième et la troisième génération de l'École de Francfort se sont tournées, pour répondre à la nécessité d'un universel concret et à la disparition du sujet historique naturel, vers une pragmatique de la communication intersubjective et de la reconnaissance. La question de l'action et d'une pratique émancipatrice se joue désormais sur le terrain de la confrontation non faussée et, par extension, du droit. Mais en se situant sur le terrain du Droit et des institutions (et non de la critique du Droit et de l'État) la Théorie critique actuelle n'a-t-elle pas d'ores et déjà accepté que l'adversaire fixe les règles du jeu ?

Si on peut vraisemblablement développer une théorie de l'aliénation qui ne s'appuie plus sur la notion de classe mais sur une démarche hégélienne de la reconnaissance, peut-on sur de telles bases reformuler une théorie de l'émancipation ? On doit se demander si cette conception ne repose pas sur l'illusion de sujets librement contractants. Y a-t-il des normes immanentes à la sphère économique, grâce auxquelles le marché peut être une institution relationnelle de la liberté ? La question posée est celle de la possibilité de la reconnaissance au sein de rapports capitalistes conservés. Certes, toutes les formes de réification ne prennent pas forcément leur source dans l'organisation capitaliste de l'économie. Pour autant, il semble difficile de se situer en dehors des rapports de production (quelles qu'en soient les formes nouvelles). Les formes prises par la réification, en particulier ses formes immatérielles, ne « masquent »

pas les structures profondes de la reconnaissance, elles les pénètrent, les investissent et les pervertissent de l'intérieur.

Il ne fait guère de doute qu'on se heurte alors au cœur du problème. Le concept clé d'Adorno (comme du reste de Benjamin) est celui de *forme* marchandise, non celui d'*échange* marchand qui est seulement une pratique sociale parmi d'autres. Un des problèmes de la Théorie critique actuelle réside dans le fait qu'elle tend à esquiver cette différence qui se révèle essentielle pour refonder l'analyse du social et le rapport à la pratique. L'opposition entre la forme marchandise et l'échange engage *deux analyses radicalement différentes de la société et deux positions politiques irréductiblement opposées*.

**18.15-19.15 : Conférence d'Axel Honneth (Universités de Francfort et de Columbia New York/Institut für Sozialforschung) : Hegel et Marx : une réévaluation un siècle plus tard**

Axel Honneth a quant à lui invité à reprendre la comparaison entre les pensées de Hegel et de Marx, afin d'enrichir, au-delà des questions de chronologies et de contextes historiques, la pensée actuelle de la société. Après avoir mis en valeur leurs points communs – l'idée de la réalisation de la raison et de la liberté à travers le moment de l'aliénation –, Axel Honneth s'est prononcé pour un enrichissement de la pensée marxienne par celle de son aîné. Il a notamment mis en valeur l'intérêt de la complexité de la théorie hégélienne de la société et de la différenciation des sphères pour une compréhension actuelle de la société. Marx permet cependant de penser les rapports de domination et la possible perversion d'une sphère par les lois d'une autre sphère – par exemple de la famille par les lois de l'économie ; c'est là un héritage qu'il faudrait préserver. Il s'agirait donc de garder cet apport majeur de la pensée marxienne, mais d'en corriger le manque éventuel de complexité par la pensée de Hegel.

***Vendredi 5 février : Les ressources de la critique/Die Quellen der Kritik***

**9.30 – 12.00 : Section I – Le monde vécu/Die Lebenswelt (Salle Dussane)**

**Présidence : Agnès Grivaux (ENS Paris)**

**Emmanuel Renault (Paris Ouest-Nanterre La Défense) : L'expérience sociale comme source de la critique**

Posant la question de la « misère » de la critique et de la mission des philosophes ou théoriciens critiques vis-à-vis des pratiques critiques, Emmanuel Renault s'est inspiré du pragmatisme de Dewey pour répondre à des modèles mettant au cœur des préoccupations critiques la question des normes. Supposant qu'il est possible d'accéder à des normes universellement partagées – que ce soit de façon absolue ou de façon interne à un groupe donné –, ces approches sous-estimeraient la diversité des formes de conflictualité ainsi que d'autres facteurs, comme les problèmes de connaissance. Les phénomènes de « mésentente » (Rancière) ou de « différend » (Lyotard) témoignent de situations dans lesquelles il ne peut y avoir de conciliation. Il s'agirait de partir de cette hétérogénéité et de privilégier une philosophie politique qui ne se pose pas tant la

question de l'universalité que de la capacité des théories ou des institutions à transformer les situations problématiques.

**Stefania Ferrando (Université de Strasbourg/LIER) : Une critique moderne de la modernité. Constitution d'un collectif nouveau chez les féministes saint-simoniennes**

**Stefania Ferrando** a abordé la question du monde vécu sous l'angle d'une communauté particulière, celle des saint-simoniennes dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, autour de 1830, et des rédactrices de la revue *La Femme libre*. Le problème de l'articulation entre l'individu et la société s'est posé pour ces femmes de façon aigüe, plusieurs d'entre elles ayant abrégé leur vie au terme de carrières politiques payées au prix de souffrances. Prenant parti contre ce qu'elles nommaient le « républicanisme critique », fondé uniquement sur la revendication de droits individuels et qui serait en réalité un piège car il ne répondrait pas aux aspirations réelles, les saint-simoniennes se sont interrogées sur la liberté comme pratique collective, et non simplement comme droit. La liberté serait à inventer de façon pratique et garderait en ce sens toujours une part d'opacité.

**13.30 – 16.00 : section II – L'art/Die Kunst (Salle des Actes)**

**Présidence : Jacques-Olivier Bégot (Paris 7 Diderot)**

**Agnès Gayraud : Œuvres inauthentiques, œuvres responsables : que reste-t-il du tribunal esthétique adornien ?**

S'interrogeant sur l'héritage adornien pour une critique musicale actuelle, **Agnès Gayraud** a évoqué les limites du paradigme moderniste, causes de l'accusation d'élitisme et d'autoritarisme adressée à Adorno et du vieillissement de cette critique. C'est étrangement dans un autre champ que peut s'observer aujourd'hui une critique moderniste, pour ainsi dire hors champ, là où on la soupçonnerait le moins : dans le domaine des musiques populaires enregistrées, celles-là mêmes qu'Adorno dénonçait comme « légères », mauvaises et fausses. Mais là encore, le monde baroque de l'« anarchie » offerte par le web a mis à l'épreuve une conception linéaire de l'histoire de la musique et des musiques populaires enregistrées et le paradigme moderniste reproduit ses effets morbides. C'est dans d'autres ressources adorniennes qu'il faut puiser pour une critique fructueuse, notamment dans l'idée de l'hétéronomie des œuvres et de leur réification dans la culture, et non de leur autonomie, et dans l'étude des conditions de production industrielles.

**Antonia Birnbaum (Paris 8 Vincennes-Saint-Denis) : L'art comme critique de la critique : Philip Guston, de l'expressionnisme abstrait à l'expressivité des objets**

**Antonia Birnbaum** s'est penchée, en images, sur la peinture de Philip Guston (1913-1980) et le tournant pris à partir de 1968, l'abandon de l'abstraction par le peintre, en confrontant l'analyse des tableaux à la pensée esthétique d'Adorno (qui meurt en 1969) autour du problème de l'expression et de la dialectique entre construction et expression. Comment l'abstraction, qui était elle-même une critique de la figuration, se retourne-t-elle en quelque chose dont on se libère, et de quoi au juste se libère-t-on quand on se libère de l'abstraction ? Les objets qui effectuent leur « retour » sont transformés. Ils sont eux-mêmes expressifs. Par la forme, ils acquièrent une nouvelle vie, une vie pulsionnelle, mutante, et affichent des comportements déviants, rétifs à

leur saisie cognitive. A travers la figure de Clement Greenberg, qui accueillit très mal ce changement dans la peinture de Guston, c'est également le problème de la position critique moderne qui a resurgi.

**16.30 – 18.00 : section III – La théorie/Die Theorie (Salle des Actes)**

**Présidence : Katia Genel (Paris 1 Panthéon-Sorbonne)**

**Catherine Colliot-Thélène (Univ. Rennes 1) : Quels objets pour la théorie critique ?**

Une acception large de la théorie critique, qui ne réserve pas cette expression à la désignation de l'École de Francfort, oblige à préciser les critères distinctifs d'une telle théorie ainsi que les rapports qu'elle peut entretenir avec d'autres sciences sociales qui n'affichent pas une ambition essentiellement critique. Dans son *Introduction à la Critique de la philosophie du droit de Hegel*, Marx faisait valoir, par opposition à la dénonciation, l'exigence d'une critique « radicale » qui vise les structures les plus fondamentales des sociétés modernes. L'exigence de radicalité peut être retenue comme caractéristique d'une « théorie critique ». Marx a cru pouvoir la satisfaire en se confrontant à la science économique de son temps. La philosophie critique privilégie aujourd'hui le rapport avec d'autres disciplines, la sociologie au premier chef, dont certaines branches se conçoivent elles-mêmes comme critiques. L'objet de la conférence de **Catherine Colliot-Thélène** était d'inviter à s'interroger sur ces choix théoriques, c'est-à-dire à la fois sur les raisons qui justifient, au regard de l'exigence de radicalité, d'accorder attention à telle discipline plutôt qu'à telle autre, et sur la nature des relations nouées avec les disciplines retenues. A quelles conditions la théorie critique peut-elle, dans cette collaboration nécessaire avec les sciences sociales, garder la maîtrise d'un questionnement qui lui soit propre ?

**18.30 – 20.00 : Conférence d'Étienne Balibar (Paris Ouest-Nanterre La Défense/-Columbia/Kingston University Londres) : « Zur Kritik » au 21e siècle : encore l'économie politique, de nouveau la religion**

Devant la nécessité de refondre la critique pour effectuer les diagnostics du présent, **Étienne Balibar** s'est engagé dans une réflexion sur les « temps de crise » auxquels nous faisons face : crise de la possibilité de la politique comme activité collective, violence inouïe à laquelle sont confrontés tous les humains à la fois à une échelle mondiale, « retour du religieux ». Revenant sur l'héritage marxien, Étienne Balibar a émis l'hypothèse que nous n'assistons pas à la fin du capitalisme mais bel et bien à l'entrée véritable dans le capitalisme « pur » et a proposé, face au « retour du religieux » et aux déterminations eschatologiques des discours en temps de crise par ailleurs, de repenser le théologico-politique et la critique de la religion, repartant pour cela de l'*Introduction à la critique de la philosophie du droit de Hegel*. Plaçant le problème du religieux en dehors de l'espace institutionnel de la religion au sens historique, Marx a peut-être rendu accessible à la perspective critique toute la question des métamorphoses du religieux aujourd'hui. Se mettant en quête d'un point sensible prolongeant la critique de la religion et permettant une analyse de la rencontre entre les déterminations religieuses et les déterminations économiques de la crise dans laquelle nous nous trouvons, Étienne Balibar a proposé de se pencher sur la question du *corps*.

## *Samedi 6 février : Les fins de la critique/Die Zwecke der Kritik*

10.00 – 12.30 : section IV – Révolution/Revolution (Salle Dussane)

Présidence : Louis Carré (ULB/Université de Namur/FNRS)

**Bruno Karsenti (EHES, LIER) : Critique de la religion et critique religieuse. Un défi contemporain**

Désarmée face à ce qui, du côté de motivations religieuses revendiquées, se montre capable de mettre à bas nos convictions les plus enracinées, en termes de respect de la personne, de garantie des droits et de justification des normes communes, la critique doit reconnaître ce qu'elle ne peut pas défaire sans risquer d'en payer le prix fort. Les religions, trop vite rangées du côté de la *culture*, comme par une concession au pré- ou au non-moderne dans l'affirmation d'une modernité désormais décentrée, consciente de ses limites, et pluralisée dans son déploiement, doivent être considérées pour ce qu'elles *peuvent*. S'appuyant sur des propositions de Michael Walzer, d'Étienne Balibar dans *Saeculum* (Galilée, 2012), et de Jürgen Habermas, **Bruno Karsenti** a dégagé la nécessité d'écrire une nouvelle histoire de la modernité, qui ne serait pas une histoire de la sécularisation et rendrait également justice au caractère historique des religions, qui ne sont pas des dogmes intangibles. C'est la rationalité politique des religions qui a été refoulée et qui resurgit sur le mode du conflit. Il s'agirait de redécouvrir l'idée d'une contribution propre du religieux à l'idée de libération et de réfléchir, de façon urgente, sur ce que peut être une conscience critique spécifiquement religieuse, en quoi peut-elle se donner comme une actualisation du religieux lui-même, et pas comme une sortie du religieux.

**Julia Christ (Université de Francfort/IfS) : De la société au social : une révolution ratée ?**

L'intervention de **Julia Christ** a retracé le passage qui a conduit la théorie critique du concept de société à celui de social pour saisir la réalité dont elle parle. Situé dans le prolongement des événements de mai 1968, ce passage était examiné à partir de la théorie de Foucault, d'une part, de la réception de Durkheim par Rancière, d'autre part. Il s'agissait de montrer que l'un et l'autre, pour des raisons différentes, ont abandonné le concept d'idéologie et situent le savoir sur la société dans le social lui-même, c'est-à-dire du côté des acteurs et non du côté de la théorie. Les deux manières d'opérer ce passage suscitent différentes questions quant à leur transformation du concept de critique et leur capacité à être toujours et encore critiques : l'approche foucauldienne est inextricablement liée à la réalité de luttes sociales qui actuellement font défaut. L'approche durkheimienne a une conception de l'acteur qui le néglige en tant que psychisme, c'est-à-dire en tant qu'être doté d'un inconscient. Même si la deuxième approche, en fin de compte, semble plus opératoire aujourd'hui, étant capable de se saisir du savoir (critique) des acteurs même là où on n'est pas en situation de lutte sociale, il semble qu'une réflexion sur la subjectivation des acteurs doit s'ajouter à la confiance qu'on leur fait en tant qu'acteurs sociaux et critiques.

14.00 – 16.30 : section V – Subversion/Subversion (Salle Dussane)

Présidence : Isabelle Aubert (Paris 1 Panthéon Sorbonne)

**Robin Celikates (Université d'Amsterdam) : Critique, Subversion, and the Role of Social Struggle**

L'intervention de **Robin Celikates** discutait le concept de « progrès normatif » tel qu'il est actuellement élaboré par Elizabeth Anderson et Amy Allen. Malgré les différentes manières d'articuler progrès dans la moralité et réalité sociale, les deux auteurs accordent une prévalence aux changements dans l'auto-compréhension morale des acteurs sociaux qui, pour ainsi dire, ont lieu au niveau spirituel. L'exposé a essayé de montrer qu'aucun changement dans la normativité structurant la société ne pouvait avoir lieu, sans qu'il soit précédé par des luttes sociales, essayant de faire entrer des revendications nouvelles dans ce qui est moralement admis par une société donnée. En ce sens, la lutte sociale est le seul moteur réel de la critique et du changement normatif, qu'il ait lieu dans la théorie ou dans la société.

**Daniel Loick (New School/Université de Francfort) : “Somehow Different”. Thoughts on Exodus and Revolution**

Face à l'effet de répétition qui hante les projets de transformation radicale, **Daniel Loick** a introduit la notion d'*exodus* comme alternative à la fois aux concepts de changement révolutionnaire et de changement réformiste, afin de lutter précisément contre cet effet de répétition. Partant de la distinction benjaminienne entre grève générale « politique » et grève générale « prolétarienne », Daniel Loick s'est également fondé sur l'important ouvrage de Michael Walzer, *Exodus and Revolution*, arguant que l'exode des Israélites hors d'Égypte peut tout à fait être compris comme une grève générale prolétarienne dans le sens benjaminien. L'exode permettrait de contourner le problème de la prise de pouvoir et d'éviter l'usage, problématique, de la violence révolutionnaire. Daniel Loick a enfin tenté d'en situer historiquement l'idée en se tournant vers des formes contemporaines du motif de l'exode, en particulier chez des penseurs « post-opéraïstes » tels que Antonio Negri, Michael Hardt et Paolo Virno.

17.00 – 19.30 : section VI – Émancipation/Emanzipation (Salle Dussane)

Présidence : Francesca Raimondi (HdK Düsseldorf)

**Frieder Vogelmann (Université de Brême) : Critique as Prefigurative Emancipation**

**Frieder Vogelmann** est revenu sur le modèle de critique foucauldien, proposant une interprétation centrée sur la critique comme pratique productrice de savoir. Contre d'autres interprétations telles que celles de Judith Butler, Thomas Lemke ou Colin Koopman, Frieder Vogelmann a défendu l'idée que la force critique de l'œuvre foucauldienne tenait dans la méthode employée pour analyser les pratiques. Le savoir produit par le diagnostic du présent vise l'articulation d'une contre-vérité : l'articulation de propositions se situant à la limite du régime de vérité présent, qui demeureront compréhensibles, mais qui, une fois tout à fait expliquées, introduiraient un changement. L'effet émancipateur serait à comprendre comme « préfiguratif », la critique foucauldienne permettant d'« entrevoir » de façon proleptique, au niveau de

l'activité critique, ce que pourrait être une vie émancipée. Elle le permet par l'usage qu'elle fait de concepts dont l'effet émancipateur se situe au niveau de l'activité critique d'articulation du diagnostic.

**Franck Fischbach (Université de Strasbourg) : L'émancipation sociale a-t-elle encore un sens ?**

Devant le repli sur une position défensive auquel nous assistons – préservation des libertés fondamentales et de l'État de droit, du libéralisme politique, et abdication devant la difficulté croissante de l'émancipation sociale -, **Franck Fischbach** a souhaité revenir sur l'opposition implicite entre émancipation politique et émancipation sociale, en réponse à l'ouvrage récent d'Axel Honneth sur le socialisme (*Die Idee des Sozialismus*, Frankfurt, Suhrkamp, 2015). Revenant sur la naissance du socialisme à travers des textes de Bouglé, Louis Blanc, Jean Jaurès, Franck Fischbach a montré que, loin de prendre ses distances vis-à-vis de l'idée de liberté politique, l'idée fondatrice d'une liberté sociale n'était que le prolongement de la première et visait sa réalisation réelle, son lieu de naissance se situant précisément à l'articulation de ces deux sphères. Pas de fondamentalisme économique généralisé, donc, comme limite *essentielle* et originelle du socialisme. En témoigne également la pensée d'Ernst Bloch. Pour nous, aujourd'hui, le repli sur une défense de la démocratie politique ne devrait pas conduire à l'oubli de l'exigence d'étendre la démocratie à l'ensemble des rapports sociaux, et, loin de s'y perdre, le projet politique d'une société démocratique trouverait toujours à se ressourcer dans la sphère proprement sociale du travail, de la production et des échanges.

\*

# 1. MOIS 1 : PREMIÈRE RÉUNION COMMUNE

## Réunion Kick-off, 15 février 2013

Participants : Gérard RAULET (Paris-Sorbonne), C. COLLIOT-THELENE (Univ. Rennes 1), A. HONNETH (Univ. Francfort / Univ. Columbia, New-York), Jacques-Olivier BEGOT (Paris 7 Diderot), Luc Boltanski

1. Accueil des membres présents par les directeurs du projet
2. Les directeurs du projet proposent une **composition pour le comité scientifique** (voir ci-dessus les 3 responsables et 3 sous-responsables des projets). Celle-ci est validée par les membres présents.
3. Présentation des **lignes directrices** des sous-projets par leurs responsables et tour de table. Le compte rendu expose les interventions des directeurs et celles des membres ayant pris la parole.

## Sous-projet I : Étude historique du concept de critique dans les traditions française et allemande

### *Présentation par Gérard Raulet : pistes de recherche*

Depuis Hegel et Marx la critique est inséparable de son objet. Même si elle requiert un décalage qui est précisément constitutif de sa fonction critique. C'est la nature de ce décalage qui fait en réalité problème. Tant l'idée que la critique fait émerger la critique de la parole des acteurs (même si la théorie est plus que le simple réceptacle de cette critique), que l'idée que les acteurs sociaux eux-mêmes peuvent formuler la critique sont loin d'aller de soi.

I. Dans l'histoire de la **Théorie critique** le principe de l'indissociabilité de la critique et de son objet se présente cependant sous plusieurs formes successives qui le rendent problématiques. D'abord parce que l'unité théorie-pratique ne va plus de soi depuis très longtemps, sinon depuis le départ. La disparition du sujet « naturel » de la critique, le Prolétariat, constatée dès les textes fondateurs des années 1930, conduit à tenter de refonder la critique sur un rapport de complémentarité des sciences sociales et de la Philosophie qui doit constituer un modèle d'intégration dont résulterait la Critique. Ce premier modèle devait fonder l'activité de l'Institut de Recherches sociales. Il a de toute évidence instauré des relations ambiguës entre théorie(s) sociale(s) et Philosophie sociale. Il a été complété rapidement par un modèle plus radical. En pleine conscience des mutations sociologiques profondes qui se sont accomplies dans les années 20, le manifeste de 1937 mise, pour remplacer ce premier modèle, sur la socialisation du transcendantal. La Théorie critique n'a pas été la seule à s'engager dans cette voie (on pense, entre autres, à Scheler). Même s'il s'agit là au premier chef d'une investigation de nature académique il nous semble qu'on n'a jamais, jusqu'à présent, fait systématiquement le point sur la concurrence et l'articulation des deux modèles.

II. Cela implique : 1/ d'essayer de **déterminer qui formule la critique**, c'est-à-dire qui est l'acteur de la critique dans les différentes théories critiques ; 2/ d'**interroger le langage de la critique** et, partant, le langage des luttes sociales – **lien avec le sous-projet**

III et l'actualité de la critique : les théories critiques d'aujourd'hui parviennent-elles à saisir le langage des luttes réelles (Foucault, Rancière) ? De quel langage se servent ces luttes ? La critique doit travailler – jusque dans sa sémantique, sa syntaxe, ses représentations symboliques – avec et sur le langage des luttes *et des théories* sociales. Car s'il y a bien une chose à laquelle Foucault et Bourdieu, de deux points de vues différents, nous ont sensibilisés, c'est que la théorie sociale mérite d'être radicalement « rebranchée » sur le *langage* des luttes.

III. La *tension entre théories sociales et Théorie* doit être explicitée. Les différentes théories critiques, en ce qu'elles sont « philosophiques », prennent-elles en compte la profonde altération infligée à la parole philosophique par l'existence d'une science telle que la sociologie ? Comment se situent-elles par rapport à la sociologie ? Les démarches de Habermas et Honneth peuvent, par exemple, être vues comme très philosophiques. (Cette question implique une recherche historique mais constitue également une piste de recherche pour le **sous-projet II**.)

*Renouer le lien entre la théorie sociale et les différentes versions de la critique*, dans la théorie sociale d'ailleurs, et au-delà d'elle – sous les formes problématiques aujourd'hui des paradigmes philosophiques qui revendiquent s'y appliquer –, telle est à coup sûr l'enjeu premier de ce projet. Je veux dire par là – en laissant cette perspective ouverte – qu'il faut très certainement *distinguer entre le sociétal et le social*. L'apport considérable de la théorie française a consisté à intégrer, avec raison, les transformations sociétales dans l'analyse du social. Foucault, et même Bourdieu y incitaient. Le contrecoup est évidemment que le lien entre micro et macro s'est creusé au lieu de se combler, l'évolution de la société n'obéissant manifestement plus à des schémas en accord avec le grand récit de la lutte des classes. Ce qui, je l'ajoute immédiatement, ne signifie en rien que ce grand récit soit à jeter aux oubliettes. Cela signifie seulement qu'il doit être reformulé. Car sans ce niveau « macro » ou « méta », la dimension proprement sociale se dissout dans le sociétal et perd sa portée émancipatrice. *Et c'est, très exactement, la tâche d'une Théorie critique renouvelée*. Car on ne peut se contenter de puiser les critères de la critique dans la normativité pratique structurant, de manière plus ou moins consciente, la vie quotidienne des acteurs sociaux.

#### **Intervention d'Axel Honneth**

En général, la distinction entre philosophie politique / philosophie sociale est artificielle en Allemagne et aux États-Unis. Elle a été faite par l'école de Francfort pour insister sur un mode de philosophie.

Quelques mots sur les traditions françaises et allemandes de la critique : on ne retrouve pas en France la voie wébérienne, ni ce type de diagnostic social (perte de liberté, perte de sens) hérité de Nietzsche. Même si Durkheim présente certaines similitudes, on trouve les spécificités suivantes dans les deux approches française et allemande de la critique : la tradition allemande a insisté sur la centralité du lien entre subjectivité et société, la tradition française a préféré – tel Durkheim – une vision globale de la société.

#### **Intervention de Catherine Colliot-Thélène**

Autre différence entre les deux traditions. Le projet de Durkheim est également politique (soucieux de la question de l'ordre, républicanisme), alors que Weber s'attache à dresser un diagnostic social. Foucault pourrait être vu comme une figure de

jonction : on trouve une influence de Durkheim chez Foucault dans l'interrogation des conduites, et son rapport à Weber est à préciser davantage encore.

La présence de lexiques différents dans les deux traditions critiques est, en outre, significative.

→ Il s'ensuit de cette discussion qu'il faudrait **interroger, dans une perspective historique, les différences systématiques entre les deux formes de critiques (française et allemande).**

### **Intervention de Jacques-Olivier Bégot**

Quelle est la place de la **critique artistique** dans les différentes théories critiques ?  
Qu'est devenue la critique artistique dans les théories critiques modernes ?

Rejoignant ce point de vue, Luc Boltanski posera la question suivante : **Quels sont les effets des transformations du capitalisme sur l'art contemporain ?**

**Sous-projet II : Les présupposés méthodologiques et ontologiques des concepts de société et de critique**

*Présentation par Axel Honneth : pistes de recherche*

#### **I. Parvenir à formuler une grammaire des formes différentes de la critique**

1/ Examiner les *prémisses ontologiques* des approches critiques immanentes. Au sein de l'école de Francfort, on distingue différentes sortes de critiques immanentes. Une divergence sur le fondement normatif : on distingue la critique immanente qui présuppose des prémisses socio-ontologiques, qui part du fait que les normes sont immanentes à la société, des approches critiques « externes » (selon la terminologie de Walzer) qui partent de standards extérieurs à la situation sociale déterminée pour porter un jugement. La question de l'ontologie sociale à l'œuvre dans ces théories critiques ne se pose pas de la même manière.

2/ Établir une grammaire des différents *modèles* de la critique compte tenu de la situation contemporaine en France et en Allemagne. Présenter les avantages/désavantages mais aussi les potentialités de ces différentes stratégies (ici une collaboration avec le sous-projet I pourra être menée).

#### **II. Réexaminer le rapport entre théorie et pratique d'un point de vue systématique**

Remarque : les questions posées ici sont similaires à celles du *sous-projet I* et recourent celles du *sous-projet III* mais le mode *systématique* distingue les interrogations de cet axe des deux autres (l'un suivant une approche historique, l'autre s'occupant de l'actualité de la critique sociale et se tenant au plus près des recherches « empiriques » actuelles).

A. Honneth rappelle l'idée de Horkheimer selon laquelle la critique, dans son contenu et dans sa méthodologie, dépend des structures sociales présentes.

1/ **Le rapport de la théorie aux paroles des acteurs**, examiné d'un point de vue systématique (des passerelles pourront être faites avec les recherches historiques du sous-projet I).

2/ **Le rapport de la théorie aux actions**, parfois violentes, des acteurs. On se penchera ici sur le rapport de la théorie à son propre langage, au langage dans lequel elle s'exprime.

3/ **Le rapport de la théorie aux luttes sociales**. Quelles sont les luttes qui découvrent les critères de la critique théorique ? Peut-on dire qu'elle tire entièrement ses critères des luttes ? Dans ce cas-là, de quelles luttes s'agit-il alors ?

**Sous-projet III : L'actualité de la critique et ses enjeux politiques : théorie critique, luttes sociales, transformations de la société**

*Présentation par Catherine Colliot-Thélène : pistes de recherche*

**I. Différence et légitimité de la différence entre la philosophie politique et la philosophie sociale**

Poursuit l'orientation de l'intervention précédente de C. Colliot-Thélène à propos du 1<sup>er</sup> axe.

**II. Interroger les effets d'aveuglement que produit la focalisation sur le social**

Se demander dans quelle mesure, en se concentrant uniquement sur le social, la réflexion critique laisse des points aveugles, sur le politique, sur les institutions et sur la difficulté croissante de distinguer entre les champs politique, économique, juridique transformant le social et leurs interactions.

**Intervention de Luc Boltanski sur la situation de la critique aujourd'hui**

Réfléchir à comment articuler théorie, histoire et sociologie. Partir, pour cela, d'un diagnostic sur l'état de la critique aujourd'hui.

1/ A la fin des années 90, on assiste à un fort retour en France d'analyses critiques du **capitalisme** et du **néo-libéralisme** qui ont glissé vers des critiques du **libéralisme**. On tâchera de s'interroger sur la signification de ce déplacement.

2/ Aujourd'hui, on a donc un curieux mélange entre une critique du **capitalisme** et une adhésion à l'**État**. Il s'agit d'étudier le lien entre critique du capitalisme et critique de l'**État** (également dans une perspective historique (sous-projet I).

3/ **La critique sociale** n'a plus aucun effet ni vers le haut ni vers le bas ; elle ne coûte rien. On peut se demander si elle n'est pas **devenue un genre littéraire**. Les théories critiques trouvent-elles encore des destinataires ? On s'attachera notamment à examiner ce à quoi la critique s'oppose, comme les nouvelles formes de gouvernementalité. Y a-t-il un lien entre des nouvelles formes de gouvernementalité et la disparition des effets de la critique ? (Ce volet du projet rejoint le cœur même de la recherche principale (Honneth).)

4/ La critique était efficace quand elle était liée à l'invention de nouvelles formes de vie. Ces inventions existent (notamment dans le monde rural) mais elles sont

complètement détachées de la réalité politique et ne convoquent pas de théorie structurée (mélange d'anticapitalisme, de pensée écologique, de New Age, de participation aux réseaux sociaux). Dans le volet empirique de ce projet de recherche, on se documentera sur ces nouveaux modes de vie.

#### **Liste des lieux de coopération institutionnalisés déjà existants**

Séminaire de recherche sur la théorie critique : organisateur principal : Florian Nicodème (coresponsables : J.-O. Bégot, J. Christ, K. Genel) : une fois par mois à l'ENS Ulm. Participants de CActuS : P. Arnoux, I. Aubert, A. Birnbaum, A. Gayraud.

Séminaire de recherche de Gérard Raulet sur la *Dialectique de la Raison* : une fois par mois, 1<sup>er</sup> semestre 2013-2014, au centre Malesherbes (Université Paris IV).

Séminaire de recherche d'Axel Honneth en philosophie sociale : une fois par semaine à l'Université J. W. Goethe de Francfort.

Séminaire international de jeunes chercheurs sur la Théorie critique (*Internationale Studiengruppe zur Kritischen Theorie*) à l'Institut en Recherche Sociale de Francfort : deux fois par mois.

\*

## 2. PREMIÈRE PARTIE DU PROJET : MOIS 2 À 14 – ÉVÉNEMENTS PAR AXES

### AXE 1 : ÉTUDE HISTORIQUE DU CONCEPT DE CRITIQUE DANS LES TRADITIONS FRANÇAISE ET ALLEMANDE

Responsable : Gérard Raullet (gerard.raulet@paris-sorbonne.fr)

Coordinatrice : Isabelle Aubert (isabelle.aubert@univ-paris1.fr)

Chercheurs, côté français : Isabelle Aubert, Jacques-Olivier Bégot, Martin Desrosiers, Alexandre Dupeyrix, Katia Genel, Corina Golgotiu, Agnès Gayraud, Florian Nicodème, Gérard Raullet, Antonin Wiser.

Chercheurs, côté allemand : Robin Celikates, Julia Christ, Axel Honneth, Daniel Loick, Olivier Voirol

➤ **Journées « La Dialectique de la Raison et la refondation de la théorie sociale au XX<sup>e</sup> siècle », organisées par Gérard RAULET (Paris-Sorbonne) : 28 septembre, 26 octobre, 30 novembre, 14 décembre 2013, Université Paris-Sorbonne Centre Malesherbes.**

Participants : Gérard RAULET (Paris-Sorbonne), Agnès GAYRAUD, Katia GENEL (Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Julia CHRIST (Univ. Goethe Francfort), Hauke BRUNKHORST (Univ. Flensburg).

Ces quatre journées ont été consacrées à un bilan systématique de la remise en question radicale que la *Dialektik der Aufklärung* représente pour l'auto-compréhension et la pratique de la critique. La décision d'inaugurer le programme de l'axe sur l'histoire de la critique par un réexamen de cette œuvre ne tenait pas seulement au contexte du jubilé (70<sup>e</sup> anniversaire) mais, d'une part, au fait qu'elle pousse la possibilité de la critique dans ses ultimes retranchements et, d'autre part, au rôle qu'elle a joué pour cette raison dans l'histoire de la Théorie critique de « l'École de Francfort » et pour l'ensemble de la pensée critique au XX<sup>e</sup> siècle (voir à cet égard l'exposé de Hauke Brunkhorst).

La *Dialektik der Aufklärung*, écrite en commun par Theodor W. Adorno et Max Horkheimer pendant leur exil aux États-Unis, parut dans une première version en 1944. Elle marque un tournant historique et épistémologique qui transforma profondément la « Théorie critique de la société » élaborée par l'Institut de recherche sociale dans les années 1930. Une première question consistait à déterminer dans quelle mesure ce tournant a reconfiguré « l'École de Francfort » (comme on a appelé l'Institut après sa réimplantation en Allemagne). L'évolution de la Théorie critique au XX<sup>e</sup> siècle, notamment dans son rapport aux nouveaux courants critiques français des années 1980 et 1990, montre qu'au plus tard avec le Congrès Adorno de Francfort en 1983 la redécouverte de cette œuvre, tant par la génération montante (Honneth) que par Habermas lui-même, a déterminé le profil des combats idéologico-théoriques des décennies suivantes, la réception du « post-modernisme » ou « post-structuralisme » français et le renouvellement des fondements philosophiques de la Théorie critique elle-même.

Lors de ces journées, pour la première fois dans l'histoire déjà longue de la réception de cette œuvre ainsi que dans l'abondante littérature critique qu'elle a suscitée, on a accordé une place importante aux notes, fragments et discussions préparatoires, dont nous venons de publier une édition française aux Éditions de la Maison des sciences de l'homme. Deux séances leur ont été consacrées, la première (assurée par les deux traductrices, Julia Christ et Katia Genel) portant sur l'établissement des textes et leur statut, la seconde (assurée par Gérard Raulet) proposant une interprétation d'ensemble des « Notes et fragments »<sup>32</sup>. Ces textes ont à bien des égards valeur de révélateurs. Ils font apparaître, à travers les discussions entre les deux auteurs, les options prises et les paradigmes utilisés pour renouveler la possibilité de la critique – tant en ce qui concerne le mode d'écriture (en particulier l'usage de la forme aphoristique) que les références théoriques (le cynisme, la fréquentation des « écrivains sombres de la bourgeoisie »).

Programme : G. Raulet, « Introduction générale » ; J. Christ / K. Genel / G. Raulet : « Les notes et esquisses : le « laboratoire » de la *Dialectique de la raison* » ; Hauke Brunkhorst, « Zur Wirkungsgeschichte der *Dialektik der Aufklärung* » ; Journée d'étude organisée par Agnès Gayraud et Guillaume Huguet (CELSA, Paris) : « Critique de la culture et musiques populaires enregistrées » (*Voir ci-dessous*).

➤ **Journée sur « Les musiques populaires enregistrées », organisée par Agnès GAYRAUD et Guillaume HEUGUET (CELSA) : 14 décembre 2013, Paris-Sorbonne Centre Malesherbes.**

Participants : Diedrich DIEDERICHSEN (Académie des Beaux-arts de Vienne), Fernand HÖRNER (Univ. des sciences appliquées, Düsseldorf), Agnès GAYRAUD, Guillaume HEUGUET (Celsa-Gripic), Yves JEANNERET (Paris-Sorbonne/CELSA), Pierre-Carl LANGLAIS (CELSA), Gérard RAULET (Paris-Sorbonne).

Argumentaire :

Dans la *Dialectique de la raison*, Adorno et Horkheimer ont émis un diagnostic sans appel sur la culture de masse. Les travaux annexes d'Adorno sur les musiques populaires dans le Caractère fétiche dans la musique et la régression de l'écoute (1938), ainsi que dans les feuillets rassemblés de *Current of music* (1941) condamnaient spécifiquement la musique populaire légère. Ses modes de production, de diffusion et de consommation, dépendants du nouveau média de masse qu'était la radio la vouaient au caractère de la marchandise. Tout en elle devait concourir à la standardisation des préférences individuelles, comme de l'art musical lui-même.

Plus de cinquante ans après le développement de cette critique, une esthétique de ces musiques peut tempérer la critique adornienne, voire la rendre obsolète sur certains aspects. Pourtant, face aux nouveaux modes de consommation et de diffusion de la musique, cette critique radicale retrouve une actualité. En effet, l'usage contemporain des musiques populaires enregistrées se caractérise par de nouvelles

---

<sup>32</sup> L'exposé de Hauke BRUNKHORST et celui de Gérard RAULET paraîtront dans un volume de la collection *Klassiker auslegen* (Akademie-Verlag) consacré à la *Dialektik der Aufklärung*.

conditions psycho-acoustiques pour des individus devenus à même de disposer de musique à n'importe quel moment de leur vie quotidienne, grâce à la portabilité sans précédent des i-pod et assimilés. Les modes de diffusion (streaming internet, sonneries de téléphones portables, omniprésence de la musique dans l'espace public) favorisent plus que jamais la logique décriée par Adorno d'une écoute distraite et morcelée.

Comme la critique adornienne de la culture populaire le réclamait en son temps, il est à nouveau pertinent d'interroger les conséquences de ces transformations des conditions de l'écoute sur notre capacité d'attention exclusive à la musique. En quoi les nouveaux modes de production, d'échange et de consommation de la musique affectent-ils nos exigences esthétiques, voire notre capacité à être émus ? Faut-il penser à développer du côté des auditeurs une éthique d'écoute, accompagnée d'une réflexion sur les supports et sur les nouveaux diffuseurs ?

En rassemblant théoriciens critiques, critiques musicaux et théoriciens de la communication et de l'information, cette journée d'étude visait à établir la situation actuelle d'une certaine branche de la culture populaire, d'abord, en restituant avec rigueur les termes de sa critique francfortoise, ensuite, en confrontant ce diagnostic à la réalité contemporaine de cette culture, aujourd'hui transformée et différenciée.

Cette journée était également reliée à l'axe 3 sur les pratiques culturelles.

Programme :

G. Heuguet /A. Gayraud : Entre théorie critique et sciences de l'information et de la communication ; approches différenciées et axes de dialogue possibles. Définition et situation des musiques populaires enregistrées.

Sophie Maisonneuve (MCF Paris Descartes, IIAC) : « De la critique à une pragmatique des usages sociotechniques: le cas de la musique enregistrée »

Prof. Fernand Hörner (Fachhochschule Düsseldorf) : « Original, reproduction et flexibilité historique de l'aura »

Pierre-Carl Langlais (CELSA) : « Se dépendre du son ? Les industries musicales sans la propriété intellectuelle ou le déclin d'une stratégie de légitimation symbolique »

Guillaume Heuguet (CELSA) : « La musique sur YouTube : variétés de l'impur »

Diedrich Diederichsen (Institut für Kunst- und Kulturwissenschaften Wien) : « One happy childhood at the piano, one life saved by rock'n'roll: Adorno against Jazz and Pop »

Agnès Gayraud : « *Highbrow / lowbrow*, actif / passif : à la recherche du *bon* auditeur pop »

Rapport d'Agnès Gayraud<sup>33</sup> :

Le *workshop* intitulé « Critique de la culture et musiques populaires enregistrées », portant le sous-titre « Que peut nous apprendre la Théorie critique sur la culture musicale populaire aujourd'hui ? Penser les nouveaux modes de production, d'échange,

---

<sup>33</sup> Les résultats de cette journée ont été publiés dans le dossier « Théorie critique et musiques enregistrées », in *Communication et Langages*, n° 184, dir. Agnès GAYAUD/Guillaume HEUGUET/Gustavo GOMEZ-MEJIA, juin 2015.

de consommation », réunissait sociologues, théoriciens de la communication et de l'information, critiques musicaux et spécialistes de la Théorie critique, français et allemands, et visait à interroger l'actualité des thèses d'Adorno sur l'« industrie culturelle » en général et sur la situation sociale et esthétique des musiques populaires enregistrées en particulier, à l'âge du mp3 et de l'écoute en *streaming* sur internet.

Après une introduction par les deux organisateurs, Agnès Gayraud, docteur en philosophie, membre de CActuS, spécialiste d'Adorno, suivie de Guillaume Heuguet, doctorant en sciences de l'information et de la communication sur les nouveaux enjeux de l'écoute sur internet au CELSA de Paris-Sorbonne, la journée a été rythmée par six interventions, d'une durée d'environ trente-cinq minutes, accompagnées pour la plupart d'une vidéoprojection de documents et suivies d'une discussion.

La première intervention par **Sophie Maisonneuve** (MCF Paris Descartes, IIAC) présente une étude descriptive, historique et sociologique des amateurs de musique à travers l'histoire de la phonographie, du phonogramme au CD. Mettant en rapport l'histoire des technologies de l'écoute et leurs usages par les mélomanes, elle met en évidence des pratiques d'écoute différenciées, dans la lignée des travaux de Luc Boltanski sur l'activité critique des auditeurs. La Théorie critique est mise à distance comme approche normative. L'intervention d'Agnès Gayraud en fin de journée présentera le pendant critique de cette approche, interrogeant les raisons du rappel de la catégorie de l'« auditeur actif » dans le champ même des musiques populaires.

Avec une étude détaillée sur la flexibilité historique de la notion d'« aura », **Mr. Fernand Hörner** (Fachhochschule Düsseldorf) renoue plus fermement avec les concepts théoriques critiques, sans pour autant basculer dans un propos normatif. Produit direct de la reproduction mécanique, la musique *pop*, musique enregistrée, essentiellement reproductible, n'a jamais bénéficié d'une présence « *hic et nunc* » sur laquelle se fonde en partie la définition benjaminienne de l'aura. L'ubiquité de la musique, renforcée la multiplication exponentielle de ses relais de diffusion, l'en empêche essentiellement. Pourtant, comme l'a montré Mr. Hörner, la notion d'aura se maintient comme détermination d'un support « authentique » de la musique : c'est le vinyle par rapport au CD, puis le CD par rapport au mp3, la forme payante par opposition à la forme gratuite, enfin la forme *live* par rapport à la forme enregistrée. La question qui se pose alors est celle de la fonction de ce référent auratique qui semble reconduit fonctionnellement, de proche en proche, à chaque pas de la reproductibilité vers la dématérialisation. Le maintien de la catégorie d'« aura », à travers cette flexibilité même, atteste d'enjeux esthétiques souvent sous-estimés par les approches sociologiques. Elle suggère le maintien de l'idée d'une œuvre en dépit de la mise à mal de sa matérialité, voire de son autonomie (qui n'est plus garantie que par sa protection à moyen terme par le principe du *copyright*).

Or, comme le montre ensuite **Pierre-Carl Langlais** (doctorant CELSA), revenant sur l'histoire de la propriété intellectuelle, le *copyright* est lui-même un produit de la logique industrielle. Du point de vue d'Adorno, il n'est autre que l'expression directe du fétichisme industriel pour la figure du compositeur, hypertrophiée en « propriétaire légal d'une licence d'exploitation ». Aujourd'hui, le caractère de plus en

plus incontrôlable du partage sur internet tend à rendre inefficace – sauf à compter sur des cohortes d'avocats –, la traditionnelle limite légale à la réutilisation établie par le *copyright*. La discussion qui suit fait apparaître que le placement des œuvres sous « licence libre » (Mr. Langlais évoque le cas de la musicienne Amanda Palmer) est une réponse à cet état de fait – mais que la circulation entièrement libre des œuvres ne défait pas la logique du « propriétaire légal » qui continue de prévaloir même dans le contexte de la libéralisation la plus totale. L'œuvre, en tant que telle, n'est plus valeur d'échange mais contenu promotionnel de l'« artiste » dont le nom comme *marque* concentre désormais la valeur. Paradoxalement, la logique de la personnalisation s'en trouve accrue.

La réflexion se poursuit dans l'après-midi, avec l'exposé d'une recherche empirique sur la plate-forme YouTube par **Guillaume Heuguet** (doctorant CELSA). La plate-forme aujourd'hui très largement utilisée, est analysée comme « bouquet de services » plutôt que comme simple interface de diffusion. Décrite comme ensemble d'outils qui conditionnent la production autant que les normes de la consommation, YouTube présente un rôle non pas local mais systémique dans l'industrie du divertissement. Ce fait répond à la thèse adornienne de l'industrie culturelle comme « système » : structure de fonctionnement aveugle, rationalité englobante et anonyme dans laquelle tous les acteurs sont pris. Des observations précises offrent les jalons pour une réflexion théorique critique d'importance sur la fonction et les usages de YouTube, qui tout en se présentant comme utopie d'un divertissement gratuit et à la carte, reproduit la logique marchande traditionnelle de l'industrie culturelle en soumettant ses sélections et mises en avant à des logiques publicitaires et en reconduisant les contraintes des formats standardisés.

Suivant une approche à la fois plus biographique et plus directement reliée à la figure d'Adorno, le critique **Diedrich Diederichsen** (Institut für Kunst-und Kulturwissenschaften, Vienne) intervient ensuite en anglais sur les rapports d'Adorno et de la musique *pop*, faisant apparaître la clairvoyance adornienne sur cet objet impur et non libre, en dépit de ses appels constants à une certaine émancipation, liés à l'esthétique générale de la contre-culture. À un certain stade, cette clairvoyance eut pu justement conduire Adorno de la critique à la compréhension, y compris par la prise en compte des expériences de subjectivation offertes par la musique pop et la pop culture en général. L'histoire de l'industrie culturelle présente à ce titre un processus réflexif qu'il faudrait étudier pour lui-même. Si à un premier stade, en instaurant l'autorité de la célébrité, elle invite les individus à chérir les stars, elle aboutit aujourd'hui à une volonté d'implication plus radicale, où chaque individu envisage la possibilité d'« entrer dans le jeu ».

Si cette conception peut réconcilier la Théorie critique avec les musiques populaires enregistrées sur le terrain d'un idéal d'émancipation des subjectivités, on peut encore se demander comment ses concepts *critiques* restent opératoires dans le cadre d'une esthétique de ces musiques.

C'est la question que se pose **Agnès Gayraud** en interrogeant le sens du retour de la figure de l'auditeur « actif » dans la réception actuelle des musiques populaires enregistrées. Issue de l'esthétique classique kantienne et thématifiée en particulier par Adorno, la figure de l'auditeur actif recoupe l'idée d'une écoute experte, qui ne saurait s'appliquer, quand Adorno la pense, à la musique dite « légère ». Le fait qu'aujourd'hui, l'offre musicale soit telle, y compris dans le champ de la musique populaire, qu'il faille

en appeler à un engagement actif des auditeurs est peut-être un symptôme : celui d'une situation historique de banalisation de la musique dont Adorno envisage la possibilité dès les années trente. Face à l'« anarchie » (S. Reynolds) aujourd'hui disponible sur internet, l'écoute active devient une pratique critique indispensable. Elle réintroduit cependant une forme d'élitisme traditionnellement reproché à Adorno. Mais contre cet élitisme, elle exige une conception esthétique des musiques populaires permettant d'en identifier l'histoire, les mouvements critiques, les avant-gardes, là où Adorno persiste à l'interpréter comme un simple folklore matraqué à échelle industrielle.

En posant les premiers jalons d'une réflexion pluridisciplinaire sur un objet qui ne l'est pas moins, la journée a permis d'établir l'intérêt partagé de diverses disciplines (sociologie, sciences de l'information et de la communication et Théorie critique) pour les musiques populaires enregistrées dont la dépendance historique à l'industrie culturelle est aujourd'hui en pleine mutation. Si de premiers résultats ne sont ici qu'esquissés, ils font apparaître le rôle indispensable d'une théorie à même de prendre la mesure des contradictions historiques et esthétiques ici en jeu et de poser les bonnes questions : Faut-il persister à réduire la figure de l'auditeur pop à celle d'un auditeur passif ? Où placer l'autonomie et la valeur des œuvres musicales dématérialisées ? Est-ce que la licence libre libère la création du fétichisme de la figure du compositeur ou au contraire fait de l'artiste comme marque la valeur d'échange principale ? Faut-il voir en YouTube la fin de l'industrie culturelle ou sa perpétuation problématique par d'autres moyens ? Comment lire l'histoire des musiques populaires de façon critique ? Qu'est-ce qui se joue, enfin, aujourd'hui dans le retour de l'exigence d'une écoute active pour des musiques jusqu'ici estimées assez immédiates et omniprésentes pour ne justifier aucun effort d'écoute ? Loin d'être superfétatoires concernant un objet naïvement réputé naïf, ces questions critiques ne permettent pas seulement de mettre en crise le statut esthétique, historique et social des musiques populaires enregistrées : elles permettent d'en affronter la complexité effective.

Réciproquement, les concepts hérités de la Théorie critique se révèlent encore pertinents, témoins, dès leur élaboration, d'une situation historique concernant la culture qui est loin d'être totalement révolue.

## **AXE 2 : LES PRÉSUPPOSES MÉTHODOLOGIQUES ET ONTOLOGIQUES DES CONCEPTS DE SOCIÉTÉ ET DE CRITIQUE**

**Responsable :** Axel Honneth (honneth@em.uni-frankfurt.de)

**Coordnatrice :** Julia Christ (j.christ@em.uni-frankfurt.de)

**Chercheurs, côté français :** Antonia Birnbaum, Jacques-Olivier Bégot, Francesco Callegaro, Stefania Ferrando, Franck Fischbach, Katia Genel, Stéphane Haber, Bruno Karsenti, Gérard Raulet.

**Chercheurs, côté allemand :** Robin Celikates, Julia Christ, Rahel Jaeggi, Ulrich Oevermann, Francesca Raimondi, Martin Saar, Justo Serrano, Titus Stahl, Olivier Voirol.

➤ **Journées « Jacques Rancière et la politique », organisées par Antonia BIRNBAUM (Paris 8 Vincennes-Saint-Denis) et Julia CHRIST (Univ. Goethe Francfort) : 6 et 7 décembre 2013, Paris 8 Vincennes-Saint-Denis.**

Participants : Martin SAAR (Univ. Berlin), Jacques-Olivier BEGOT (Paris 7 Diderot), Stefania FERRANDO (EHESS), Antonia BIRNBAUM (Paris 8 Vincennes-Saint-Denis), Julia CHRIST (Univ. Goethe Francfort), Bertrand OGILVIE (Paris 8 Vincennes-Saint-Denis), Bernard ASPE (Univ. Rennes), Camille LOUIS, Maud MEYZAUD.

Argumentaire :

Tandis que la première journée était dédiée à *La Nuit des prolétaires*, la seconde a spécifiquement porté sur le concept d'égalité, entre polémique et partage.

*La Nuit des prolétaires* est certainement l'œuvre de Rancière qui tire toutes les conséquences de sa rupture avec Althusser dans *La Leçon d'Althusser*. Dans *La Nuit des prolétaires*, Rancière fait défection à la théorie marxiste en montrant que la théorie informant les luttes et les aspirations émancipatrices provient des pratiques sociales et politiques elles-mêmes. Leur élaboration n'a nullement besoin de recourir à une théorie critique extérieure, correctrice, pour se dire et se faire. *La Nuit des prolétaires* rend compte de cette élaboration et c'est là toute sa force : le livre n'analyse pas des faits sociaux, il n'examine pas la conformité des pensées et des actes au concept marxiste de prolétariat. Il consigne des rencontres avec des personnages en train de formuler et de pratiquer l'émancipation, un art de la vivre, un art des luttes, en train d'inventer une conscience de classe, à même les situations d'oppression et de leurs difficultés. Cette écriture est donc basée sur une attention aux aspirations des uns et des autres. Elle redouble et transforme l'affirmation de Marx selon laquelle « c'est le réel qui pousse à penser » : c'est le réel des pensées agissant dans les aspirations émancipatrices qui requiert la philosophie.

Dans cette attention portée au réel, ce sont les pratiques qui s'exceptent de la domination qui retiennent l'attention, non pas celles qui la confirment. Est narrée la manière dont les gens se rendent capables de ce dont ils n'étaient pas censés être capables. Ainsi, les concepts émancipateurs de Rancière sont, selon lui-même, extraits des pratiques critiques du réel, créatrices de possible. Dans cet ouvrage, la part attentive est sans doute à son acmé, elle migre en une écriture spécifique.

Pour autant, chez Rancière, cartographier les possibles implique tout autant de « déconstruire » (le terme est utilisé par Rancière) le consensus, c'est-à-dire de démonter les configurations sensibles et discursives de la domination, de produire une critique de leur complexion idéologique, démontage qui concerne avant tout les strates discursives « rationalisatrices » de la philosophie. Dans le travail de pensée, l'attention coexiste donc avec une lecture critique, et l'accent mis sur la potentialité se double d'un problème qu'il ne règle pas, celui des rapports toujours à redimensionner entre cette potentialité et la critique.

Ce dédoublement pose plusieurs problèmes, notamment celui du statut de l'abstraction, du théorique, tant dans les pratiques créatrices que dans la critique. Comment la théorie y intervient-elle, si ce n'est plus en surplomb ? A quoi ressemble une « lecture » du réel orientée par cela même qui s'en excepte, qu'est-ce qui est lu au juste ? Quel déplacement ou réinvention de la formule althussérienne : « l'épreuve la

plus dramatique et la plus laborieuse qui soit, la découverte et l'apprentissage du sens des gestes les plus 'simples' de l'existence : voir, écouter, parler, lire, - ces gestes qui mettent les hommes en rapport avec leurs œuvres, et ces œuvres retournées en leur propre gorge, que sont leurs 'absences d'œuvres'. »

Cette configuration problématique permet de confronter le geste ranciérien à d'autres formulations du rapport à la potentialité : celui d'Adorno, qui, quant à lui, semble procéder à une double lecture (lecture informée par la théorie se faisant à partir des lacunes et lecture « attentionnée » qui essaie de percevoir le possible dans le réel), ou celui du pouvoir sans dehors de Foucault, avec sa lecture des résistances à l'œuvre dans la double logique de la subjectivation. Ou encore celui de Marx, auquel les analyses ranciériennes de la police restent fortement redevables.

Rancière construit le concept d'égalité dans le contexte des tumultes politiques des années 60 à 80, et dans une confrontation avec les discours qui les informent. La seconde journée s'est proposé de reprendre le problème de l'égalité à partir de ses premières élaborations. L'enjeu était d'interroger les nouages de l'émancipation intellectuelle, sociale, politique à nouveaux frais. Il s'agissait de défaire la « systématisation » qu'a connue cette articulation dans la *Mésentente*, avec le concept de « part des sans-part », et de redéployer les problèmes que recouvre le commun de l'art et de la politique, désigné par le nom de « partage du sensible ».

On le sait, chez Rancière les traits égalitaires se marquent en un intervalle entre plusieurs corps et plusieurs identités. Ces intervalles se parcourent en plusieurs sens. Néanmoins, on peut constater que relativement à la polémique politique, Rancière privilégie la capacité de l'écart entre mots et corps à désincarner les identités constituées, qu'il cherche avant tout les intervalles dans un être-ensemble sans corps, « dans une sorte de polémique interminable avec les formes d'incorporation ». Bien sûr, il insiste sur la perméabilité de la polémique et du partage sensible. Si le trait du partage peut être conflictuel ou non, la polémique, quant à elle, ne peut se vérifier hors d'une redistribution de la présentation sensible du commun, qui lie perceptions, affects, noms et idées en une puissance soustraite à l'état.

Il n'empêche : depuis *La Mésentente*, tout se passe comme si les transformations des formes de vie revenaient finalement à la dimension du non-art dans l'art, à la suppression de la réalité séparée de l'art, tandis que l'artifice polémique de la politique — sa désincarnation, sa non-coïncidence d'avec tout commandement, toute organicité — tenait seulement dans ses effets de perturbation de la domination. Le retour sur les effets que l'égalité produit dans l'existence de ceux qui la soutiennent n'est plus explicité ou, du moins, il ne leur est pas accordé de consistance spécifique. A vrai dire, la question semble même avoir disparu.

Rancière isole et formalise théoriquement la potentialité de l'égalité, notamment dans l'élaboration du concept de « la part des sans-part ». Que deviennent alors les rapports entre le point de vue structurel de ce concept, affirmant une radicale hétérogénéité de la politique à la police, et ses formulations conjoncturelles, en prise avec les transformations de la police, donc avec les configurations spécifiques de la

domination ? Bien sûr, chez Rancière, la théorie elle-même est toujours immanente à une division. Ainsi, le concept de « part des sans-part », intervient comme le mécompte qui déstabilise l'appropriation philosophique du politique, qui rend impossible sa détermination essentielle. A ce titre, il se charge d'une formulation conjoncturelle spécifique, celle d'une critique de la complexion idéologique de la philosophie, sous une forme différente de celle énoncée dans *La Leçon d'Althusser*, en prise avec le supposé « retour » post-89 de la philosophie politique. Et comme ce « retour » consonne avec une transformation de l'ordre policier, lequel dans les pays du « premier monde » vise à exclure la dimension conflictuelle, à détruire les lieux où l'égalité et l'inégalité se rencontrent, où l'intelligence du capital et du travail se confrontent, cela signifierait que chez Rancière, la théorisation de l'égalité intervient au lieu d'une défaite. Reste alors à demander si cette défaite ne marque pas aussi l'impasse, non pas de l'affirmation égalitaire, mais de la charge que Rancière entend lui faire porter.

A partir de là, on peut dégager un certain nombre de questions.

- Le terme d'égalité n'est explicité comme tel chez Rancière qu'à partir du moment où il se détache du nom ouvrier, où s'estompe la dimension de classe de l'émancipation. Le concept d'égalité peut-il porter à lui seul la charge conflictuelle de la politique ?
- Que signifie « vérifier » l'égalité politiquement ? Peut-on penser une discorde qui se jouerait au sein même de la communauté des égaux, ou est-on condamné à proclamer le « nous endoconsistant » (l'expression est de Muriel Combes et Bernard Aspe) qui vérifie la discorde entre langage commun et langage de la police ?
- Peut-on formuler des partages plus restreints que celui du « partage du sensible », qui ne seraient assimilables ni au litige, ni au jeu de l'esthétique, mais qui relèveraient d'une ascèse corporelle telle que celle esquissée par Gauny, ou du surrationalisme plébéien lié à une « idée de la communauté éthique projetée dans une stylisation de la vie individuelle » (ainsi Rancière dans « Savoirs hérétiques et émancipation des pauvres »), bref de partages qui relèveraient d'une incorporation des forces de la pensée ?
- Quels rapports existent entre égalité et avant-garde ?
- Que se passe-t-il dans le report de la logique émancipatrice vers l'art ?
- Quelle charge spécifique apportent les personnages peuplant la pensée de Rancière, les rencontres qui déplacent sa pensée, et qui ont donné lieu à *La Nuit des prolétaires* ? A cette dernière question était consacrée la première journée, dans la mesure où *La Nuit des prolétaires* était pris comme contrepoint à la systématisation de la *Mésentente*.

Programme :

Antonia Birnbaum : Accueil, présentation des journées

Bertrand Ogilvie : *Police et politique*

Bernard Aspe : *La ligne de partage*

Maud Meyzaud : *Sujet souverain et communauté des égaux. Agamben, Rancière et le legs de la Révolution française*

Stefania Ferrando : *La nuit des femmes: la créativité politique des saint-simoniennes*

Martin Saar : *Rancière, Equality and Heterogeneous Democracy*

Julia Christ : *La théorie, contrefaçon ou contre-discours de la société ?*

Camille Louis : *Aux bords de l'esthétique, lieu et non-lieu du conflit*

Jacques-Oliver Bégot : *De quoi l'esthétique est-elle la promesse ? Rancière, Schiller, Adorno*

Antonia Birnbaum : *Comment un savoir se transmet qui ne s'enseigne pas ?*

Julia Christ : Clôture

Rapport détaillé :

Journée 1/ Bertrand Ogilvie, Bernard Aspe, Martin Saar, Julia Christ

**B. Ogilvie** et **M. Saar** ont questionné le rapport conflictuel de Rancière à la philosophie politique. B. Ogilvie a souligné la difficulté à penser l'hétérogénéité de la police à la politique sans faire de la politique seulement un moment surnuméraire ne permettant pas de réinscrire une effectivité mais venant simplement rappeler leur écart. M. Saar a, au contraire, à partir d'une lecture extérieure, souligné la dimension productive qu'il y a à confronter le trait égalitaire avec les deux tendances de la philosophie politique, celle de l'Un et celle du multiple.

**B. Aspe** a reposé la question du conflit, qui ne se situerait pas entre égalité et non-égalité, mais au sein de l'égalité elle-même. Quel type de construction d'une communauté égalitaire se dessine chez ceux qui rompent avec la police ? Comment penser ensemble le conflit antagoniste et le conflit marqué par l'égalité ? Cette piste conduit bien sûr à reprendre le chemin du rapport à l'art, au partage du sensible, et à sa manière de suturer esthétique de la politique et politique de l'esthétique. Leur désuturation doit conduire à reposer autrement le problème d'une tendance éthique dans la pensée de Rancière, hors de la dimension déceptive qui le met à distance de toute incorporation.

**J. Christ**, revenant aux premiers textes et notamment à *La leçon d'Althusser*, a questionné le statut de la science dans la pensée rancière : quelle théorie critique du social informe son appréhension du scientisme althusserien, comment Rancière conçoit-il la dimension épistémologique de sa propre saisie du social ? En quoi celle-ci est-elle d'emblée prise dans les divisions que l'opposition théorie/idéologie chez Althusser tente de recouvrir ?

Journée 2/ Camille Louis, Maud Meyzaud, Antonia Birnbaum

**C. Louis** a entrepris de questionner le rapport entre esthétique et politique à partir du réinvestissement d'une pratique de résistance sur la place Taksim en Turquie et du spectacle de danse *La Chance* de Loic Touzé. Elle s'est concentrée sur les espacements entre les corps, comme lieu où s'articule une puissance égalitaire, problématisant la difficulté de penser le rapport entre corps et discours dans la politique rancière.

**M. Meyzaud** a repris le conflit entre Agamben et Rancière sur la question des droits dans la révolution française. Faisant sienne la critique rancière du « musulman » comme figure limite du pouvoir, elle a insisté sur la dialectique entre droit et non-droit et sur la prise émancipatoire que donne cette dialectique, pour ensuite questionner les réserves de Rancière sur le contrat social rousseauiste.

A. Birnbaum a repris la question du Maître ignorant et de l'asymétrie qui habite la relation de transfert qui détermine le rapport entre opinion d'égalité et d'inégalité dans les pôles de la transmission. Insistant sur le fait que l'incommensurabilité de l'interlocution égalitaire est de fait une « mise entre parenthèses » du social plutôt qu'une sphère asociale, d'individu à individu, elle a demandé quel arrachement, quelle division du social est engagée par ce transfert. Il s'agit donc de penser ensemble asymétrie et égalité, en étroite proximité avec la psychanalyse.

Dans l'ensemble ces deux journées ont été productives. On s'est rendu compte que le retour sur le Rancière des débuts permet en effet de sortir de la dimension formulaire qui a grevé sa réception et de questionner à nouveaux frais les rapports entre les pratiques émancipatoires et la question de l'égalité, y compris dans son lien avec la lutte des classes.

### **AXE 3 : L'ACTUALITÉ DE LA CRITIQUE ET SES ENJEUX POLITIQUES : THÉORIE CRITIQUE, LUTTES SOCIALES, TRANSFORMATIONS DE LA SOCIÉTÉ**

**Responsable :** Catherine Colliot-Thélène (catherine.colliot@univ-rennes1.fr)

**Coordinatrice :** Katia Genel (katia.genel@univ-paris1.fr)

**Chercheurs, côté français :** Isabelle Aubert, Étienne Balibar, Antonia Birnbaum, Luc Boltanski, Louis Carré, Catherine Colliot-Thélène, Franck Fischbach, Katia Genel, Stéphane Haber, Emmanuel Renault.

**Chercheurs, côté allemand :** Axel Honneth, Rahel Jaeggi, Daniel Loick, Francesca Raimondi, Martin Saar, Titus Stahl, Frieder Vogelmann.

➤ **Workshop « Philosophie sociale et/ou philosophie politique ? La critique et les institutions » organisé par Catherine COLLIOT-THELENE (Univ. Rennes 1) et Katia GENEL (Paris 1 Panthéon-Sorbonne) : 27 mars 2014, Institut de recherches sociales, Francfort.**

Participants : Katia GENEL (Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Isabelle AUBERT (Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Gérard RAULET (Paris-Sorbonne), Martin SAAR (Univ. Goethe Francfort), Francesca RAIMONDI (HdK Düsseldorf), Etienne BALIBAR (Paris Ouest-Nanterre La Défense/Univ. Columbia (NY), Kingston (Londres)), Catherine COLLIOT-THELENE (Univ. Rennes 1), Frieder VOGELMANN (Univ. Brême), Louis CARRE (UBL), Martin NONHOFF, Francesco CALLEGARO (EHESS), Bertrand OGILVIE (Paris Ouest-Nanterre La Défense), Titus STAHL (Univ. Goethe Francfort), Daniel LOICK (Univ. Goethe Francfort), Axel HONNETH (Univ. Goethe Francfort/Univ. Columbia, New-York), Olivier VOIROL (Univ. Lausanne), Justo SERRANO, Julia CHRIST (Univ. Goethe Francfort), Hermann KOCYBA, Julia BONK (Paris-Sorbonne).

Ce premier *workshop* de l'axe 3 « Philosophie sociale et/ou philosophie politique ? La critique et les institutions » a été mené en association avec le *workshop* « Théorie et pratique » de l'axe 2, interrogeant la méthode critique sous l'angle de son effectuation, du passage à la praxis.

Le projet CActuS vise à penser l'actualité de la critique par une comparaison entre les méthodes philosophiques et sociologiques française et allemande qui ont des présupposés différents (quant à la nature du social ou au statut de la théorie), par une confrontation entre des traditions et des identités disciplinaires (celle de la philosophie sociale de chaque côté du Rhin ou celle de la sociologie). L'enjeu de l'axe 3 était de poser le problème de la concurrence et de l'articulation entre philosophie sociale et philosophie politique, car elles portent toutes deux un projet de compréhension de la vie ensemble des êtres humains, des individus en société. Dans la mesure où la philosophie sociale fait valoir une spécificité par rapport à la philosophie politique (en soulignant les insuffisances de ses résultats en termes de critique et les insuffisances de sa méthode – le découpage des objets, la définition des concepts), toute la question est de savoir si la philosophie sociale est capable de prendre en charge pleinement le questionnement de la philosophie politique sur son terrain. Est-ce qu'elle peut la compléter, voire la remplacer, en étant critique de la politique de façon convaincante, ce qui suppose d'identifier des processus de pouvoir et de domination ; et de définir les conditions institutionnelles de l'émancipation.

Le *workshop* part du fait que les élaborations théoriques actuelles de la philosophie sociale laissent ouverte la question de son rapport à la philosophie politique. La philosophie sociale tend à reprendre à son compte un certain nombre d'interrogations qui sont traditionnellement celles de la philosophie politique ; pour une bonne part, cela a conduit à enrichir les réponses que l'on peut donner à ces questions, en les replaçant dans le cadre d'une théorie de la société. Mais le risque est que la philosophie sociale et sa focalisation propre (sur la communication comme sur la reconnaissance) tende à laisser dans l'ombre certains questionnements pourtant décisifs pour repenser les conflits sociaux. Le *workshop* constituait l'occasion de s'interroger sur la place de la philosophie politique dans la théorie critique, et notamment la place d'une théorie des institutions qui permette de préciser les conditions politiques et juridiques de la liberté, et de redéfinir les sujets critiques qui sont les porteurs de la théorie : des sujets politiques et des sujets de droits. Il s'agissait également de revenir sur le lien entre la philosophie sociale et les autres théories critiques du droit.

Ainsi, le *workshop* a proposé une triple interrogation, esquissant ce faisant un lien avec les deux autres axes du projet CActuS.

D'une part, il interrogeait les enjeux politiques d'une certaine focalisation propre à la philosophie sociale, en dialogue avec des questions d'ontologie sociale posées par l'axe 2. Catherine Colliot-Thélène a proposé une lecture de l'ouvrage de Frank Fischbach sur la philosophie sociale, qui conduisait à dessiner une autre compréhension possible de ce qu'est la philosophie politique, irréductible à celle des années 80 contre laquelle Franck Fischbach écrit pour en pointer à raison les insuffisances en terme de prise en compte du social (1).

Ensuite, il proposait un retour historique sur certains moments philosophiques spécifiques, en discussion avec l'axe 1 : le texte d'Emmanuel Renault portait sur le moment hobbesien ; Louis Carré et Katia Genel sont revenus à la fois sur l'analyse hégélienne de la société civile et sur la position ambivalente d'Hannah Arendt, à la fois

philosophe politique critique du souci du social et source autorisée de la philosophie sociale. La comparaison entre les philosophies de Rawls, de Habermas et de Honneth a également été esquissée. Isabelle Aubert est revenue sur les analyses politiques des théoriciens de la société que sont Neumann et Kirchheimer ; Julia Bonk a évoqué le décisionnisme de Schmitt et ses lectures contemporaines (2).

Enfin, en faisant apparaître les enjeux méthodologiques de la critique – selon que l'on part d'une certaine compréhension de la société ou des rapports politiques au sens strict –, le *workshop* a fourni des résultats que les axes 1 et 2 ont pu exploiter. L'un de ces résultats est la nécessité d'accorder une place au droit et plus généralement à la traduction institutionnelle de la critique (3).

La conclusion que l'on peut tirer du *workshop* est 1/ que l'alternative entre philosophie sociale et philosophie politique est de l'ordre de la distinction analytique et permet d'éclairer des tendances de la théorie critique actuelle, mais ne saurait rendre compte de la complexité des articulations effectives des méthodes, et ce à la fois historiquement et dans les théories actuelles. Toutefois, 2/ un tableau assez précis des avantages théoriques de la philosophie sociale conçue comme prise en compte de la constitution sociale des subjectivités, d'un côté, et de la nécessité de maintenir une perspective politique et une prise en compte des droits des sujets a été brossé.

La conclusion secondaire, qui a émergé notamment au moment de la discussion finale, est que le rapport de la théorie critique et des mouvements sociaux et politique doit être établi : on s'est demandé pourquoi certaines figures philosophiques ou certaines théories sont sollicitées plutôt que d'autres par les sujets impliqués dans les mouvements sociaux. Des investigations sur les modes de vie des acteurs investis porteurs ou destinataires de la critique critiques (leur « portrait sociologique ») seraient fécondes pour poursuivre la réflexion.

Rapport détaillé :

L'introduction **Katia Genel**, « Les outils de la critique de la politique », s'est attachée à interroger l'unité de la philosophie sociale, et à montrer dans quelles relations elle peut entrer avec la philosophie politique (substitution, subordination ou complémentarité), pour ouvrir la question de la nature d'une philosophie politique critique. **Catherine Colliot-Thélène**, dans « Philosophie sociale ou politique? De la pluralité nécessaire de la philosophie critique », procède à une critique nuancée de la philosophie sociale qui met l'accent sur un effet de relativisation de la question du pouvoir, et sur la concentration sur le niveau étatique. La critique se concentre sur ce que la philosophie entend faire, relayer et impulser les luttes sociales, et la manière dont cette tâche est au fond largement menacée par l'oubli de mécanismes institutionnels tout aussi invisibles, qui se déploient hors du niveau étatique. **Louis Carré**, dans une intervention intitulée « Socialiser le politique ou politiser le social ? », revient particulièrement sur les deux figures centrales que sont Hegel et Arendt, qui invalident toute simplification analytique visant à distinguer radicalement le social et le politique. **Étienne Balibar** a construit son intervention comme une contribution à la discussion qui avait été amorcée jusqu'ici notamment par Catherine Colliot-Thélène en revenant sur le problème de l'adresse des luttes, et sur la possibilité de revendication sans adresse. Il est également revenu sur la place centrale et ambivalente d'Hannah Arendt dans cette

opposition entre philosophie sociale et philosophie politique. **Isabelle Aubert**, « O. Kirchheimer et F. L. Neumann, "une démocratie qui fonctionne" », est ensuite revenue sur les analyses politiques des théoriciens de la société que sont Neumann et Kirchheimer, et qui remet en cause le tableau souvent fait d'une école de Francfort dont la première génération aurait évacué la question politique. **Julia Bonk**, dans son exposé « Relation, décision et communauté » a évoqué les lectures contemporaines du décisionnisme de Schmitt et la façon dont la philosophie politique prend en charge la question de la communauté.

\*

### 3. WORKSHOP COMMUN À MI-PARCOURS : MOIS 14

**Workshop « Des pratiques critiques dans les théories critiques », organisé par Axel HONNETH (Univ. Goethe Francfort/IfS/Univ. Columbia), Julia CHRIST (Univ. Goethe Francfort), Frieder VOGELMANN (Univ. Brême) : 28-29 mars 2014, Institut de recherches sociales, Francfort.**

Participants : Etienne BALIBAR (Paris Ouest-Nanterre La Défense/Univ. Columbia (NY), Kingston (Londres)), Franck FISCHBACH (Univ. Strasbourg), Emmanuel RENAULT (Paris Ouest-Nanterre La Défense), Axel HONNETH (Univ. Goethe Francfort/IfS/Univ. Columbia), Gérard RAULET (Paris-Sorbonne), Frieder VOGELMANN (Univ. Brême), Martin SAAR (Univ. Goethe Francfort), Robin CELIKATES (Univ. Amsterdam), Bruno KARSENTI (EHESS/Centre Marcel Mauss), Titus STAHL (Univ. Francfort), Daniel LOICK (Univ. Goethe Francfort), Antonia BIRNBAUM (Paris 8 Vincennes-Saint-Denis), Jacques-Olivier BEGOT (Paris 7 Diderot).

Argumentaire :

Dans le cadre de ce workshop commun à mi-parcours, les théories critiques ont été interrogées quant à leur rapport aux pratiques critiques concrètes : Sous quelles formes apparaissent ces pratiques dans les théories critiques ? Quelle signification les théories leur attribuent-elles et quelles fonctions sont-elles censées remplir ?

En effet, des pratiques critiques peuvent être simplement *décrites*, mais la théorie peut également ne les prendre en considération qu'après les avoir *reconstruites*, comme si une reconfiguration de ces pratiques par la théorie était nécessaire afin qu'elles deviennent réellement « critiques » : la question du concept de « reconstruction » se pose, ainsi que celle des critères qui permettent de distinguer cette pratique théorique de la « construction ». Dans les trois cas, il faut poser la question de savoir quel est le mouvement théorique qui permet aux théories critiques respectives de *décrire*, de *reconstruire*, voire de *construire* les pratiques réelles : est-ce une sociologie positiviste qui inspire la théorie, une herméneutique, ou est-ce que la théorie revendique que sa « reconstruction » est une construction, la production d'une connaissance particulière, celle précisément qui permet la critique ? Quelle est donc le rôle de l'abstraction dans la théorie et par rapport à quel cadre général se justifie-t-elle dans la forme concrète qu'elle prend ?

Partant de la forme sous laquelle les pratiques entrent dans les théories critiques, l'étude a porté sur les fonctions qu'elles ont au sein des théories : sont-elles censées montrer que la critique défendue par la théorie existe déjà ? Est-ce qu'elles sont des exemples pour une critique réussie ou manquée qui peuvent, dans les deux cas d'ailleurs, orienter la construction du concept de critique de la théorie ? Sont-elles censées servir de preuve du fait que le travail théorique ne fait que reconstruire la pratique critique du réel ?

Depuis ces réflexions s'ouvre un vaste champ d'analyses possibles : Y a-t-il une différence systématique entre le public de la théorie critique et le destinataire de cette même théorie ? Autrement dit : y a-t-il une distinction à faire entre le public du genre littéraire « théorie critique » et les acteurs des luttes réelles ? Quel concept du « sujet »

pratico-critique est défendu par les théories critiques respectives ? Et quel est le rapport entre ce sujet pratique, et le sujet « philosophique » normalement avancé par ces mêmes théories ? Est-ce le même ? Y a-t-il une tension entre ces deux sujets ? Est-ce que l'identification des deux n'oblige pas la théorie à présupposer le « sujet » dans sa quotidienneté comme étant capable d'agir selon une logique d'émancipation ? Et sinon, comment expliquer une scission au sein du sujet même entre son côté pratico-émancipateur et son côté éthico-normal ?

Réunissant des membres des trois équipes de recherche, ces journées ont permis d'exposer les différentes positions représentées dans le projet quant au rapport entre théorie et pratiques.

Programme :

A. Honneth/J. Christ/F. Vogelmann : Introduction et position du problème

E. Balibar : *Que devient la théorie ?*

F. Vogelmann : *Drei Bilder der Kritik*

F. Callegaro : *Pratiques sociales et institutions réflexives*

B. Ogilvie : *Théorie psychanalytique et pratiques des sujets*

A. Honneth : *Soziale Kämpfe*

C. Colliot-Thélène : *Peut-on autonomiser le sujet ?*

M. Saar : *Das Subjekt der Kritik*

Rapport détaillé :

**Axel Honneth/Julia Christ/Frieder Vogelmann :**  
***Introduction et position du problème***

**A. Honneth :** Le rapport de la théorie à la pratique a connu deux transformations majeures. *La première* se situe au niveau de l'histoire de la théorie et est liée au fait que la théorie, désormais, n'analyse plus les structures de la raison ni celles du monde vécu dans le but d'accéder aux critères de la critique, mais qu'elle analyse les pratiques sociales afin d'en extraire ces critères. Cette transformation a été déclenchée par deux programmes de recherche différents : d'une part celui du néo-pragmatisme (Brandson, Boltanski (sociologie de la critique)) ; d'autre part celui de Foucault. Là où le néo-pragmatisme part du principe que les pratiques se cristallisent dans des règles, accessibles à la conscience des acteurs et donc analysables depuis l'intérieur de l'agir social, l'approche foucauldienne pense les pratiques sociales sous forme de régularités qui ne peuvent être analysées que de l'extérieur (approche externe, c'est-à-dire, généalogique des pratiques). Le but de l'analyse est ici immédiatement critique, au sens où l'analyse elle-même est censée nous soustraire à l'influence des pratiques. Une des questions pour notre projet de recherche est de savoir comment ces deux approches des pratiques se rapportent l'une à l'autre. *La deuxième transformation* dans le rapport entre théorie et pratique est due au fait que nous avons perdu l'assurance qu'il y ait un lien entre ces deux termes ; aucune philosophie de l'histoire ne nous permet d'affirmer ce lien à partir du moment où le *sujet historique* que fut la classe ouvrière a disparu comme sujet réel de l'action. La question est ici s'il y a aujourd'hui encore *une* pratique qui

mérite d'être appelée « pratique critique » et à laquelle la théorie pourrait s'articuler. Par suite, se pose la question de savoir quels aménagements la théorie critique doit opérer sur elle-même, si elle prend en compte la disparition du « sujet historique unifié », tout en gardant, à la fois, un ancrage dans les pratiques réelles et une prise sur ces pratiques en les critiquant ou les orientant. [M. Honneth reviendra sur cette question lors de son intervention de samedi matin]. En résumé, une des tâches les plus urgentes du projet consiste à mettre au jour les raisons pour lesquelles le rapport entre théorie et pratique est profondément altéré.

**F. Vogelmann/J. Christ :** La question du rapport entre pratiques et théorie se pose, pour les théories critiques, à deux niveaux : premièrement dans leur rapport à la pratique des acteurs par rapport auxquelles elles essaient d'étayer leur propositions critiques : quelles pratiques sont prises en considération par les différentes théories critiques et quelles sont les raisons avancées pour choisir une telle pratique et non une autre (pourquoi des luttes (tradition marxiste) et non des coopérations qui fonctionnent sans se donner un « ennemi » (tradition socialiste) ? A partir de quel moment une pratique entre dans le champ de vision d'une théorie (degré de mobilisation des acteurs, violence de la pratique, durée de la pratique, revendications politiques qui se rapportent à des théories critiques déjà existantes) ? Et quels sont les critères pour désigner une pratique comme « critique » ? Ces questions se posent bien évidemment non seulement pour une théorie critique globale, mais également au sein des sciences sociales particulières qui suivent une démarche réflexive. D'autre part, il convient d'interroger le rapport qu'entretient la théorie à la recherche scientifique, donc aux sciences sociales empiriques. Ce rapport est-il positif (École de Francfort, GSPM, LIER) ou négatif (critique des sciences sociales comme sciences du continu, donc de la stabilité de l'existant) ? La théorie critique situe le potentiel critique dans les pratiques des acteurs, et se rapporte à elles de façon médiatisée, à travers les diagnostics des sciences sociales ; il lui revient donc d'interroger les méthodes de recherche qui produisent des énoncés « scientifiques » sur le réel social. Ce rapport critique aux sciences sociales est double : premièrement, il questionne les méthodes employées, il tente de mettre à jour la théorie des sciences sociales sur le lieu du social ; par suite, la théorie critique doit évaluer si elle peut partager cette « opinion » des sciences sociales sur le social. Deuxièmement, il concerne le découpage opéré par les sciences sociales dans le domaine qu'elles ont circonscrit comme « le social ». Au sein de ce domaine, certaines pratiques sont désignées comme pratiques critiques « significatives » ; la théorie prend position par cette désignation. Ainsi, la disparition de la classe ouvrière comme porteur désigné de la pratique critique oblige les théories à revoir entièrement l'appareil méthodologique et conceptuel à travers lequel elles se rapportent au réel. Une des questions centrales de notre projet est certainement de savoir si une philosophie de l'histoire remaniée peut dispenser les théories critiques de ce travail.

#### **Etienne Balibar : *Que devient la théorie ?***

**E. Balibar** revient sur l'importance du mouvement structuraliste afin de dégager le sens et la fonction du terme « théorie ». La théorie, dans la conjoncture des années 1960, se comprenait comme une articulation mouvante entre science (structuralisme) et critique (marxisme). Aucun des deux moments ne pouvait avancer sans l'autre : la critique a besoin de la science au niveau de la conceptualisation, la science de la critique afin de ne pas s'empêtrer dans une conceptualité anhistorique. E. Balibar propose une autre

distinction que celle entre science et critique, à savoir la distinction « science d'objet » et « science des problèmes ». Le structuralisme serait une science d'objet, en ce qu'il clôturait des domaines et établissait des axiomes ; la science des problèmes, en revanche, est une science conjoncturelle qui vise à identifier des problèmes, c'est-à-dire ce qui fait problème pour les acteurs ; elle prend le rôle de la critique, diagnostiquant l'urgence d'une situation, ce qu'elle ne peut faire qu'à travers l'enquête historique. Voilà ce qu'Althusser entendait par « science conflictuelle » : dialectiser de manière conflictuelle les concepts à partir de situations concrètes. Il faut donc dépasser les cadres disciplinaires pour saisir les problèmes réels, ce qui implique de refondre des disciplines ou d'en créer des nouvelles, mais en aucun cas cela implique d'abandonner la science, sans laquelle la théorie, compris comme combinatoire de « science et de critique » (science de l'objet et science des problèmes) ne saurait exister.

**Frieder Vogelmann : *Trois images de la critique : évaluer, déranger, libérer.***

F. Vogelmann distingue dans son intervention trois manières de faire de la critique ; les trois impliquent différentes « pratiques théoriques » et, partant, différents rapports de la théorie à la praxis/aux pratiques, car les « pratiques théoriques » décrivent les « pratiques des acteurs ». 1/ Évaluer (*Vermessen*) : cette forme de la critique dispose de critères (externes, internes, immanents) et évalue le réel à l'aune de ces critères. Au sein de cette tradition (critique normative) on ne discute pas le bien-fondé de la pratique de l'évaluation elle-même, mais uniquement le bien-fondé des critères (d'où les discussions sur la critique externe, interne, immanente). 2/ Déranger/Troubler (*Stören*) : cette forme de la critique essaie de déstabiliser soit un objet (l'objet de la critique) soit déränge l'approche/la conception commune d'un objet. Elle sape les fondements ontologiques qui font en sorte qu'un état de chose est perçu d'une certaine manière (exemple : Butler, *Trouble dans le genre*). Cette critique n'a pas besoin de critères, sa fonction est d'ébranler ce qui s'est stabilisé. 3/ Libérer/émanciper (*Freilassen*) : cette forme de la critique établit des savoirs qui libèrent/émancipent les acteurs pris dans des pratiques quotidiennes et leur permettent de les percevoir autrement. Ici c'est la forme de la description même du réel qui a valeur de critique. Deux formes de critiques sont possibles : la critique de l'idéologie et la critique généalogique de Foucault. Cette dernière est une critique qui nous libère de certaines représentations du monde et change notre rapport à « notre » vérité. Et cette forme de la critique n'a pas pour objet « la société », mais le savoir que la société produit d'elle-même, donc sa réflexivité. Selon F. Vogelmann, c'est uniquement la dernière forme de la critique qui est consciente de l'activité (critique) que sa pratique théorique de description du réel inclut toujours déjà ; et c'est la seule manière de prendre en compte le « spirituel » qui constitue la société en même temps que les pratiques. Elle a en outre le plus haut niveau de réflexivité : la critique qui évalue n'évalue pas ses propres critères, la critique qui déranger ne se déränge pas elle-même. En revanche, la critique « libératrice » peut se libérer à tout instant elle-même des savoirs qu'elle a produits.

**Francesco Callegaro : *Pratiques sociales et institutions réflexives***

F. Callegaro entreprend d'explicitier le cadre épistémologique qui organise le travail de recherche au sein du LIER (*Laboratoire interdisciplinaire d'études sur les réflexivités*), qui est un membre important de notre projet de recherche, ainsi que la perspective théorique qui

est en train de se dégager sur cette base. L'orientation épistémologique générale qui définit ce laboratoire se caractérise par la volonté de dégager les conditions d'une convergence inédite, du moins en France, entre philosophie et sociologie à partir d'une interrogation commune concernant les pratiques, les dispositifs et les institutions qui permettent ou empêchent les acteurs et les sociétés de déclencher des processus réflexifs investissant les normes sociales. La *réflexivité* est ainsi l'angle d'approche à partir duquel se trouve reformulée la question de la critique, comprise comme une activité sociale dont la sociologie décrit le déploiement au sein des pratiques et des institutions pour en encourager le développement, dans et par une critique des dispositifs et des dispositions qui l'entravent. En radicalisant ainsi la réflexivité critique des acteurs, la sociologie en vient à interroger le sens des *principes* qu'ils mobilisent, fondés tels qu'ils sont sur des ordres de justification qui renvoient à l'organisation interne de l'idéologie moderne. C'est alors la critique sociale elle-même qui fait l'objet de la critique sociologique pour autant qu'elle repose sur des principes tirés d'une idéologie qui, dans son énonciation individualiste explicite, présente un caractère manifestement antisocial. La sociologie cherche ainsi moins à remettre en question la critique qu'à lui donner les moyens de s'accomplir en lui permettant de rejoindre une compréhension adéquate, parce que sociale, des principes modernes qui en sont au fondement, tels qu'ils se laissent saisir à partir d'une critique des catégories centrales de l'idéologie moderne – l'individu, le sujet, la volonté libre, etc.. Dans son mouvement critique, la sociologie finit alors par prendre pour objet la philosophie elle-même, celle qui a contribué à forger l'idéologie moderne en articulant et justifiant ses catégories centrales au nom d'une conception naturalisée de l'homme, pensé comme un individu autonome ayant intrinsèquement droit aux droits. Ainsi, l'interrogation critique de la sociologie aboutit toujours à remettre en question la philosophie politique moderne dans sa prétention d'avoir pensé les conditions intellectuelles de l'ordre moderne. Seule la philosophie, tel est le pari de la *philosophie des sciences sociales*, peut alors mesurer l'écart qui sépare la compréhension sociologique des catégories modernes de celle d'abord élaborée par la philosophie politique. Une philosophie qui entend faire sienne la rupture intellectuelle de la sociologie est donc destinée à se repenser comme un savoir nécessairement second dont la tâche propre consiste tout d'abord à en refaire l'histoire pour clarifier les conditions théoriques et politiques de son surgissement.

**Bertrand Ogilvie : *Ferdinand Deligny ou la mise en question  
de la théorie par la pratique***

**B. Ogilvie** présente les travaux pratiques psychiatriques de Deligny, auteur inassimilable par la théorie psychiatrique normale et pourtant producteur d'une autre théorie psychiatrique. Chez Deligny la mise en question de la théorie psychanalytique et psychiatrique ne mène en effet pas à la destruction de la « théorie », mais à une nouvelle forme de théorie au sein de laquelle la réflexivité et la conceptualité ne sont pas au premier plan. Il nous délivre une sorte de science qui n'est pas science d'objet sans pour autant devenir non-science. Cette nouvelle science est une science qui travaille avec l'image conçue comme acte de pensée ; l'image est conçue comme une œuvre théorique qui se déploie dans plusieurs dimensions : 1/ Dimension spatiale, elle délivre une topologie de l'espace et de la vie en commun. 2/ Une dimension cartographique, l'image est un relevé de traces. 3/ Une dimension temporelle, l'écriture

commentant ces images a une temporalité propre, une temporalité qu'on pourrait appeler celle de la « description ». Selon B. Ogilvie on pourrait émettre l'hypothèse que, inversement, la science d'objet a une temporalité propre, à laquelle celle de la science de Deligny est irréductible. La temporalité de la science d'objet serait une temporalité de l'apprentissage : il faut qu'on puisse apprendre la science d'objet. Deligny établit une science qui se refuse à cette temporalité ; et c'est la pratique des enfants autiste (son « objet ») qui l'oblige à changer de cadre théorique. L'autisme n'a pas de mathesis, peut-être parce qu'il est en dehors du langage. Cela pose un problème pour toutes les théories critiques qui veulent parler à la place de ceux qui ne peuvent pas parler, ne trouvent pas de langage, sont exclus de la parole ; bref, de ceux qui sont dans le mutisme. Selon B. Ogilvie, le commerce avec le silence est uniquement possible à travers l'attention du regard ; celui qui crée des concepts n'exprime pas ce silence-là qui, peut-être, n'est pas seulement incapacité à parler mais aussi refus de la parole. La nouvelle théorie de Deligny, basée sur son expérience avec des enfants autistes, le conduit à formuler une autre théorie du communisme, conçu désormais comme hétérogénéité absolue ; ce serait là une vraie suspension de l'interpellation (telle qu'Althusser la conçoit).

**Axel Honneth : *Des luttes sociales,*  
*Remarques capricieuses d'un géomètre (évaluateur)***

A. Honneth annonce qu'il s'apprête à remettre en cause un objet central pour le rapport entre théorie et pratique sans savoir comment le reconstruire après. La théorie propre à la théorie critique doit être ancrée dans l'agir social qu'elle vise à surmonter. Il doit donc être possible de trouver dans l'agir social ce que Horkheimer appelle un « comportement critique » et ce nous appelons depuis un certain temps déjà les « luttes sociales ». La théorie critique doit se concevoir elle-même comme outil de ces luttes. Elle est donc expression consciente d'elle-même de ces luttes ou bien l'outil réflexif de la pratique critique ; son but est d'élever cette pratique critique à un niveau plus élevé de la raison. Quatre questions se posent si l'on défend cette conception du rapport entre théorie et pratique : 1/ Les luttes sont-elles l'expression d'un intérêt ou l'expression d'un sentiment moral lésé ? 2/ La théorie se rapporte-t-elle à des pratiques sociales ordinaires ou à un certain type de pratique sociale, c'est-à-dire à une seule pratique, celle qui critique les pratiques ordinaires ? 3/ Est-ce que l'agir critique dispose d'une orientation normative ou est-ce qu'il est indéterminé ? 4/ Quel est donc le rapport entre théorie et pratique ? La thèse d'A. Honneth est la suivante : la lutte des classes réelle a disparu, et il est donc désormais malaisé de répondre à ces quatre questions, parce que la réponse ne peut ni s'appuyer sur une forme de lutte organisée dans la durée et donc stable, ni sur des comportements critiques légués, c'est-à-dire sur une tradition de comportement critique.

Ensuite, A. Honneth explicite les quatre questions :

Ad 1/ Intérêt *versus* morale : Les luttes sociales sont-elles l'expression d'un intérêt ou d'une injustice subie (donc d'un sentiment moral lésé) ? Si la théorie est l'organon des luttes, la question de savoir lequel des deux points de vue est adopté est central, à la fois pour ce qui concerne le niveau de l'explication des luttes que celui de la justification des luttes (à ce dernier niveau il s'agit de justifier les objectifs des luttes). a.) La théorie part

du principe que les luttes expriment des intérêts. Au niveau de l'explication elle doit donc affirmer que quelque chose comme des « intérêts objectifs » existe. Par suite elle doit ancrer ces intérêts objectifs dans des besoins aussi objectifs. Au niveau de la justification, elle doit donc recourir à une forme d'utilitarisme. Le but des luttes est la somme du bien-être individuel. b.) La théorie part du principe que les luttes expriment des points de vue moraux (expérience d'injustice). Au niveau de l'explication, on a donc ici toujours déjà répondu à la question de savoir quel est le point de vue des acteurs : c'est un sentiment de justice, ce qui signifie que des êtres sociaux peuvent interroger un ordre social en vue de sa légitimité. Au niveau de la justification elle recourt aux objectifs normatifs formulés par les membres de la société. Thèse : Il faut comprendre les luttes sociales comme étant fondées dans un sentiment partagé de justice.

Ad 2/ Quel est notre objet quand nous parlons de luttes sociales ? a.) Il s'agit là d'un type spécial de l'agir social ordinaire ; c'est une pratique sociale comme l'éducation des enfants ou le sport. Problème : nous pouvions nous rapporter à ce genre de pratique tant que le mouvement ouvrier existait encore, c'était la seule pratique sociale critique stable [une exception : le mouvement féministe]. *La lutte sociale est ici une institution.* Aujourd'hui nous devons compter avec une pluralité de luttes sociales et il conviendrait donc de concevoir une stabilité plurielle. Concept qui n'a pas encore été établi philosophiquement. b.) Il s'agit là d'un agir social instable consistant dans des luttes contre des pratiques institutionnalisées. Ce ne serait donc pas une forme de pratique (durable), mais une mise en question de l'existant. Hirschmann : *exit* ou *voice* ; Boltanski : sociologie de la critique = mise en question de pratiques de légitimation ; Foucault : luttes.

Ad 3/ Est-ce que l'agir critique dispose d'une orientation normative ou est-ce qu'il est indéterminé ? Tant que le mouvement ouvrier existait, on pouvait parler de ce genre d'orientation normative stable ; avec son délitement il faut prendre en considération la discontinuité des luttes. Ces luttes-là ne sont que des interruptions du réel, sans orientation normative stable. Tout devient « comportement critique » et on ne peut plus faire de distinction entre des comportements progressistes et des comportements régressifs.

Ad 4/ Quel est donc le rapport entre théorie et pratique ? Étant donné ce que l'on a vu, l'objet traditionnel de la théorie critique se dissout et son rapport à la pratique devient incertain. Elle ne peut plus appuyer l'orientation normative de sa propre critique (ses critères) sur une orientation normative stable dans le réel qui se cristalliserait dans une pratique continue, portée par une tradition commune. Ainsi la capacité de la théorie critique à se justifier dans sa propre activité en référant à la pratique réelle est détruite.

#### Catherine Colliot-Thélène : *Peut-on autonomiser le sujet ?*

Une bonne partie de la théorie critique a toujours cherché le sujet révolutionnaire ; dernièrement elle se tourne vers le sujet souffrant, qui ne peut plus dire lui-même comment s'en sortir. Le sujet révolutionnaire ici est un sujet malade mais qui ne se sert pas de sa privation pour quitter son état (ce n'est pas un sujet qui n'a rien à perdre sauf sa souffrance). D'où la question de savoir si l'on peut autonomiser le sujet, lui donner des « dispositions révolutionnaires » [autonomiser traduit ici « *empowerment* »]. Donner, c'est-à-dire octroyer, là est le point de la difficulté. Car s'il est possible d'octroyer un

statut, l'est-il d'octroyer une disposition à agir ? La tradition libérale distingue généralement entre droits-libertés et droits-créances, la seconde catégorie recouvrant ce qu'on appelle plus banalement les droits sociaux. Cette distinction tend à faire des droits sociaux des droits de second ordre. Elle suggère, en effet, qu'ils ne peuvent être justifiés à partir du principe de la liberté de l'individu (au sens moderne du terme, où liberté et égalité s'impliquent réciproquement), et que le sujet qui en bénéficie est toujours de quelque manière assisté. Il est cependant une autre interprétation de ces droits, que l'on trouve en particulier dans la mouvance solidariste, ou plus largement chez un certain nombre de théoriciens républicains français du début du 20<sup>e</sup> siècle. Il revient à Robert Castel d'avoir ressuscité cette problématique dans le magnifique ouvrage qu'il a publié en 1995, *Les métamorphoses de la question sociale*. Ce qu'il découvrait chez ces auteurs (Léon Bourgeois, Célestin Bouglé, Alfred Fouillé) était une justification des droits sociaux dans un registre argumentatif autre que celui de la charité ou de l'assistance. Ces droits étaient conçus comme propriété sociale, remplissant pour les non propriétaires des fonctions analogues à celles de la propriété privée, c'est-à-dire assurant la sécurité des individus contre les aléas de l'existence. Cette interprétation permettait de penser les protections sociales comme des droits authentiques en les liant à la liberté. Avec une limite, toutefois, que Robert Castel a très bien perçue : les droits sociaux ne sont que les supports d'une individualisation positive, des « conditions préalables pour entrer dans un processus de devenir-sujet ». Cette limite tient à la différence entre indépendance et autonomie. Les conditions de l'indépendance sont en effet toujours d'ordre institutionnel (libertés civiles, politiques et protections sociales). Quelle que soit la manière dont on les justifie, leur détermination fait fond sur un pouvoir (politique) auquel il revient la charge de les garantir. Les droits sociaux en revanche sont considérés comme des droits de second ordre, sauf dans la tradition solidariste française où ils sont considérés comme fondamentaux, car tributaires du fait de l'interdépendance des individus. Pour **C. Colliot-Thélène**, ils devraient être considérés comme une condition de possibilité de l'autonomie des individus. Les perspectives politiques de cette acception de l'*empowerment* sont nécessairement nettement plus imprécises que celles des interprétations social-libérales. Mais l'interprétation radicale de l'*empowerment* a l'intérêt de mettre en évidence la contradiction inhérente à toute démarche, pédagogique ou politique, qui vise à instituer le sujet libre.

### Martin Saar : *Le sujet de la critique*

**M. Saar** part de la thèse que toute pratique est toujours une pratique des sujets. Ceci vaut aussi pour la pratique critique. La scène de la critique est donc toujours aussi la scène de la subjectivité. Il convient donc de poser à nouveaux frais la question du sujet de la critique. M. Saar développe trois thèses : 1/ Seul le sujet peut critiquer. Il s'ensuit que toute théorie critique doit inclure un volet « théorie critique du sujet » et examiner la genèse et l'acquisition des capacités critiques des sujets. Nous ne pouvons pas nous fier à ce que l'institution, par exemple, critique à la place des sujets. 2/ Seul le sujet peut être critiqué. Le destinataire de la critique est toujours un sujet ; en tant que tel, ce sujet-là est la condition de la réussite de la critique. Toute théorie critique doit donc inclure un volet « théorie critique de la capacité à entendre de la critique ». Ici aussi il conviendrait d'examiner les conditions réelles de la possibilité de pouvoir « être

critiqué ». 3/ Seul le sujet peut critiquer et le sujet ne peut critiquer qu'un sujet. Autrement dit : dans la critique des sujets se rapportent les uns aux autres. La critique est une relation. La critique mutuelle est également une capacité que les sujets doivent acquérir au cours de leur vie ; de nouveau une théorie critique ne peut pas délaissier ce domaine et doit s'interroger sur les conditions de possibilité de cette capacité à entrer dans une relation critique.

## 4. DEUXIÈME PARTIE DU PROJET : MOIS 15 À 34 – ÉVÉNEMENTS PAR AXES

### AXE 1 : ÉTUDE HISTORIQUE DU CONCEPT DE CRITIQUE DANS LES TRADITIONS FRANÇAISE ET ALLEMANDE

➤ **Workshop « L'actualité de Benjamin », organisé par Gérard RAULET (Paris-Sorbonne), Katia GENEL (Paris 1 Panthéon-Sorbonne) et Gilles MARMASSE (Paris-Sorbonne), Universités Paris-Sorbonne & Paris 1 Panthéon-Sorbonne : 12 avril 2014, Centre universitaire Malesherbes.**

Participants : Jacques-Olivier BEGOT (Paris 7 Diderot), Antonia BIRNBAUM (Paris 8 Vincennes-Saint-Denis), Katia GENEL (Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Michael LOEWY (CNRS/EHESS), Gilles MARMASSE (Paris-Sorbonne), Nathalie RAOUX (EHESS), Gérard RAULET (Paris-Sorbonne), Bruno TACKELS, Clemens-Carl HÄRLE (Freie Univ. Berlin).

Argumentaire :

Consacré à un bilan de l'apport de Walter Benjamin à une Théorie critique de l'histoire, le *workshop* a proposé un inventaire des concepts critiques qui lui sont spécifiques, ou auxquels il a du moins donné une place centrale, et qui ont, pour certains, profondément marqué les autres penseurs majeurs de la Théorie critique, notamment Max Horkheimer et Theodor W. Adorno. On pense, par exemple, à celui de pouvoir mimétique. L'accent a été mis sur les concepts « transversaux », c'est-à-dire ceux qui non seulement traversent toute l'œuvre de Benjamin mais assurent le lien entre les sphères de la métaphysique (et du débat avec la théologie), de la théorie de la connaissance, de l'anthropologie, de l'esthétique et, bien entendu, de la philosophie de l'histoire (« Die Aufgabe des Übersetzers » (p. 50-64), « Über das mimetische Vermögen », « Schicksal und Charakter », « Zur Kritik der Gewalt », « Theologisch-politisches Fragment », « Erfahrung und Armut », « Über den Begriff der Geschichte »).

Rapport détaillé :

La première des catégories au moyen desquelles Walter Benjamin a repensé la pratique de la critique, introduite dans la thèse sur le concept de critique esthétique dans le romantisme allemand, est celle de « teneur de vérité », par laquelle Jean-Marc Durand Gasselin a ouvert les travaux du *workshop*. La notion de teneur de vérité (*Wahrheitsgehalt*), qui désigne l'objet propre de la critique, apparaît comme une notion précoce et centrale chez Benjamin. Elle permet de le situer par rapport à l'esthétique du jeune Lukács ou au projet du jeune Bloch, mais aussi d'explicitier la manière très singulière dont il va se réappropriier le marxisme, au prix justement d'un changement du rôle de la critique et des coordonnées de la teneur de vérité. Ces changements programment la notion à devenir paradoxalement à la fois omniprésente et invisible dans les écrits de Benjamin, comme l'illustrent tout particulièrement les derniers écrits sur Baudelaire.

Dans la discussion G. Raulet objecte qu'elle relève alors du destin qui est précisément celui de la poésie de Baudelaire. Adorno, lorsqu'il la fait sienne, semble réhabiliter une problématique que Benjamin, en l'assignant à l'aura, relègue dans une époque révolue pour lui substituer l'esthétique des forces productives. Quoi qu'il en soit, cette notion cerne très exactement la conception benjaminienne de la critique en matière culturelle – par quoi le *workshop* Benjamin enchaîne sur celui sur la *Dialectique de la raison*. « La vérité doit être placée au cœur de l'esthétique » Elle est à chercher dans le message que l'art véhicule sur la vérité du monde « après Auschwitz » ; « l'étonnement devant la force politique des œuvres ». Et pas dans une critique de l'idéologie. Le rapport entre *Wahrheitsgehalt* et *Sachgehalt* est particulièrement éclairant sur tout ce qui distingue l'approche de Benjamin et d'Adorno du marxisme vulgaire.

**Antonia Birnbaum**, dans sa communication *Pourquoi Benjamin n'est pas kantien : Le concept de critique artistique dans le romantisme allemand* a insisté sur ce qui distingue la finalité sans fin et le libre jeu des facultés dans la critique du jugement esthétique chez Kant et les enjeux politiques pratiques qui dominent l'approche benjaminienne.

Un autre aspect essentiel de cette dimension pratique de la critique est le rapport entre le « primat de l'objet » et l'exigence du concept, qui doit être lié au rapport entre moment mimétique et jeu. Cette thématique, déjà abordée dans le cadre des journées consacrées à la *Dialectique de la raison*, est reprise par **Gérard Raulet** dans son exposé sur *le pouvoir mimétique*. C'est là le paradoxe fondamental de toute l'œuvre adornienne : comment le moment mimétique (y compris comme mimésis de la réification) parvient à introduire du jeu là où, à l'inverse, le concept n'introduit que de l'équivalence, et non de la liberté. Il semble qu'il faut rapporter à cela la relation entre *Wahrheitsgehalt* et *Sachgehalt*. Le *Wahrheitsgehalt* maintient une expérience authentique au-delà de la perte d'expérience et de la perte de la narration. Il constitue une tentative de dépassement de l'alternative forgée par l'industrie culturelle entre art engagé et art pour l'art comme l'a montré **Patricia Lavelle** dans sa communication : *Création artistique et critique d'art chez Benjamin*.

A partir des fragments et des textes partiels publiés récemment (*Baudelaire*, édition établie par G. Agamben, B. Chitussi et C.-C. Härle, La fabrique 2013), **Clemens-Carl Härle** s'est efforcé de dégager les enjeux du livre inaccompli de Benjamin sur Baudelaire. Afin de démontrer *comment Benjamin cherche à renouveler la relation entre critique sociale et critique de la culture*, son analyse s'est surtout consacrée au statut de la forme allégorique chez Baudelaire, à sa différence avec l'allégorie baroque, à son rapport avec les correspondances, à son affinité et son opposition radicale avec l'allégorie de la marchandise qui constitue pour Benjamin la forme nucléaire des phénomènes sociaux. La deuxième partie de l'exposé a prolongé la réflexion vers la politique en examinant la XVII<sup>e</sup> thèse sur le concept d'histoire, où sont élaborés les opérateurs épistémologiques du projet benjaminien visant à intégrer analyse poétique et description historique dans une conception monadologique de l'histoire.

➤ **Workshop Marx I « Qu'est-ce qu'une théorie critique de la société ? Marxisme et théorie critique », en partenariat avec l'ENS-Paris : 8 novembre 2014, Maison de la Recherche, Paris.**

Participants : [Antonia BIRNBAUM \(Paris 8 Vincennes-Saint-Denis\)](#), Jean QUETIER, Guillaume FONDU, Florian NICODEME (ENS-Paris), [Julia CHRIST \(Univ. Goethe Francfort\)](#), Jacques BIDET.

Argumentaire :

Les études qui s'intéressent à la « théorie critique de la société », et spécifiquement à la Théorie critique de l'École de Francfort, reposent sur une prémisse commune : la forme de critique mise en œuvre par la théorie est celle de la « *critique immanente* ». Est entendue par là une théorie qui trouve les critères de sa critique au sein même du social qu'elle est en train de critiquer. La figure originaire de cette conception de la critique se trouve chez Marx, sous plusieurs formes qui se succèdent mais ne s'annulent pas : de la « critique dans la mêlée » à la critique de l'économie politique, en passant par la critique des critiques philosophiques. Le *workshop* s'est proposé de réexaminer historiquement, de Marx à la « Théorie critique de la société » francfortoise, l'articulation de la théorie et du social.

Programme :

Antonia Birnbaum : *La lutte pour la durée de la journée de travail dans Le Capital.*

Jean Quétier : *Le concept de communisme dans L'Idéologie allemande et les Manuscrits de 1844.*

Guillaume Fondu : *L'analyse critique de la forme marchandise dans les Grundrisse et dans Le Capital.*

Florian Nicodème : *Le modèle de la Robinsonade comme mode de la critique.*

Julia Christ : *La prétendue accumulation primitive, ou Etat-nation et dette.*

Jacques Bidet : *La théorie critique et la lecture du Capital.*

Rapport détaillé :

Le *workshop* a été ouvert par **Antonia Birnbaum**, qui a centré son analyse sur « La lutte pour la durée de la journée de travail dans *Le Capital* ». Dans les récurrents usages actuels du concept de crise, l'idée de lutte radicale est aujourd'hui délaissée ; elle a laissé sa place à des notions explicitement non-radicales, comme celle de « care ». C'est ce qui rend tout particulièrement nécessaire, dans une réflexion sur ce que doit être une théorie critique de la société aujourd'hui, le retour à la conception de la classe ouvrière comme une classe en lutte, et notamment en lutte au sujet de la durée de la journée de travail.

Dans le chapitre du *Capital* consacré à la durée du temps de travail, Marx fixe, outre une limite d'ordre moral, deux limites d'ordre physique à celle-ci, l'une inférieure, l'autre supérieure. Le temps de travail doit être supérieur au temps que coûte la reproduction de la force de travail, mais il atteint à l'inverse sa limite maximale lorsque la reproduction de la force de travail conduit à épuiser totalement cette force de travail ; d'où découle la nécessité d'accorder des temps de repos. Or, le capitaliste, qui voit en tout temps autre que le temps de travail un vol de son capital, ignore de son côté toute

limite, pouvant ainsi aller jusqu'à la destruction de la force de travail – ce qui du reste rend apparent le fait que l'exploitation de l'ouvrier est en réalité toujours une surexploitation. Ce phénomène paradoxal, d'anéantissement de la force de travail dont le capitaliste dispose lui-même, implique néanmoins également que le capital a besoin en son sein d'un principe susceptible de l'inciter à se limiter, à se socialiser : c'est précisément la lutte des classes qui opère ce processus. En d'autres termes, le capital se voit imposer par le biais de la lutte des classes son propre intérêt. Une telle interprétation, proposée notamment par Mario Tronti, signifierait néanmoins si elle devait s'avérer correcte que la lutte des classes marque de manière inéluctable un échec de la classe ouvrière, dans la mesure où elle oblige à constater que le capital parvient en réalité toujours à intégrer même ce qui s'oppose à lui.

Dans son étude sur « Le concept de communisme dans *L'Idéologie allemande* et les *Manuscrits de 1844* », Jean Quétier s'est quant à lui attaché à cerner les évolutions que connaît l'usage du concept de communisme à un moment charnière du début de l'œuvre de Marx. Le concept de communisme est un concept symptomatique de la critique immanente de la société formulée par Marx. Or, une étude contrastive du statut critique de ce concept dans les *Manuscrits de 1844* et dans *L'Idéologie allemande* fait apparaître une évolution de la conception d'une critique immanente, d'une critique immanente clarificatrice vers une critique immanente interventionniste. Dans les *Manuscrits de 1844*, Marx travaille encore à la définition du concept de communisme, notamment par le biais d'une confrontation avec les thèses de Hegel et de Feuerbach, aboutissant alors à la thèse que le concept de communisme représente l'effectuation de l'essence humaine. Dans *L'Idéologie allemande*, qui regroupe des textes écrits à peine quelques mois plus tard, il est désormais moins question du communisme que des communistes, le communisme s'étant déplacé sur le terrain de la pratique : le communisme est désormais défini comme le « mouvement effectif qui abolit l'état actuel ». Dans les deux cas, la critique est donc immanente, mais elle est dans le premier cas immanente au terrain de la philosophie, tandis qu'elle est dans le second immanente au terrain des luttes.

Au cours de la discussion, Gérard Raulet a précisé que les *Manuscrits de 1844* constituaient en réalité déjà en eux-mêmes un écrit de transition vers le terrain de la pratique. Julia Christ a quant à elle objecté au concept marxien de critique immanente que l'interventionnisme de *L'Idéologie allemande* demeurerait en réalité un interventionnisme fortement théorique, et Jean Quétier a ajouté qu'il y avait effectivement un paradoxe entre la volonté interventionniste manifestée par Marx et le lourd appareil théorique dont son ouvrage fait état. Cela tient selon lui au fait que *L'Idéologie allemande* fut également pour Marx l'occasion de régler ses comptes avec son propre passé d'intellectuel pour mieux se consacrer ensuite à une forme nouvelle de critique immanente de la société.

L'intervention de **Guillaume Fondu**, « L'analyse critique de la forme marchandise dans les *Grundrisse* et dans *Le Capital* », a principalement porté sur le 3<sup>ème</sup> sous-chapitre du chapitre 2 de la *Critique de l'économie politique*, texte dans lequel est mis en évidence le fétiche monétaire. Marx y montre en effet que l'argent dépasse les fonctions qui lui sont classiquement attribuées : ce qui devait être et demeurer un simple moyen (comme monnaie de compte et comme moyen de circulation) devient en réalité une fin en soi.

On ne peut comprendre cette modification qu'en intégrant à l'analyse de ce phénomène la notion de profit, qui fait apparaître l'argent comme un objet universellement désiré. Ou pour le dire du point de vue de la représentation, l'argent est à la fois marchandise et représentation de la richesse universelle, extérieure au monde de la marchandise. Pour expliquer ce statut paradoxal, Marx recourt à la théologie : l'argent est en quelque sorte le Dieu des marchandises, existant d'un côté de la même manière que les autres marchandises, mais les contenant en même temps toutes. Feuerbach expliquait que Dieu est le concept inclusif de toute réalité et l'homme le concept inclusif de toute nullité ; si l'on remplace dans cette relation respectivement « Dieu » par « argent » et « homme » par « marchandise », alors on est en mesure de mieux comprendre le phénomène paradoxal de l'argent.

La particularité de ce texte de Marx tient donc à ce qu'il y mobilise des motifs théoriques empruntés à l'histoire de la philosophie allemande, et plus particulièrement à l'histoire de la philosophie de la religion de langue allemande, mais en laïcisant ces motifs, pour mettre en évidence qu'ils s'incarnent en réalité dans le monde concret et l'existence sociale. Ce dernier aspect est ce qui fait la pertinence de Marx et de sa critique de l'économie politique aujourd'hui : il rend manifeste les formes qui gouvernent le monde capitaliste, et livre ainsi, en creux, une idée de ce que serait une politique « de transition » qui permettrait d'en sortir.

**Florian Nicodème** a quant à lui porté son attention sur « Le modèle de la robinsonade comme modèle de la critique ». L'intention de son intervention a été d'une part de redonner toute sa valeur à la robinsonade, d'abord massivement critiquée par Marx, mais semblant ensuite être requalifiée dans *Le Capital*, et d'autre part, de faire apparaître les spécificités de la robinsonade marxienne comparée aux robinsonades traditionnelles.

En 1857, la robinsonade est encore critiquée par Marx comme une fiction anachronique, mettant en scène des individus isolés, à l'état naturel, alors qu'il s'agit pour lui d'observer l'individu au sein du système capitaliste. Dans *Le Capital*, néanmoins, Marx fait une lecture bien différente du genre : la robinsonade n'est plus la représentation illusoire d'un ordre anté-social, elle permet désormais au contraire de faire disparaître d'un coup tout le mysticisme du monde de la marchandise – en d'autres termes : de mettre fin au fétichisme – et de mettre ainsi en lumière l'origine de la valeur des marchandises. Elle acquiert de cette façon un statut pédagogique particulier, présentant des déterminations sous des formes épurées, qui ne contiennent que ces déterminations, et permettant de se focaliser sur celles-ci. C'est notamment le cas au sujet du travail : Robinson étant seul sur son île, apparaît une identité immédiate entre le travail comme dépense physique de l'individu et la dimension sociale du travail. Dans *Le Capital*, la robinsonade est donc devenue le support matériel objectif des analyses de Marx. Elle est une fiction retranscrivant une situation objective bien que non historique, une expérience de pensée non au sens d'une production fictionnelle, mais dans le double sens à la fois d'un récit plausible et d'une expérimentation.

**Julia Christ** a axé son examen de ce que peut être une théorie critique de la société sur la thématique de « La prétendue accumulation primitive, ou État-nation et dette ». Pour Marx, la dette d'État est une caractéristique du système capitaliste. La constitution

d'un État moderne capitaliste est un processus d'accumulation initiale par aliénation des moyens de production et des territoires des individus particuliers. Si l'État acquiert donc ses possessions par dépossession de ses sujets, alors ne reste à ces derniers – à la nation – qu'une seule possession : la dette publique, qui du reste altère de ce fait la notion de possession dans la mesure où ce qui appartient ici à l'individu ne lui appartient en réalité pas, mais appartient au créancier. La doctrine libérale selon laquelle la nation, en payant l'impôt, s'acquitte d'une dette dans le but d'augmenter les services qui lui sont offerts, est donc en réalité parfaitement incorrecte : l'impôt que paient les citoyens ne leur profite pas, il profite à quelqu'un d'autre – au créancier. Marx explique ce phénomène paradoxal, dans lequel chaque citoyen accepte de payer un impôt dont il ne retire pas de bénéfice, par le fait qu'il a été institué par la violence et la force, puis est devenu une habitude dont on a cessé de questionner le bien-fondé. Du reste, on peut supposer à cet égard un rapprochement tacite entre les deux sens de l'allemand « Schuld », par le biais de l'idée selon laquelle ceux qui ne sont pas parvenus à faire fructifier leurs ressources se sont par là rendus coupables (« schuld ») et ont donc accumulé des dettes (« Schulden ») ; un tel rapprochement permet de faire accepter aux citoyens d'un pays qu'ils doivent payer leur impôt afin de participer au remboursement d'une dette d'État.

Au cours de la discussion, Guillaume Fondu a émis l'objection que ce texte de Marx n'était peut-être plus tout à fait actuel dans la mesure où la dette publique n'est aujourd'hui plus réglée en majorité par l'impôt (mais par la vente d'entreprises ou de biens nationaux, par exemple). Pour autant, Julia Christ a souligné que l'analyse conservait une actualité manifeste dans un contexte d'appels à la création de dettes au motif en réalité fallacieux d'une amélioration des droits sociaux.

Clôturent le *workshop*, Jacques Bidet, dans son intervention sur « Théorie et critique dans *Le Capital* », a souligné que *Le Capital* est à la fois une critique de l'économie et une critique de la société capitaliste. C'est là que réside sa véritable innovation : penser les rapports de production à partir des rapports de classe. Il existe en effet selon J. Bidet un phénomène social total, où les rapports entre base et superstructure ne sont pas à sens unique, où les concepts sont à comprendre à la fois comme économiques *et* politiques. Il est donc nécessaire de ne pas réserver *Le Capital* aux économistes mais d'y voir également un livre pour philosophes en général. Et cela est d'autant plus le cas aujourd'hui, à l'heure où l'articulation contemporaine pertinente n'est plus celle entre infra- et superstructure au sein d'une société particulière, mais celle d'un système-monde, ou d'un État-monde, articulé autour du rapport entre un centre et sa périphérie.

➤ **Workshop Marx II : « Qu'est-ce qu'une théorie critique de la société ? », en partenariat avec l'ENS-Paris : 13 décembre 2014, ENS-Paris.**

Participants : Catherine COLLIOT-THELENE (Univ. Rennes 1), Frieder VOGELMANN (Univ. Brême), Louis CARRE (UBL), Antonin WISER (Univ. Lausanne), Daniel LOICK (Univ. Goethe Francfort), Jacques-Olivier BEGOT (Paris 7 Diderot).

Programme :

Catherine Colliot-Thélène : *La critique de la propriété privée est-elle encore un sujet d'actualité ?*

Frieder Vogelmann : *Must Necessity Disempower ? Critique and Necessity in Foucault and Marx.*

Louis Carré : *Y a-t-il une philosophie marxiste ?*

Antonin Wisser : *L'aliénation chez Marx et Adorno.*

Daniel Loick : *Juridification and Politics.*

Jacques-Olivier Bégot : *Reflets, expressions et autres médiations : sur quelques controverses autour du « modèle esthétique ».*

Compte rendu :

S'inscrivant dans la continuité directe du premier, ce deuxième *workshop* a permis de continuer la réflexion sur ce qu'est et ce que peut être une théorie critique de la société, aussi bien sous un angle historique, par une analyse des textes de la tradition marxiste, que sous celui de sa potentielle actualisation aujourd'hui.

La journée a été ouverte par Catherine Colliot-Thélène, autour de la question « La critique de la propriété privée est-elle encore d'actualité ? » Ce titre peut être lu de deux façons : s'il s'agit de se demander si la propriété privée est encore thématifiée à l'heure actuelle, alors la réponse à apporter est négative ; s'il s'agit par contre de se demander s'il est souhaitable qu'elle le soit, alors la réponse à apporter est selon C. Colliot-Thélène positive. A cette fin, il est utile d'effectuer un détour par l'histoire. Dans *La Question juive*, la critique de la propriété privée s'opérait encore via une critique des droits de l'homme, jouant sur l'opposition de ceux-ci avec les droits du citoyen : l'homme subsumé dans les droits de l'homme était pour Marx l'homme égoïste et possédant. Il en va différemment dans *Le Capital* : la critique qui y est formulée est une critique centrée sur les processus de production, qui met en évidence le fait que l'ouvrier et le directeur d'usine n'ont pas les mêmes droits. Dans ce deuxième texte, le nœud de la critique porte donc sur le renversement du droit de la propriété privée (qui n'est pas *en soi* au cœur de la critique marxienne) tel qu'il se produit au sein de l'économie capitaliste, celle-ci déposédant le travailleur sans même d'ailleurs que les règles juridiques du pays au sein duquel ce processus a lieu aient pour cela besoin d'être modifiées. Il apparaît ainsi que le capital est moins un processus d'accumulation qu'un processus d'expropriation.

L'opposition entre propriété privée et propriété collective, qui a fortement déterminé la tradition marxiste au 20<sup>ème</sup> siècle, a eu le défaut de faire oublier les recherches historiques menées par Marx sur la nature de la propriété, au cours desquelles il a pu définir la propriété comme le rapport de l'homme à ses conditions naturelles de production, comme la condition nécessaire de reproduction de sa vie. Or, cette définition permet de faire ressortir le caractère absolument inédit du travailleur dans le système capitaliste : la caractéristique néfaste de la propriété privée dans le système

capitaliste n'est pas le fait qu'elle soit « privée », mais le fait que la frontière qui la délimite ne la sépare pas tant d'une autre propriété privée que de la non-propriété, statut nouveau du travailleur. L'abolition de la propriété privée dans le système capitaliste à laquelle Marx appelle est dès lors à entendre comme la négation d'une négation, devant mener à une propriété individuelle, mais non privée, rétablissant l'union originaire du travailleur et de ses moyens de production. Pour C. Colliot-Thélène, les phénomènes actuels d'exclusion sont par conséquent parfaitement pensables à l'aide des réflexions de Marx, à condition de passer outre l'opposition entre propriété privée et propriété collective.

Dans la discussion, Gérard Raullet a objecté que le dépassement de la propriété privée et le retour au collectif lui paraissaient deux points particulièrement problématiques. C. Colliot-Thélène a alors pu préciser sa position en expliquant que les recherches de Marx sur la diversité historique des types de propriété autorisait à éviter un appel à l'abolition de la propriété privée, et qu'il apparaissait à l'heure actuelle davantage pertinent de défendre un droit au travail, permettant l'accès à un certain type de propriété.

**Frieder Vogelmann** s'est penché dans sa conférence « Must Necessity Disempower ? Critique and Necessity in Foucault and Marx » sur la négativité traditionnellement attribuée à l'idée de nécessité, négativité qu'il s'est proposé d'examiner à nouveaux frais. Le premier exemple sur lequel il s'est appuyé est l'œuvre de Foucault. Dans *L'Archéologie du savoir*, Foucault montre que nous ne sommes pas libres de penser comme nous le voulons du fait de la force déterminante des discours ; mais ce texte renferme un double rapport à la nécessité : l'un de critique de la nécessité, appelant à abolir celle-ci, l'autre développant une théorie de la nécessité, au sens d'une mise en évidence, de caractère strictement historique, de sa présence inéluctable dans les phénomènes de discours.

On relève une ambiguïté similaire du concept de nécessité dans l'œuvre de Marx. La critique marxienne des idéologies ne se contente pas, elle non plus, d'une simple mise en évidence des idéologies ; elle doit conduire les sujets à vouloir s'en défaire. Pour autant, on peut distinguer à cet égard deux types de nécessité : l'une sociale et historiquement déterminée, l'autre elle aussi sociale, mais transhistorique. Or, tandis que la première peut et doit faire l'objet de critiques et de tentatives d'abolition, la seconde est absolument inévitable.

La philosophie analytique, et notamment la distinction qu'elle établit entre nécessité épistémique et nécessité métaphysique (S. Kripke), permet à cet égard de mieux saisir le fait qu'il existe différents types de nécessité. Vogelmann a ainsi plaidé pour une prise au sérieux de la dimension structurellement productive de la nécessité dans une théorie critique.

**Louis Carré** a quant à lui posé dans son intervention la question « Y a-t-il une philosophie marxiste ? ». Sur ce point, les avis divergent même au sein de la tradition marxiste, Althusser évoquant l'absence de philosophie chez Marx et entreprenant de combler cette lacune, Etienne Balibar affirmant à l'inverse qu'« il n'y a pas et il n'y aura jamais de philosophie marxiste ». Pour Althusser, la philosophie marxiste a un statut paradoxal, qui tient à son absence d'auto-affirmation comme philosophie, du fait de l'irruption en elle de la praxis. La question se pose alors de savoir ce qu'il advient de

la philosophie si on la remplace par l'activité critique : le marxisme achève-t-il la philosophie au sens où l'on achève les chevaux, ou bien au sens où l'on achève une œuvre d'art ? Pour Carré, la réponse correcte serait davantage la première. Pour autant, si l'on peut distinguer trois phases de l'histoire de Marx philosophe – une première phase lors de laquelle Marx est jeune-hégélien, mû par la volonté de réaliser la philosophie, une deuxième phase de coupure, lors de laquelle la philosophie s'établit comme critique des idéologies, et une troisième phase de critique de l'économie politique –, force est alors de constater que la philosophie ne cesse de jouer un rôle au cours de ces trois phases : et ce même au cours de la troisième, lors de laquelle elle sert d'arme au prolétariat, sous la forme d'un échangeur entre la théorie (la science) et la pratique (la politique). Adorno, de son côté, verra néanmoins les choses différemment dans ses *Notes sur la théorie et la pratique*, expliquant qu'il doit y avoir une frontière nette entre la théorie et la pratique, la praxis étant source d'énergie pour la théorie, mais ne pouvant être prescrite par celle-ci.

**Antonin Wisser** a mis en évidence dans son intervention que « L'aliénation chez Marx et Adorno » revêtait une fonction différente dans l'œuvre des deux auteurs. Au sein de l'œuvre de Marx elle-même, l'aliénation a successivement différents statuts : dans les *Manuscrits de 1844*, le concept sert notamment à marquer la divergence de Marx à l'égard de la théorie économique classique, reposant sur le propre, la propriété ; sa théorie, à l'inverse, est axée sur l'aliénation, l'*Entfremdung* devant mener à une *Verfremdung*. Dans *L'Idéologie allemande*, l'usage du concept est autre : il s'agit de rendre l'aliénation à qui elle revient – à savoir aux philosophes. Le concept n'est alors plus utilisé par Marx qu'entre guillemets, pour en marquer le caractère étranger à sa philosophie et l'attribuer aux jeunes-hégéliens, qui perçoivent les choses à l'inverse de la manière dont il faudrait les percevoir. Enfin, dans *Le Capital*, les marqueurs philosophiques – concept d'aliénation compris – ont certes disparu, mais le motif demeure le même que dans les textes précédents : il s'agit d'affoler le réel, de le mettre à l'envers ; seule en réalité la sortie du capitalisme est une entreprise tout à fait étrangère à la folie – puisque c'est bien au contraire une affaire de stricte logique.

Chez Adorno, le concept d'aliénation est employé de manière partiellement différente – conformément à l'ensemble de l'entreprise adornienne consistant à critiquer et sauver en un même mouvement l'héritage marxien. L'aliénation n'est plus chez lui la négation d'un précédent, comme c'était le cas chez Marx, mais la négation d'un possible. Adorno, cependant, accentue en même temps dans son usage du concept la dialectique inhérente à celui-ci : l'hétéronomie, l'aliénation n'est plus l'inverse d'une authenticité, elle est désormais une catégorie appartenant pleinement aux processus d'identification. Adorno, à la différence de Marx, tente de sauver l'étranger, le « fremd » dans l'*Entfremdung* : la figure de l'aliénation est chez lui plus proche de la réconciliation que ne le sont les figures contraires à l'aliénation.

Dans son intervention sur « Juridification and Politics », **Daniel Loick** a examiné l'idée d'une théorie critique de la société sous l'angle de la juridification. On observe dans ce domaine une divergence entre la pensée (post-)marxiste actuelle, telle qu'elle est représentée par Habermas et Honneth, et la pensée marxiste classique incarnée notamment par Engels et Kautsky. Chez Habermas, notamment dans la *Theorie des*

*kommunikativen Handelns*, la thèse de la « colonisation du monde vécu » est développée par le biais de l'examen de la juridification croissante de ce monde vécu, à laquelle seul échappe le domaine de la famille comme le domaine par excellence étranger à toute juridification, organisé de manière strictement communicationnelle. La théorie de la juridification de Honneth est à ce sujet vraisemblablement plus correcte dans la mesure où, en prenant en considération la reconnaissance (de nature juridictionnelle) à la base de toute famille, il rend davantage justice à cette dimension juridictionnelle d'une importance croissante même au sein du domaine de la famille au cours de ces dernières décennies.

Engels et Kautsky, de leur côté, ont toujours été sceptiques à l'égard de toute juridification, la vision du monde juridique étant à leurs yeux une caractéristique de la bourgeoisie. Leur position à son égard est néanmoins plus complexe que ce simple rapport de méfiance : car l'État, pour aussi négatif qu'il soit en sa qualité de sphère de la juridiction, n'en demeure pas moins la seule institution en mesure d'intervenir à l'échelle globale d'une nation. Ce dernier aspect, qui certes demeure minoritaire dans les œuvres de ces deux auteurs, est repris avec force par les théoriciens et théoriciennes actuels des mouvements féministes et *queer* (telle Brené Brown), qui voient dans la juridiction le cadre d'action politique décisif dans le domaine qui les occupe. Loick a néanmoins émis pour finir l'objection qu'une théorie critique de la société qui s'appuierait ainsi sur la juridification pour défendre des catégories sociales précises courrait le risque de perdre de vue l'idée, fondatrice de la tradition marxiste, d'une lutte globale, et enterrait inéluctablement l'idéal marxiste de l'abolition de l'État bourgeois.

Le *workshop* s'est achevé par la conférence de **Jacques-Olivier Bégot** « Reflets, expressions et autres médiations : sur quelques controverses autour du 'modèle esthétique' », que Bégot a centré sur une étude de la théorie esthétique de Benjamin telle que lui-même l'a conçue comme un moment d'une théorie critique de la société.

Benjamin a expliqué dans différentes lettres considérer son essai sur l'œuvre d'art comme la première esquisse d'une théorie matérialiste de l'art – et ce bien que deux lecteurs attentifs de son texte, Adorno et Brecht, aient émis de fortes réserves à cet égard, lui reprochant pour l'un son manque de dialectique, pour l'autre sa proximité au mysticisme. La filiation revendiquée par Benjamin à l'égard du matérialisme de Marx est néanmoins apparente dans différents motifs qui parcourent son texte : ainsi sa volonté diagnostique, la thèse selon laquelle l'histoire n'est véritablement interprétable qu'à l'aide de l'analyse de la conjoncture présente, et que réciproquement le recours à l'histoire n'est jamais neutre, mais sert à se positionner dans les débats et les luttes du présent – dans le cas de Benjamin : à forger des concepts qui ne puissent pas être mobilisés à leur tour par les fascistes. Surtout, cette parenté est manifeste dans l'idée benjaminienne selon laquelle la perception est conditionnée historiquement. Benjamin le montre à travers l'exemple des styles artistiques, s'appuyant ici sur les analyses d'Alois Riegl – mais il va plus loin que le philosophe viennois, cherchant à mettre en évidence les transformations sociales que manifestent ces modifications esthétiques, et introduisant, pour nommer ce rapport entre modification de la perception et modifications sociales, et pour contourner l'idée marxienne de corrélation causale, le concept d'expression. Bégot a ajouté pour terminer que dans le texte ultérieur *Zentralpark* s'ajoutait au concept d'expression celui voisin de projection, servant à

étudier les équivalences entre les contextes sociaux et culturels dans les *Fleurs du Mal* – un concept qui, par la suite, a été repris par Adorno dans son analyse de Schönberg.

Au cours de la discussion, Julia Christ a ajouté qu'Adorno n'avait pas repris de Benjamin que le seul concept de projection, mais aussi celui d'expression, dans le même but de contourner l'idée d'une causalité directe entre base et superstructure.

➤ **Workshop « Différend et reconnaissance », dans le cadre d'un colloque sur Jean-François Lyotard organisé par Corinne ENAUDEAU (Paris), Frédéric FRUTEAU DE LACLOS (Paris), Gérard RAULET (Paris-Sorbonne), sur une initiative du Centre d'Histoire des Systèmes de Pensée Moderne, EA 1451, UFR de philosophie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et avec le soutien de la Société Internationale de Recherche Emmanuel Levinas (SIREL), du programme international « Analytic and French Philosophy in the 20th Century » (Paris Ovest-Nanterre La Défense/ Purdue University, soutien du PUF - Partner University Fund), du Groupe Sociétés, Religions, Laïcités, École pratique des Hautes Études – CNRS (UMR 8582), et de la revue mensuelle *Philosophie magazine* : 9-11 avril 2015, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et Bibliothèque Sainte-Barbe.**

Participants : Isabelle AUBERT (Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Gérard RAULET (Paris-Sorbonne), Jean-François REY (ESPE de Lille), Andreas NIEDERBERGER (Univ. Duisburg-Essen), Rieke TRIMCEV (Univ. Hambourg), Laurence KAHN (Association psychanalytique de France).

Argumentaire du colloque :

Du constat de la fin de la modernité que fait J.F. Lyotard dans *La Condition postmoderne*, on déduit généralement qu'il fut un penseur relativiste. Rendre raison du rapport de Lyotard au langage oblige à redresser cette image caricaturale. Car à travers le changement des références mais aussi des concepts-clefs (« discours », « récit », « phrase », « idiome »), Lyotard entraîne le langage dans une multiplicité de déplacements conceptuels que la rationalité polarise. On comprend mieux aussi la place singulière que Lyotard occupe parmi ses contemporains : il est l'un des seuls à avoir pris acte de l'importance du « tournant langagier » accompli par les philosophies allemandes et anglo-saxonnes du XXe siècle. Enfin, on dispose avec le langage d'une notion qui permet de traverser toute l'œuvre de Lyotard depuis l'opposition entre « discours » et « figure » jusqu'à la « voix » des derniers textes, en passant par la « force des discours » et les « signes tenseurs » de la fin des années 1970, ou encore l'« ontologie des phrases » du *Différend*.

La « pensée française » a été tardivement affectée par le tournant langagier de la philosophie allemande et anglo-saxonne du XXe siècle. L'écoute, lorsqu'elle existait, s'est trouvée minée par des polémiques qui perdurent. La pragmatique langagière, puis la philosophie de la phrase élaborées par J.F. Lyotard attestent qu'il est l'un des rares Français sensibles à ce bouleversement, qu'il a opéré un « pontage » entre deux traditions généralement opposées. Cela nous semble être l'un des lieux de son actualité et de sa fécondité. Son œuvre propose ainsi une entrée possible dans les débats en cours

et dessine les contours d'une voie alternative à approfondir. Parmi les tournants qui scandent la philosophie de Lyotard, le tournant langagier est majeur, puisqu'il consiste en un renversement radical. Lyotard passe d'une philosophie centrée sur « le dehors du langage » à une pensée qui affirme le « langage sans dehors ». *Le Différend*, en mariant des sources et des noms issus de traditions différentes, offre un croisement inédit des styles « continental » et « analytique ». L'originalité de cette position et ses difficultés ont donné lieu à des éclaircissements convaincants sur la philosophie de la phrase et des genres de discours, sans compter les travaux sur l'agonistique des « jeux de langage » élaborée dans *La Condition postmoderne*. La place du langage dans l'œuvre de Lyotard n'a pourtant pas encore été élaborée dans toute sa portée, même si elle n'est pas ignorée des commentateurs. Objet d'un travail et de remaniements constants, le langage est le fil conducteur le plus pertinent pour comprendre comment « la » rationalité polarise cette œuvre. L'une des premières tâches serait de revenir sur la lecture que Lyotard propose des différentes « philosophies du langage ». Quels rapports entretient-il par exemple avec les pensées de Wittgenstein, Russell ou Kripke ? Quel dialogue a-t-il noué, en-deçà du tournant langagier, avec la linguistique ou la sémiologie, très présente dans des textes comme *Rudiments païens* ou *Économie libidinale* ? À travers le changement fréquent des références, Lyotard entraîne le langage dans une multiplicité de déplacements conceptuels qui font apparaître les difficultés liées au statut de la rationalité et obligent à reconnaître l'existence d'une pluralité de pratiques rationnelles.

### 1 Le tournant lui-même

On s'est d'abord concentré sur le tournant langagier lui-même, à l'époque où Lyotard abandonne une approche unifiante « du » discours et affirme l'irréductible pluralité des discours, qui est aussi la pluralité des « formes » de rationalité. Nous sommes, dans cette perspective, revenus sur l'agonistique langagière et sur la critique des métadiscours, dont la portée est plus large que la seule critique des métarécits de la modernité. Il y va, entre autres, de la valeur que Lyotard accorde aux récits, petits et grands.

Il s'agissait aussi de réfléchir à la menace que la société contemporaine fait peser sur le langage, sur cette pluralité des discours et des rationalités. Elle tient, selon Lyotard, à l'imposition d'un seul enjeu, que l'on peut appeler indifféremment échange ou communication. On peut alors comprendre que le débat ait été vif avec les penseurs qu'il associe au « communicationnalisme » : Rorty, Habermas, Apel (regroupement qui ne va d'ailleurs pas sans problème). Ce qui ne vaut nullement pour Adorno dont il faut souligner l'importance dans la conceptualisation lyotardienne. Une confrontation directe vaudra d'être menée entre le concept de « différend » et celui de « reconnaissance » qui s'est imposé au sein de l'École de Francfort après Habermas. Le *workshop* CActuS était tout particulièrement consacré à cette problématique.

Si, en général, les jeux de langage et la quasi-ontologie de la phrase retiennent l'attention, cela semble moins le cas de la « pragmatique païenne ». C'est pourtant au moment où Lyotard thématise le paganisme que s'élabore le passage de relais de la « métaphysique » pulsionnelle à l'analyse pragmatique. À cet égard, le travail sur les sophistes est peut-être l'une des clefs du tournant langagier. Outre leur place majeure dans *Le Différend*, ils ont d'abord permis à Lyotard d'élaborer « la logique qu'il nous faut », selon le titre d'un cours donné en 1975 à Vincennes sur Nietzsche et les

sophistes, et de chercher la force critique, non plus dans un « dehors du langage », mais dans une « force des discours » pensée sous le titre général de « rétorsion ».

L'analyse de *Rudiments païens*, réédité en 2011, apporte certainement des lumières sur le sens de ce tournant langagier et sur le prisme politique qui donne forme à la question du langage chez Lyotard : les enjeux politiques de la réflexion sur la sémiotique, sur le performatif, sur la décadence des métadiscours restent à analyser. Sans oublier que le « sort » fait au langage dans ou par la « société postmoderne » (informatisation, télégraphie, technoscience, échange...) est, selon Lyotard lui-même, une des raisons pour lesquelles il a résolu de traiter du problème philosophique et politique en termes de « phrases ».

## 2 Le discours et ses autres

Il vaut la peine de remonter plus en amont dans l'œuvre, avant le tournant langagier. Si la notion de « figural » développée par *Discours, figure* a donné lieu à un travail substantiel, il n'en va pas de même pour l'élaboration lyotardienne du concept de « discours », conduite à travers une discussion serrée avec la phénoménologie, la linguistique, le structuralisme, le lacanisme. Le livre de 1971 ne peut d'ailleurs être dissocié des articles que Lyotard écrit à cette époque. Or les textes, consignés dans *Dérive à partir de Marx et Freud* et *Dispositifs pulsionnels*, sont peu commentés, alors que la référence au discours et au figural y est essentielle, au cœur de problématiques très explicitement politiques.

Si la première ligne d'interrogation supposait qu'on considère le tournant langagier en train de s'opérer, la seconde traverse l'œuvre entière. Lyotard a commencé à réfléchir sur le langage en s'opposant à la « folie de faire parler toute chose ». Avec *Discours, figure* s'inaugure une réflexion sur l'autre du langage et du discours qui persistera tout au long de son trajet. Une fois la philosophie de la phrase élaborée, il n'y aura certes plus de réalité extralangagière, mais l'idée persistera que quelque chose résiste au discours, le travaille de l'intérieur et signe son impuissance. La référence à Freud, même si elle se déplace, joue un rôle décisif dans les deux moments. Tort, phrase-affect, infantia, donation sensible, sentiment, inarticulé, innommable : autant de figures du « silence » ou de concepts-limites qui, loin d'induire un quelconque « mysticisme », demandent selon Lyotard qu'on « enchaîne ». Une tension forte traverse ainsi cette pensée qui ne cesse de donner les armes à ce qui ne se dit pas, tout en exigeant d'inventer des idiomes pour en témoigner. Parce que la force des discours, leur puissance ou leur impuissance, est en jeu dans cette tension entre innommable et idiome, on trouverait là de quoi problématiser la philosophie des phrases de Lyotard.

## 3 Discours et vérité

Enfin, dans le trajet qui mène d'une pensée de l'événement non discursif à une pensée de la phrase-événement, la question de la vérité est toujours engagée. La tentative de penser les discours du point de vue de leur puissance plutôt que de leur prétention à la vérité, le refus d'un métalangage ultime, permettent-ils de souscrire au jugement encore assez partagé d'un Lyotard relativiste ? Peut-on soutenir que Lyotard cherche cependant à sauvegarder la prétention à dire le vrai, ou qu'il vise plutôt à élaborer un autre « concept » de la vérité, non cognitif autant que non « communicationnel » ? Répondre à ces questions supposerait de revenir sur le statut

accordé à la référence, à la désignation, mais aussi à la « réalité » ou au « réel », que Lyotard distingue ; enfin, de préciser le sens de la posture « doxastique » qu'il revendique. Un tel travail permettrait de réfléchir aux déplacements dont le langage est l'objet, et d'identifier la multiciplité des problèmes qui y sont engagés : épistémiques ougnoséologiques certes, mais aussi esthétiques et pratiques (la « vérité figurale » ou encore la « terreur » qu'exerce le discours théorique, voire celle que tout genre de discours peut imposer). D'autres voies sont possibles pour aborder la question qui nous occupera : entre le langage, les discours, les récits et les idiomes, comment la pensée de Lyotard a-t-elle élaboré ses propres enjeux ? La postmodernité qu'il a tenté de pénétrer par là s'en trouve-t-elle aujourd'hui éclaircie ?

#### Programme du *workshop* CActuS :

Isabelle Aubert : *Entente et différend, entente ou différend*

Gérard Raulet : *Jeux de langage. Sur le tournant communicationnel postmoderne*

Jean-François Rey : *La parole reconnaissante : langage et justice dans Le Différend*

Andreas Niederberger : *Reconnaissance ou méconnaissance ? Lyotard en critique de la philosophie sociale (néo)hégélienne*

Rieke Trimcev : *L'ordre du conflit. La métaphore du jeu chez Jean-François Lyotard*

Laurence Kahn : *Consensualité et postmodernité : d'un lissage psychanalytique du différend lyotardien*

#### Compte rendu du *workshop* CActuS<sup>34</sup> :

L'axe 1 a pu tirer profit de cet événement consacré à Lyotard et des échanges avec des chercheurs extérieurs au projet CActuS dans le cadre du colloque, pour poursuivre un travail de confrontation entre traditions critiques allemandes et françaises, faisant écho à des recherches de l'axe 2 sur la critique française (Althusser, Foucault) et de l'axe 3 sur Habermas. La confrontation du modèle communicationnel habermasien et de la théorie de la reconnaissance de Honneth avec la pensée lyotardienne des jeux de langages a notamment nourri la réflexion sur le langage de la critique et le problème de l'expression, soulevé déjà par l'axe 1 dans la réflexion sur Marx et sur Benjamin.

Le *workshop* CActuS consacré à J.F. Lyotard s'est ouvert par une intervention d'Isabelle Aubert, « Entente et différend. Lyotard et Habermas : État des lieux d'une rencontre manquée ». Dans les années quatre-vingt, Jean-François Lyotard et Jürgen Habermas se tournent mutuellement le dos, en considérant qu'un dialogue théorique entre eux est impossible. Leurs diagnostics du présent (postmoderne pour l'un, post-métaphysique pour l'autre) témoignent d'un écart patent introduit par leurs conceptions différentes de la rationalité et du langage. Ces auteurs se rejoignent sur un point majeur toutefois, qui invite à relancer une confrontation entre eux : ils renouvellent la conception de la philosophie en accueillant favorablement le *linguistic turn* dans la version élaborée par le second Wittgenstein et en mettant chaque fois au cœur de leur architecture théorique une pragmatique du langage. Partant de cet élément commun minimal, Isabelle Aubert a fait état des points de rencontre autant que des écarts indépassables qui existent entre

---

<sup>34</sup> Une publication des actes du colloque est prévue pour l'automne 2016 aux éditions Klincksieck, sous le titre *Lyotard et le langage* et la co-direction de Frédéric FRUTEAU DE LACLOS et Corine ENAUDEAU ; le *workshop* y sera intégré.

les deux théories. Elle s'est attachée en particulier à étudier les notions de philosophie pratique on ne peut plus opposées sur lesquelles débouchent leurs approches du langage : le différend pour Lyotard, le consensus pour Habermas. Les approches du langage de Lyotard et de Habermas gagnent à être placées en miroir l'une de l'autre en vue d'une compréhension des sociétés contemporaines, et la théorie habermasienne de l'agir communicationnel requiert de l'intérieur un complément lyotardien pour traiter en toute justice, comme elle le souhaite, le pluralisme des différences.

Dressant à son tour le bilan du *linguistic turn* qui s'opère à la fois en France (structuralisme, redécouverte de Wittgenstein, découverte des théories américaines sur le langage ordinaire et les *speech acts*) et en Allemagne (le tournant communicationnel chez Habermas, la pensée honnethienne des déficits de reconnaissance), **Gérard Raulet** a dégagé la nécessité de prendre en compte les processus primaires – la tradition française, à cet égard, n'a pas oublié les apports de la psychanalyse –, afin de saisir les moments où la conciliation est impossible. A partir du « différend » de Lyotard, et par rapport au « consensus » et à la « reconnaissance », il s'agissait de penser ce qui reste en souffrance, ne peut être articulé, et que le modèle communicationnel ou la théorie de la reconnaissance ne permettent pas de prendre suffisamment en compte. Si la théorie de la reconnaissance rend bien compte de ce qui s'exprime dans un registre infra-discursif, elle laisse ouvert le problème de la justice. En effet, peut-on rendre justice à un genre de discours en souffrance, intraduisible dans un autre ? Tel est le problème soulevé par Lyotard dans sa théorie des jeux de langage. Il en va du potentiel critique pratique de la Théorie critique des deuxième et troisième générations, et Gérard Raulet a invité à ne pas oublier le problème de la domination, soulignant la nécessité, à l'heure où l'éclatement des genres de discours se fait de plus en plus criant et où les genres expressif et performatif gagnent du terrain, d'enrichir la critique actuelle par une réflexion portant à la fois sur les processus primaires, sur le corps et sur les médias, faisant ici le lien avec le travail mené sur Benjamin. Pour ce qui touche au problème de la justice, il s'agirait de trouver une pratique de la justice qui ne soit pas liée à celle du consensus. En effet, la définition-même du différend le rend imperméable à toute démarche de reconnaissance. On est en réalité en quête d'un modèle théorique qui permette de faire émerger et de faire droit à un discours qui est à la fois exclu du registre politique et du registre socio-économique.

Dans son exposé sur « La parole reconnaissante : langage et justice dans *Le Différend* », **Jean-François Rey** a interrogé lui aussi la possibilité d'exprimer par la parole une forme de justice réparant le différend. Lyotard distingue bien la justice de la reconnaissance, le litige du différend, le dommage du tort : la reconnaissance excède le droit, elle est un bien non distribuable, condition de toute redistribution ultérieure. Mais, plus encore : si la justice peut traiter un différend comme un dommage, jamais elle ne pourra le reconnaître entièrement, il y aura toujours un « reste », tenant précisément dans l'intraductibilité d'un discours dans un autre. Il faudrait un autre tribunal, religieux, un tribunal de l'Histoire Universelle dans sa version hégélienne, mais nulle instance au sens moderne n'est en mesure d'assurer cette fonction. Seul le silence peut être mis en avant, non pas comme absence de phrase, mais comme phrase négative, comme quelque chose demandant à être formulé et relevant de ce Lyotard

appelle le « sentiment ». Marx le premier a vu dans le prolétariat la classe universelle caractérisée par des souffrances universelles, ne revendiquant pas de droits particuliers mais « un tort tout court ». Mais la pensée de Lyotard permet de ne pas voir dans l'inéluctable révolution prolétarienne l'issue unique du Tort absolu : de la pensée marxienne du tort, il faudrait retenir un sentiment du différend, et dans l'enthousiasme marxiste, une demande. Dans la « lutte pour la reconnaissance », telle qu'elle est thématifiée depuis Hegel jusqu'aux auteurs convoqués par Axel Honneth, il y a une illusion, tout est image et jeux de regards. Il faut un autre dire du différend, qui ne passe pas par des preuves, dont les négationnistes pourront toujours dire qu'elles sont insuffisantes. La pensée de Lyotard, par l'intérêt qu'elle porte aux franges de la reconnaissance et au halo de méconnaissance qui l'entoure, permet d'aller plus loin que la « lutte pour la reconnaissance ».

Questionnant la « reconnaissance » comme possible « méconnaissance », **Andreas Niederberger** s'est penché sur la critique lyotardienne de Hegel, afin de mettre en perspective la pensée (néo)-hégélienne de la société représentée par Habermas puis par Honneth. Lyotard reproche à Hegel de considérer toute expérience historique comme un simple exemple, comme l'expression de quelque chose de plus général : l'expérience, en un sens, est toujours déjà liée au concept. Les deuxième et troisième générations de l'École de Francfort ont convoqué Hegel pour comprendre comment l'émancipation et l'appartenance à un monde social peuvent coexister et même se renforcer l'une l'autre, sans que l'on doive supposer pour autant l'existence d'une téléologie historique. Cependant, il n'est pas certain qu'elles y soient parvenues. En se tournant vers une reconstruction matérielle de la vie sociale, Honneth semble davantage en mesure de rendre compte de l'hétérogène. Cependant, il tient pour acquis que la reconnaissance est en général couronnée de succès. Mais quel est le critère d'une reconnaissance couronnée de succès ? Pourquoi ne pourrions-nous pas penser que les individus sont constamment méconnus ? La théorie de la reconnaissance peut conduire à des attitudes étonnamment conservatrices, selon lesquelles nous devons reconnaître que les normes qui s'offrent à nous ont peut-être découlé de solutions raisonnables à des conflits profonds. Lyotard, en revanche, souligne le potentiel critique que possèdent les expériences et la résistance dans leur singularité et leur caractère contingent.

Dans son intervention consacrée à « L'ordre du conflit. La métaphore du jeu chez Jean-François Lyotard », **Rieke Trimcev** a retracé la manière dont la métaphore du jeu a marqué la conception du langage et du lien social chez J.F. Lyotard, à différentes étapes de son œuvre. Elle a guidé la perception d'une conflictualité politique et rendu plausible l'idée d'un ordre social constitué dans le conflit et dépourvu de tout soutien transcendant. Fondamentale dans *La Condition postmoderne* et dans *Au juste*, la métaphore du jeu est abandonnée dans *Le Différend*, mais se trouve reformulée dans l'analytique des « régimes de phrases ». Cinq implications, croisant la réception de Wittgenstein et des influences nietzschéennes, sophistiques, et kantienne, la rendent particulièrement appropriée pour penser le social : la polymorphie des jeux, la nature de leurs règles, l'immanence de la sphère ludique, son caractère agonistique, et l'humeur joyeux qui lui est propre. Par ces caractéristiques, le jeu comporte un élément libérateur. Cependant, il peut être aussi destructeur : les mêmes caractéristiques qui confèrent au conflit sa promesse d'ouverture amènent aussi un danger. Si règles et coups d'un jeu sont co-

originaires, s'il n'y a donc rien qui dépasse l'actualisation d'une règle dans un coup, comment est-ce une règle ? Le problème est bien, au sein de l'autarcie des jeux de langage, de penser ce qui se passe *entre* les jeux. À cet égard, Rieke Trimcev a proposé une interprétation de « l'amour pour les règles du jeu » évoqué dans *Le joueur*, un texte inédit et difficile à situer dans l'œuvre de Lyotard, qui montre que ce conflit peut engendrer un engagement affectif qui, s'il ne peut représenter un secours, peut se révéler une force motrice dans le conflit.

Donnant la parole à **Laurence Kahn**, de l'Association psychanalytique de France, le dernier exposé du *workshop* CActuS a exploré le rapport de la psychanalyse à la pensée lyotardienne : « Consensualité et postmodernité : d'un lissage psychanalytique du différend lyotardien ». Les assauts contre la théorie freudienne des pulsions et son biologisme déclaré caduc, les critiques mortelles de Wittgenstein ou de Popper, ont banni le modèle énergétique de l'appareil psychique et la théorie freudienne des pulsions, laissant progressivement la place à une psychanalyse de la conciliation. Celle-ci ignore à la fois l'économie psychique et l'économie sociale, faisant fi du « dessaisissement immémorial », du choc, des contradictions psychiques insolubles. Là où Freud permettait de penser la déliaison des causes, l'état paratactique des processus primaires, la psychanalyse « postmoderne », récusant le discours métapsychologique, a misé sur « l'équation personnelle », l'affect, la consensualité du « développement ». Elle a fait de *La Condition postmoderne* de Lyotard un usage déformant. C'est ce formidable malentendu, ce tour de passe-passe, que la contribution se proposait d'examiner. En effet, *La Condition postmoderne* ne débouche ni sur un relativisme intersubjectif, ni sur des récits à finalité efficace, et son lien avec la psychanalyse et la pensée freudienne le rapproche en cela d'Adorno. Que reste-t-il, dans la psychanalyse « postmoderne », de l'hétérogène, du fragmentaire, du « déchiré » (Adorno) et de l'« intraitable » (Lyotard) ? C'est bien au titre du « reste », un reste qui s'oppose en son fond à toute « reconnaissance de soi », à tout espoir communicationnel, qu'Adorno reprenait la lecture de Freud, et que Lyotard y est revenu, et la psychanalyse n'a de sens pour eux que si elle garde ce que Freud nommait ses « crocs à venins »<sup>35</sup>.

---

<sup>35</sup> S. FREUD, *La Question de l'analyse profane*, Paris, Gallimard, 1985, p. 54-59.

## AXE 2 : LES PRÉSUPPOSÉS MÉTHODOLOGIQUES ET ONTOLOGIQUES DES CONCEPTS DE SOCIÉTÉ ET DE CRITIQUE

➤ **Workshop « Hegel, Durkheim et la liberté des modernes », organisé par F. Callegaro (LIER, EHESS) et L. Carré (Univ. Bruxelles) : 30 janvier 2015, EHESS, Paris.**

Participants : G. DUSO (Univ. Padoue), C. COLLIOT-THELENE (Univ. Rennes 1), F. FISCHBACH (Univ. Strasbourg), A. HONNETH (Univ. Francfort / Univ. Columbia, New-York), B. KARSENTI (LIER, EHESS) et C. LEMIEUX (LIER, EHESS).

Argumentaire :

Malgré la distance qui sépare la « science de l'État » élaborée par Hegel dans ses *Principes de la philosophie du droit* et la « science de la société » développée par Durkheim notamment dans ses *Leçons de sociologie*, ces deux formes de pensées ne s'inscrivent pas moins dans un même horizon problématique, celui ouvert par la Révolution française et l'affirmation de la liberté comme principe absolu du droit. Elles partagent ainsi un même questionnement et une même orientation : remettre en question les catégories abstraites de la pensée politique moderne, pour concevoir la réalisation concrète de la liberté, depuis le terrain des pratiques sociales et jusqu'à sa traduction dans les institutions. Lors de cette journée d'études organisée dans le cadre de l'ANR « Cactus », il s'agissait de revenir sur les points de rapprochement et d'écart entre Hegel et Durkheim, comme entre philosophie politique et sociologie, afin de mesurer la pertinence critique, toujours actuelle, d'un projet consistant à faire de la liberté plus qu'une simple prérogative des personnes juridiques ou des sujets moraux, mais un trait essentiel de la « vie éthique » que mènent les citoyens au sein des sociétés démocratiques modernes.

Rapport détaillé :

Malgré la distance qui sépare la « science de l'État » élaborée par Hegel dans ses *Principes de la philosophie du droit* et la « science de la société » développée par Durkheim dans ses *Leçons de sociologie*, ces deux formes de pensées s'inscrivent dans un même horizon problématique, celui ouvert par la Révolution française et l'affirmation de la liberté comme principe absolu du droit. Elles partagent ainsi une même orientation : remettre en question les catégories abstraites de la pensée politico-juridique moderne, pour concevoir la réalisation concrète de la liberté, depuis les pratiques et jusqu'à sa traduction dans les institutions. Comment concevoir la réalisation de l'idée moderne de liberté sur le terrain historique des institutions sociales et politiques sans abandonner vis-à-vis de ces dernières la distance critique nécessaire? Répondre à cette question suppose une refonte profonde de la notion même de liberté, celle entamée par Hegel et Durkheim dans leurs œuvres et qui a fait l'objet d'une reprise féconde par des philosophes contemporains qu'on a tenu à faire dialoguer. L'objectif de cette journée d'études, organisée dans le cadre de l'ANR « Cactus », était donc de revenir sur les points de rapprochement et d'écart entre la philosophie politique de Hegel et la sociologie de Durkheim, afin de mesurer, à travers les différentes relectures qui en ont été proposées, la pertinence critique, toujours actuelle, d'un projet consistant à faire de la liberté plus qu'une simple prérogative des personnes juridiques ou des sujets moraux, mais un trait essentiel de la vie éthique que mènent les citoyens au sein des sociétés démocratiques.

La matinée a été consacrée à une présentation synthétique par Axel Honneth et Giuseppe Duso des thèses principales avancées dans leurs travaux récents, respectivement *Le droit de la liberté* et *Libertà e costituzione in Hegel*. Lors de son intervention, publiée depuis dans le dernier numéro d'*Incidence* sous le titre « *Trois, et non deux concepts de liberté. Pour une autocompréhension élargie de notre vie morale* », Honneth a commencé par rappeler le défi théorique relevé par Hegel dans ses *Principes* et qui nous permet de mieux comprendre sa proximité avec Durkheim. Il s'agit du dépassement de la philosophie morale kantienne et d'une conception du sujet autonome qui, même « socialisée », comme chez Robert Brandom, ne fait pas apparaître ce que la liberté doit à la coopération positive des individus les uns avec les autres. Honneth s'est ensuite employé à clarifier la signification et à montrer la persistance dans l'histoire de cette troisième forme de « liberté sociale », irréductible à l'alternative classique entre liberté négative et liberté positive. Au fondement des analyses de l'« éthicité » développées par Hegel, incarnée d'abord dans les formes de reconnaissance réciproque par l'amour au sein de la famille moderne, cette conception coopérative de la liberté a été en effet reprise par toute une tradition philosophico-politique, à commencer par les socialistes français et Marx, base de leur valorisation du travail en tant que source d'émancipation. Cette liberté sociale, distincte de l'autonomie accordée à tout sujet dans l'établissement de ses principes moraux d'action, est ainsi pensée par Honneth comme le socle commun aux activités coopératives caractéristiques de la solidarité moderne, telles qu'elles sont ou devraient être mises en œuvre dans la famille ou le travail. Le principe de la liberté sociale, « être libre avec les autres », a pourtant aussi des implications politiques, qu'on peut dégager à condition de corriger la conception hégélienne de l'État, autoritaire et anti-libérale, par les analyses de la démocratie et notamment de l'espace public proposées par des philosophes ultérieurs, notamment Dewey, Arendt et Habermas.

C'est une tout autre conception de la pensée politique de Hegel et de son actualité critique qu'a présentée Duso, dans une intervention intitulée « La société politique entre pluralité et gouvernement : la leçon de Hegel », à paraître en italien. Après avoir rappelé certains principes de méthode dans notre approche des classiques de la pensée politique, et en particulier la nécessité d'une plus grande lucidité historico-critique dans le maniement des concepts qui font partie de notre *doxa* (individu, liberté, démocratie), Duso a montré les conséquences de cette approche dans la compréhension de la pensée hégélienne. Dans ses *Principes*, Hegel a soumis la *doxa* moderne, au fondement des constitutions modernes, à une critique d'autant plus radicale qu'elle nous permet de dépasser l'opposition libérale entre État et société civile, citoyenneté et humanité, pour penser la nécessaire implication du gouvernement et des groupes dont se compose la société dans la réalisation de la liberté de tous et de chacun. Nous invitent à prendre au sérieux le mouvement dialectique propre à la pensée hégélienne, dans sa portée proprement critique, Duso a ainsi fait valoir que, pour Hegel, il n'y a pas trois mais bien un seul concept de liberté, celui qui prend corps lorsque la double abstraction, juridique et morale, de la liberté négative et positive, est reconduite sur le terrain des institutions sociales et politiques. Cette seule et vraie liberté apparaît ici comme ce qui se tient au-delà des illusions qu'entretient la référence aux principes constitutionnels de la démocratie représentative : elle n'est réelle que pour autant qu'elle se traduit dans la

pleine participation des groupes sociaux au gouvernement, permettant ainsi l'expression politique des exigences conflictuelles qui travaillent la vie collective. Selon Duso, c'est sur ce dépassement du discours officiel des sociétés modernes que Hegel croise la sociologie de Durkheim, les deux ayant mis en évidence, à son avis, les limites intellectuelles et institutionnelles d'une démocratie qui serait exclusivement fondée sur les droits des individus, lui opposant l'effectif gouvernement de la société politique par elle-même.

L'après-midi a été consacré à une reprise de ces discussions dans la perspective de Durkheim, à travers une confrontation entre Bruno Karsenti et Catherine Colliot-Thélène. Dans son intervention, Karsenti est d'abord revenu sur l'ouvrage d'A. Honneth, *Le droit de la liberté*, pour souligner à quel point il traduit une transition de la pensée critique dans une direction déjà plus sociologique : le seuil de cette transition serait marqué, à son avis, par la nette distinction qui y est opérée entre une interprétation subjectiviste du droit, et celle, plus profonde, dérivée de Hegel, qui y voit l'expression de normes collectives. Reprenant à son compte la distinction introduite par Duso dans sa lecture de Hegel, entre gouvernement et pluralité, Karsenti a alors souligné que c'est au sujet de l'État que la nouvelle pensée critique élaborée par Honneth s'avère encore déficiente, en ce qu'elle ne mesure pas le rôle inouï que les institutions politiques occupent dans la modernité, en tant que niveau où se projettent les idéaux collectifs de la société. Ayant à transiter des seules revendications et protestations subjectives vers une analyse des pathologies sociales produites par l'extension de la logique individualiste propre au droit et au marché, la pensée critique devrait, selon Karsenti, s'inspirer davantage de la conception de l'État en tant qu'organe de la pensée sociale développée par Durkheim dans ses *Leçons*, conception dont il estime qu'elle est aussi au fondement de la critique du capitalisme au nom de la liberté sociale développée par Polanyi dans *La Grande transformation* et reprise par Honneth dans son livre. Dans son intervention, Catherine Colliot-Thélène a essayé, pour finir, de mettre en évidence les limites de la pensée politique tant de Hegel que de Durkheim au sujet de la démocratie et des conditions de réalisation de la liberté individuelle. Cette limite serait apparente dans la reprise qu'ils partagent du thème des « corporations », foyer d'une solidarité mécanique qui, pour les deux, avait certes pour fonction de corriger les pathologies sociales (anomie, injustice, etc.) mais bridant ainsi les dynamiques en elles-mêmes émancipatrices du capitalisme moderne, en tant qu'il a permis une plus vaste et libre circulation non seulement des marchandises mais encore des hommes, au-delà des limites imposées par une culture nationale au service de la domination de l'État. Après un examen de la conception et du rôle assigné aux corps de métier dans les *Principes* et les *Leçons*, c'est sur une reprise de thèmes à la fois marxistes et wébériens que s'est conclue l'intervention. La journée s'est terminée avec une courte intervention de F. Fischbach, qui est revenu les liens entre le thème de la reconnaissance réciproque au sein de la *Phénoménologie de l'Esprit* et le développement d'une pensée sociale capable de faire une place aux spécificités de la coopération au travail.

➤ **Workshop « Pensée commune, penser le commun : l'actualité du socialisme » : 22-23 mai 2015, Paris, ENS Ulm.**

Participants : Franck FISCHBACH (Univ. Strasbourg), Antonia BIRNBAUM (Paris 8 Vincennes-Saint-Denis), Bruno KARSENTI (LIER/EHESS), Axel HONNETH (Univ. Francfort/Univ. Columbia, New-York) (absent pour cause de maladie), Cyril LEMIEUX, Frédéric BRAHAMI, Catherine COLLIOT-THELENE (Univ. Rennes 1).

Argumentaire :

Le socialisme comme projet philosophique et politique, tel qu'il a été élaboré par Saint-Simon et ses disciples et repris tout au long du 19<sup>e</sup> siècle, a souvent été en butte de critiques venant non seulement de la tradition libérale, mais surtout de la tradition marxiste. La critique cinglante que Marx adresse aux différentes formes du socialisme dans le *Manifeste* ainsi que celle, non moins destructrice, à laquelle il soumet le programme de Gotha, ont déterminé le rapport des marxistes au socialisme et, partant, de ces théories critiques qui partagent avec Marx sa critique du capitalisme comme système social.

On sait que la critique marxienne du socialisme s'appuie sur le rapport que ce dernier entretient avec le capitalisme, plus précisément sur son évaluation de l'importance qui revient aux « rapports de production » : là où la tradition marxiste exige un renversement total des rapports de production existants qui, à ses yeux, sont responsables des injustices et inégalités sociales existantes en ce qu'ils distribuent les membres de la société en classes irréconciliables d'exploiteurs et d'exploités, le socialisme situe ailleurs le conflit structurant la société moderne et menant aux inégalités sociales réelles, à savoir dans l'opposition également irréconciliable entre accapareurs et industriels, ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas. Ce qui se joue dans cette opposition entre marxisme et socialisme est évidemment la question de la politique à mener pour produire un véritable commun : une politique révolutionnaire s'oppose ici à une politique de la réforme dont l'objectif premier consiste à intégrer tout le monde dans le système de la division sociale du travail.

Derrière cette opposition certes radicale, mais souvent superficiellement traitée dans le langage de la rhétorique politique (révolution *vs.* réforme), se joue un conflit théorique profond que l'on peut situer à deux niveaux : premièrement, est controversé ici le lieu de l'effectivité de l'action politique. Alors que le marxisme affirme que seule l'instauration d'une société sans classes pourrait produire un véritable commun de la société, le socialisme affirme que ce commun existe toujours déjà, même dans la société de classes, et qu'il se réalise précisément dans la sphère du travail : tous les industriels, qu'ils soient entrepreneurs ou travailleurs, de par leur intégration dans un système solidaire de la division du travail, partageraient, au fond, les mêmes idées et convictions morales, incluses dans cette forme spécifiquement moderne de solidarité, donc produites par une pratique commune qui seulement en apparence est une pratique conflictuelle. Ce ne sont que les accapareurs qui se trouvent en dehors du commun et c'est à ce titre qu'il faut les combattre. Se concentrer sur les conflits réels entre travailleurs et entrepreneurs serait donc faire l'impasse sur le fondement commun spécifique de la modernité qui a ceci de particulier de permettre aux groupes d'intérêt, classes et individus de se former et, par suite, d'entrer dans des conflits où peuvent être débattus des intérêts particuliers. La politique, du coup, pourrait se contenter

d'organiser la société en fonction de ces normes de la solidarité immanente à la société, tout en maintenant les rapports de propriétés propre à la société capitaliste ; bref, pour le socialisme l'arrière-plan du conflit qui oppose exploités et exploités est une conviction morale commune, et il suffirait de la mettre au jour et d'organiser la société en fonction d'elle afin d'encadrer les conflits d'intérêts, dont les représentants sont aveugles à l'égard des conditions de possibilités de leur particularité (individualité, identité d'un groupe, etc.), c'est-à-dire précisément à l'égard du commun qu'ils partagent toujours déjà. Les sciences sociales, dont la naissance est contemporaine de cette conception du social et de la politique, ont pour tâche de dégager ce commun des actions et jugements apparemment individuels ou particuliers des acteurs.

Deuxièmement, le conflit théorique concerne les formes de pensée effectives dans une société. Si le marxisme prône l'abolition de toute classe, donc, d'abord, une révolution des conditions matérielles de la société moderne, cette revendication repose sur un diagnostic concernant les formes de pensée communes possibles dans une société de classe : pour Marx, il convient de faire une distinction entre formes de pensée communes qui relèvent de l'*idéologie* en ce qu'elles sont des formes de représentation du monde particulières, et des formes de pensée communes qui sont véritablement universelles. On sait que pour Marx le commun universel est l'apanage de la classe ouvrière qui, dépourvu de tout, serait la seule véritable incarnation de l'universel. Or, ceci signifie, que les formes de pensée communes partagées dans la société bourgeoise peuvent bien être communément partagées (comme c'est le cas pour l'idée que l'égalité formelle garantie par le droit *est* l'égalité) sans pour autant être vraies, c'est-à-dire sans pourtant épuiser le contenu plein et entier de l'idée ou du concept représenté. Notons que cela ne signifie pas pour autant que le marxisme nie l'existence d'une pensée commune effective au sein de la société bourgeoise ; bien au contraire, seulement pour lui, il y a deux pensées communes dont une, idéologique, mérite d'être exposée à la critique. Le socialisme, jusque dans sa version républicanisée chez Durkheim, manque de concept critique d'idéologie. Les représentations communes, pour lui, garantissent la cohésion sociale à un niveau spirituel et ne doivent pas être sujettes à la critique sous peine de détruire précisément cette cohésion qui, selon lui, se trouve au fondement des conflits possibles entre groupes et individus.

La propriété privée des moyens de production ne serait donc, dans une tradition socialiste, pas la cause dernière des antagonismes sociaux. Ce qu'il conviendrait de soumettre à la critique serait bien l'*oubli* du commun moral et donc spirituel sur lequel se fonde toute cohésion sociale et non, comme dans la tradition marxiste, là où elle s'intéresse à la pensée commune d'une société, ce commun moral et spirituel lui-même. C'est cet oubli qui motiverait les individus et groupes à se battre uniquement pour leurs intérêts particuliers et, par conséquent, d'utiliser leurs avantages matériels de départ (capital, moyens de production, formation culturelles, etc.) en faveur de leur seul bien-être égoïste. Dans une perspective socialiste, la science sociale leur rappelle les conditions de leur individualité, la politique œuvre pour que ces conditions spirituelles soient matérialisées (système des droits sociaux, etc.).

Cette conception socialiste des tâches de la critique et, partant, de celles des sciences sociales mérite d'être reprise précisément par rapport à la conception du commun qu'elle présuppose, aussi et surtout parce que les théories critiques actuelles semblent être en peine de trouver ce commun et de fonder un projet politique par

rapport à lui. Si le socialisme est une pensée du commun qui a pour objet le commun déjà réalisé d'une société donnée, il devrait, comme programme de recherche, pouvoir nous informer sur le commun au fond de nos sociétés néolibérales actuelles.

L'objectif de notre *workshop* était donc de redéployer le rapport entre commun social effectif et la théorie qui prétend penser ce commun autour de trois axes :

1/ A un niveau purement *philosophique* il convient de poser la question de savoir si toute représentation commune, du simple fait d'être communément partagé, a automatiquement pour contenu le commun. Autrement dit, le fondement spirituel de la cohésion sociale, a-t-il automatiquement pour contenu (normatif) le commun ? L'universellement partagé est-il l'universel ?

2/ A un niveau épistémologique, il faut poser la question de savoir quel peut être le commun qu'une « science » sociale peut saisir et reconstruire ? La « science », de par sa configuration interne, vise la continuité de son objet. Ne prédétermine-t-on pas ainsi par avance la forme que doit prendre le commun dans une société ? Il convient ici de faire intervenir la question de la tradition et de la transmission.

3/ Concernant le rapport entre science et effectivité il faut *premièrement* poser la question de savoir ce qu'on présuppose de l'effectivité sociale quand on installe la science dans le rôle de « conscience de soi » de la société ? *Deuxièmement* il faut poser la question de savoir quels sont les lieux d'effectivité réelle de ce commun (coopérations, luttes, etc.) ? Est-ce qu'on peut encore, aujourd'hui, affirmer que de tels lieux d'effectivité existent ? Sinon, où faut-il situer ce commun ? Peut-il être affirmé par la théorie sans qu'il se réalise effectivement dans la société ?

4/ A un niveau politique, la question doit être posée de savoir de quels ressorts dispose une politique qui ne vise pas un renversement de l'ordre social de la production ? Quelle est la face concrète de ce genre de politique et qui mène cette politique ?

Programme :

Franck Fischbach : *Les hypothèses normatives du socialisme*

Antonia Birnbaum : *Partage, dialectique. Litige, antagonisme: Rancière et la lutte des classes*

Bruno Karsenti : *Polanyi et le socialisme de second degré*

Axel Honneth : *L'idée origininaire du socialisme : un programme pour la liberté sociale (abs. pour cause de maladie)*

Cyril Lemieux : *Sociologie et socialisme. La conception durkheimienne du normal et du pathologique et ses implications*

Frédéric Brahami : *L'amour et la frugalité. L'éthique socialiste de Proudhon*

Catherine Colliot-Thélène : *Le commun sans communauté*

Rapport détaillé<sup>36</sup> :

**Franck Fischbach** ouvre la journée en traçant une autre histoire de l'idée socialiste qui, selon lui, commencerait avec l'idée hégélienne d'un commun réalisé dans et par le travail. Dans cette perspective hégélienne, les transformations contemporaines de la division sociale du travail n'affecteraient donc pas le fondement commun de la société qui serait garanti par la praxis « travail » elle-même ; on est ici face à une ontologisation d'une praxis dont le but déclaré est d'assurer une assise stable à la critique sociale.

**Antonia Birnbaum** propose une autre lecture des lieux du commun, en adoptant une perspective ranciérienne. Selon elle, le commun se réalise uniquement dans des pratiques politiques éphémères – des luttes politiques – et elle pose donc à juste titre le problème de la disparition des luttes aujourd'hui. Disparition qui ne signifie non seulement l'absence d'expérience réelle du commun, mais induit aussi, épistémologiquement, le problème que la philosophie ne sait plus où chercher le réel qui pourrait correspondre au concept « commun ». La solution de Rancière, consistant à chercher cet appui épistémologique dans les archives du mouvement ouvrier, est refusée par A. Birnbaum.

**Bruno Karsenti** clôt la première journée en exposant la nécessité intrinsèque du socialisme à recourir à l'État comme instance de réflexion du commun socialement déjà réalisé. L'État non seulement réfléchit ce qui est déjà effectué mais, du fait de son travail de réflexion, est le véritable producteur conscient d'un commun qui ne traverse le social que de manière inconsciente. Selon l'analyse de Karsenti, il n'y a pas de social qui ne produirait du commun et si le capitalisme a l'air de détruire le commun, cela tient au fait que l'État ne remplit pas son rôle de chercher et d'exprimer le commun dans ses institutions (notamment : le droit).

L'intervention de **Cyril Lemieux**, ouvrant la journée de samedi, va dans le même sens que celui de Bruno Karsenti : la tâche d'un État socialiste consiste en effet à promouvoir la normalité sociale, définie par le degré d'implication des citoyens dans les affaires communes. La tâche de la sociologie est ici de montrer la configuration exacte des implications citoyennes et, aussi, de déjouer le mythe de la dépolitisation de nos démocraties modernes. En ce sens le socialisme est un projet résolument moderne qui ne peut être réalisé qu'avec l'avènement de la sociologie.

**Frédéric Brahami**, en exposant le modèle proudhonien du socialisme, oppose à ces conceptions qu'on pourrait appeler des « socialisme d'État » l'idée d'un socialisme sans État, anarchique. Brahami démontre que cette forme de socialisme donne certes plus de jeu aux acteurs et à leur définition du commun, mais doit contrebalancer l'absence d'État par une juridification exacerbée de la vie quotidienne. Pour résumer, on pourrait dire que le socialisme, en ce qu'il laisse intact les rapports de propriété, doit, afin de réaliser le commun, soit recourir à un État fort soit à des structures juridiques rigides.

---

<sup>36</sup> Les contributions ont été grande partie publiées dans la revue *Incidence* N°11, *Le sens du socialisme. Histoire et actualité d'un problème sociologique*, Automne 2015. Nous renvoyons également à l'ouvrage d'Axel Honneth sur « L'Idée du socialisme » : HONNETH, Axel, *Die Idee des Sozialismus: Versuch einer Aktualisierung*, Frankfurt/M., Suhrkamp, 2015.

C'est en ce sens qu'argumente finalement Catherine Colliot-Thélène, en essayant d'élaborer un concept de commun qu'on pourrait appeler « éphémère » ; en tout cas un concept de commun qui n'a pas besoin d'être réalisé par une communauté fixe, avec ses institutions et structures normatives rigides. Le commun, dans cette perspective, serait ce qui s'oppose à la société et, en ce sens, aux sciences sociales.

➤ **Workshop « Althusser 1965 : la découverte du continent histoire », organisé par Antony BURLAUD (Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Julia CHRIST (Univ. Goethe Francfort), Guillaume FONDU (Rennes 1) et Florian NICODEME (ENS-Paris), avec le soutien du Département de philosophie de l'ENS Paris et du Centre International d'Etude de la Philosophie Française Contemporaine (CIEPFC) : 5 et 6 juin 2015, ENS Paris.**

Participants : Yann MOULIER BOUTANG, Frédérique MATONTI, Julien HAGE, Frédéric WORMS, Hubert TARDY-JOUBERT, Hervé OULC'HEN, Guillaume SIBERTIN-BLANC, Claire PAGES, Yoshihiko ICHIDA et François MATHERON, Yves DUROUX, Jean-Pierre LEFEBVRE, Bernard PAUTRAT, Emmanuel TERRAY, Pierre MACHEREY, Jean QUETIER, Julia CHRIST, Alexandre FERON, Guillaume FONDU, Gérard DUMENIL, Emmanuel TERRAY, Yohann DOUET, Antony BURLAUD, Yves DUROUX et Bertrand OGILVIE.

Argumentaire :

Prenant occasion du cinquantième anniversaire de *Pour Marx* et *Lire Le Capital* pour revenir sur ces deux œuvres majeures d'Althusser et sur leur contexte, on a examiné lors de ce *workshop* les principaux concepts philosophiques de ces deux textes et tenté de les situer à l'intérieur de différents cadres théoriques et historiques, afin de cerner plus près le projet intellectuel althussérien. On a abordé ainsi la trajectoire biographique d'Althusser, son activité d'enseignant ou d'éditeur, le dispositif politique et théorique du PCF et les débats philosophiques des années 1950 et 1960 (ceux dans lesquels les deux livres s'inscrivent, et ceux qu'ils ont suscités). Une attention particulière a été apportée aux résonances de ces textes dans le domaine des sciences sociales (économie, anthropologie, histoire, sociologie, psychanalyse) et on s'est interrogé non seulement sur l'existence et les succès éventuels d'un « programme althussérien en sciences sociales », mais aussi sur les difficultés et les échecs de ce transfert disciplinaire.

Programme :

#### **Une œuvre en contexte**

Yann Loulier Boutang : *Althusser 1965 : l'apogée, le commencement, la coupure, Quel Althusser de la maturité ?*

Frédérique Matonti : *Althusser et le soupçon Chinois*

Julien Hage : *Althusser éditeur de l'althussérisme : les débuts de la collection Théorie*

#### **Althusser face à ses contemporains**

Frédéric Worms : *Introduction*

Hubert Tardy-Joubert : *Althusser et Sartre*

Hervé Oulc'hen : *Le problème du primat de la pratique. Entre Althusser et Foucault*

Guillaume Sibertin-Blanc : *Althusser, Deleuze et Guattari*

Claire Pages : *Lyotard et Althusser, ou la question de la place de l'aliénation*

Yoshihiko Ichida et François Matheron : *Entre Spinoza et le groupe Spinoza : le vide*

**Table Ronde, Althusser, collègue et enseignant ?** (avec la participation de Yves Duroux, Jean-Pierre Lefebvre, Bernard Pautrat et Emmanuel Terray)

**Élaborer les concepts du marxisme**

Pierre Macherey : *Lire Althusser*

Jean Quétier : *La coupure épistémologique de 1845-46 hier et aujourd'hui*

Julia Christ : *Symptôme et totalité*

Alexandre Feron : *Sur le concept de mode de production*

**Un programme de recherche en sciences sociales**

Guillaume Fondu : *Le contexte théorique de la réception économique d'Althusser*

Gérard Dumenil : *La tension non résolue entre Histoire et Économie politique dans l'analyse althusserienne de la théorie marxienne de la connaissance*

Emmanuel Terray : *Pour Marx : un texte libérateur*

Yohann Douet : *Althusser, Poulantzas et le problème de l'autonomie de la politique*

Antony Burlaud : *'Althusser-à-quoi ?' Quelques réceptions critiques en sciences sociales*

Yves Duroux et Bertrand Ogilvie : *Althusser et la psychanalyse*

### **AXE 3 : L'ACTUALITÉ DE LA CRITIQUE ET SES ENJEUX POLITIQUES : THÉORIE CRITIQUE, LUTTES SOCIALES, TRANSFORMATIONS DE LA SOCIÉTÉ**

➤ **Workshop dans le cadre du colloque international *La Dialectique de la Raison. 70 ans après*, organisé par Katia GENEL (Paris 1 Panthéon-Sorbonne) : 12 et 13 mai 2014, Paris 1 Panthéon-Sorbonne, avec le soutien du CHSPM, Nosophi/Phico et de l'UFA (Université franco-allemande) dans le cadre du Réseau jeunes chercheurs « Ecole de Francfort : Fondements et perspectives »<sup>37</sup>.**

Participants : Agnès GAYRAUD, Katia GENEL (Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Christoph MENKE (Université de Francfort/Normative Orders), Marcos NOBRE (Université de Sao Paulo), Pierre-François NOPPEN (Univ. Montréal), Gérard RAULET (Paris-Sorbonne), John ABROMEIT (Buffalo Univ., USA), Alex DEMIROVIC (Univ. Goethe Francfort), Anne BOISSIERE (Univ. Lille 3), Michael ROSEN (Harvard Univ.), Olivier VOIROL (Univ. Lausanne/IFS), Manfred GANGL (Univ. Angers), Jean-François KERVEGAN (Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Francesca RAIMONDI (HdK Düsseldorf), Isabelle AUBERT (Paris 1 Panthéon Sorbonne).

La participation de CActuS à ce colloque international et les échanges nourris qui ont pu avoir lieu avec des intervenants extérieurs français et étrangers nous ont permis de développer notre réflexion sur la *Dialectique de la raison* par un point systématique sur les différents outils et méthodes critiques sollicités par Adorno et Horkheimer.

---

<sup>37</sup> Cet événement donnera lieu à la publication de plusieurs contributions de membres participants dans l'ouvrage dirigé par Katia GENEL, *Autopsie de la raison. Ce qui reste de la critique* (titre provisoire), à paraître en 2016 aux Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme.

Cette œuvre complexe, issue des discussions entre Horkheimer et Adorno qui se trouvent alors en exil dans l'Ouest des États-Unis et dictent « en commun » de longs passages à Gretel Adorno, s'intitulait *Fragments philosophiques* lorsqu'elle a été remise en mai 1944 à Pollock pour son anniversaire. Une seconde version corrigée paraît en 1947 chez Querido à Amsterdam. L'ouvrage a souvent été lu comme la prophétie d'un monde allant fatalement vers la catastrophe. En ce sens, la réception de *La dialectique de la raison* a pu tendre à l'essentialiser comme un discours généralisant sur la raison et la domination (et d'une certaine manière, son style s'y prête). Mais une comparaison entre les versions de 1944 et 1947, et un regard porté sur les matériaux préparatoires publiés chez Philia en 2013 (*Le laboratoire de La dialectique de la raison. Discussions, notes et fragments inédits*) montrent à quel point les questionnements qui s'y déploient prennent leur sens dans le parcours des théoriciens critiques et du marxisme jusque dans les années 1940. Une grande partie de l'intérêt de l'ouvrage vient de son contexte historique et de son ancrage dans les débats philosophiques de son époque : sur le pouvoir émancipateur de la raison et le retournement de l'héritage des Lumières qui se rejoue dans les années 1940, sur la place de la critique de la culture dans la critique sociale, sur la pertinence de la méthode dialectique au moment où l'on voit plutôt la déraison à l'œuvre dans l'histoire, sur la nature du national-socialisme et l'hypothèse du primat du politique.

Ressaisir les *enjeux historiques de cette œuvre*, la ré-historiciser, la comprendre comme une réaction à son époque, a été l'un des premiers objectifs du colloque. Il s'est donc agi d'interroger l'ouvrage du point de vue de sa genèse : ce n'est pas un discours qui surgit tout à coup dans l'histoire, mais un travail longuement mûri, préparé par des interrogations méthodologiques sur la dialectique et nourri de recherches interdisciplinaires (même s'il abandonne la forme du programme interdisciplinaire que Horkheimer élabore en 1931).

Le premier problème qu'il fallait affronter est celui de la nature de l'*Aufklärung*, qui renvoie à un moment historique mais plus largement à une figure de la rationalité. Il s'agit d'interroger les modalités de la critique. Le second problème que l'on rencontre est celui de la construction complexe de l'ouvrage et des champs disciplinaires qui s'y trouvent mobilisés : l'interdisciplinarité s'y poursuit, intégrée, si l'on reprend l'hypothèse de Gérard Raulet, par l'essayisme. L'essai matriciel que constitue le premier chapitre sur le concept d'*Aufklärung* pose la thèse d'une dialectique de la raison ; il trouve deux excursus, l'un portant sur Ulysse et l'autre sur Juliette. Toute la question est de comprendre le rapport entre l'essai théorique et l'analyse « appliquée » à l'œuvre dans ces excursus, mais aussi dans le deuxième chapitre portant sur l'industrie culturelle, le troisième sur l'antisémitisme et la sélection de « Notes et esquisses » de taille plus ou moins importante qui termine l'ouvrage. La mise en œuvre d'une théorie de la société renouvelée passe donc par un mode d'écriture très original. En même temps que les sciences sociales sont réintégrées de façon singulière au discours critique, la nature de la théorie critique est réfléchie, et cela passe par des procédés rhétoriques qu'il faut analyser. L'interprétation de la structure de *La dialectique de la raison* devait permettre de saisir la manière dont la critique s'y trouve pratiquée, dont l'interdisciplinarité la nourrit, dont la dialectique s'y pratique sous une forme

renouvelée. Mais il s'agissait aussi d'éclairer les champs singuliers abordés par l'ouvrage : la psyché, la culture et l'art, la morale et la politique.

Cependant, l'historicisation de l'interrogation n'implique aucunement qu'on contemple *La dialectique de la raison* simplement comme un document du passé. Revenir sur le texte et ses conditions d'écriture, éclairer les débats dans lesquels il est pris, nous conduit en effet à dégager la *question universelle* y est posée : pourquoi l'humanité, au lieu de s'engager sur la voie de l'émancipation, sombre-t-elle dans la barbarie ? Il s'agit en outre de *mesurer son actualité* : l'ouvrage est-il illisible aujourd'hui, obsolète, et en vertu de quel jugement ? Quel modèle critique est encore pertinent ? Le colloque entendait constituer à la fois un point d'entrée dans une œuvre majeure et encore nimbée d'une aura mystérieuse, et un bilan des débats contemporains internationaux sur l'actualité de l'école de Francfort. Beaucoup des contributeurs sont de jeunes chercheurs internationaux, formés pour certains à Francfort, et relisant la théorie critique en instaurant un débat avec leurs traditions philosophiques. Interroger *La dialectique de la raison* aujourd'hui, c'est se demander quelle est l'actualité de la critique et comment elle s'exerce aujourd'hui sur nos sociétés. Dans le cadre du projet CActuS, notre perspective était bien celle du renouvellement de l'interprétation d'une œuvre à l'aune de problèmes contemporains. Cette œuvre est liée à son temps, mais recèle en même temps un enseignement universel sur la société, la raison, et la domination, la culture dont il s'agissait de faire le bilan.

Après une ouverture par **Katia Genel**, reprenant les axes d'interrogation du colloque, la séance présidée par **Frédéric Fruteau de Laelos** (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) a porté sur « La forme de la critique : écriture philosophique et critique de la société ». Le premier aspect du questionnement est une interrogation sur les contours de l'*Aufklärung*, qui ne renvoie pas seulement à un moment historique, et sur les figures de la rationalité qui se déploient dans *La dialectique de la raison*. En interrogeant l'*Aufklärung*, il s'agit bien d'interroger l'activité de la raison elle-même. La contribution de **Gérard Raulet** (Paris-Sorbonne), « Ulysse, victime ou prêtre ? 'La part de duperie inhérente au sacrifice' », en retraçant à partir de la figure d'Ulysse le mécanisme de la dialectique de la raison, clarifie le concept d'*Aufklärung* en le rapprochant de la ruse.

Dans son exposé intitulé « Une approche 'dystopique' de la *Dialectique de la Raison* : retour sur le motif rhétorique de l'exagération », **Agnès Gayraud** s'est interrogée sur la forme esthétique et de l'écriture de la critique, étudiant *La dialectique de la raison* comme dystopie, et mettant en évidence la parodie de Bacon à laquelle Horkheimer et Adorno se livrent.

L'intervention d'**Anne Boissière** (Lille 3), « Rythme, narration : le pouvoir de la musique », partant d'une méditation sur l'écoute et d'une lecture de l'image des sirènes, a interrogé le rapport entre *La dialectique de la raison* et la *Philosophie de la nouvelle musique*. Elle poursuivait ainsi un questionnement sur la place de l'esthétique et la fonction critique de l'art.

L'intervention d'**Antonia Birnbaum** (Paris 8 Vincennes-Saint-Denis), « L'émancipation esthétique dans la Dialectique de la Raison » a été annulée. Pierre-François Noppen (STM College, Université de Saskatchewan, Canada) fait un exposé sur le thème « L'idée d'une rationalité mimétique concepts, affects et normes dans Dialectique de la Raison ». Sa contribution conduit à interroger l'activité de la raison

elle-même dans ce qui la rapproche de ce que Benjamin appelait la faculté mimétique (*mimetische Vermögen*) : c'est la question de la rationalité mimétique. Le partage entre rationalité et mimésis pose dès lors la question de la distinction entre bonne et mauvaise mimésis.

Les deux interventions suivantes ont permis d'étudier les enjeux éthiques de la mise au jour d'une dialectique de la raison et de montrer comment un questionnement anthropologique original se déploie. **Michael Rosen** (Harvard Univ.), « La menace du nihilisme » ("The Threat of Nihilism") a évoqué une réflexion très présente dans *La dialectique de la raison* (objet de l'excursus sur Juliette), et poursuivie par Adorno dans *La dialectique négative* : la question de la transformation de la *morale* avec Auschwitz. Adorno et Horkheimer, dans une veine nietzschéenne, repensent la morale ; la contribution de Michael Rosen a fait le point sur le rapport au nihilisme et sur la possibilité de la morale. La réflexion sur la morale renvoie à une question plus large, celle de la *subjectivité* et de la nature de l'humain, de *l'anthropologie* au sens large – elle traverse l'ouvrage, mais se trouve ressaisie dans les « Notes et esquisses » qui constituent, aux dires des auteurs, une tentative d'anthropologie dialectique. C'est le rapport à l'anthropologie que la contribution de **Christoph Menke** (Univ. Goethe de Francfort/Main, Allemagne), intitulée « Subjectivité et succès : six formules sur ce qui est bien et mal » ("Subjectivity and Success: Six Sentences of What is Right and What is Wrong"), prend en particulier en charge sous un angle moral en étudiant six formules morales ou sentences sur le bien et le mal. Cette question de l'anthropologie qui est présupposée par la théorie de la société et qui est renouvelée, a été abordée également par Marcos Nobre le lendemain.

Sous la présidence d'**Isabelle Aubert** (Paris 1 Panthéon-Sorbonne), la rencontre s'est poursuivie par l'examen des modèles de la critique : sciences sociales et philosophie de l'histoire. En lien étroit avec l'étude de l'activité de la raison et la clarification de son fonctionnement, cette série d'interventions est revenue sur le modèle ou les modèles de la critique que l'on trouve dans l'ouvrage. L'hypothèse était que l'on n'a pas seulement affaire à une thèse atemporelle sur la nature de la domination qui serait intrinsèque à la raison, ni à un discours philosophique qui tendrait à être généralisant, loin s'en faut. La contribution de **John Abromeit** (Univ. Buffalo, USA), « Généalogie et historicisme critique : deux modèles d'*Aufklärung* dans les écrits de Horkheimer et Adorno » ("Genealogy and Critical Historicism: Two Models of Enlightenment in Horkheimer and Adorno's Writings") a fait état d'une tension entre deux concepts d'*Aufklärung*, une notion dés-historicisée de raison instrumentale et de domination de la nature d'un côté, et un concept historicisé, comme expression médiatisée de la transformation de la société bourgeoise. Il s'agissait, suivant Abromeit, d'aller contre le diagnostic quelque peu expéditif de Habermas, et de poser autrement la question qu'il posait : celle du fondement de la critique, et d'un concept positif de Lumières.

**Marcos Nobre** (Univ. Campinas, Brésil), dans « La primauté de la théorie. Le modèle durable de *La dialectique de la raison* » ("The Primacy of Theory. The Long-Lasting Model of the *Dialectic of Enlightenment*") a interrogé à son tour le modèle théorique de la *Dialectique de la raison*, et a renoué avec le problème de l'anthropologie, en revenant sur la constitution de la subjectivité dans la peur et l'angoisse.

L'interrogation sur le modèle critique de Horkheimer et Adorno et son actualité était également au cœur de la contribution d'Olivier Voirol (Univ. Lausanne/IfS Francfort), « *La Dialectique de la Raison et la recherche sociale* », qui étudiait le modèle d'interdisciplinarité et la recherche sociale qui nourrissent la *Dialectique de la raison*, contre l'idée répandue selon laquelle la philosophie négativiste de l'histoire aurait abandonné ce rapport à l'empirie.

Il restait, sous la présidence de Francesca Raimondi (Univ. Goethe Francfort), à interroger les enjeux politiques de la *Dialectique de la Raison* et l'articulation entre critique de la domination et émancipation. A partir de l'analyse du totalitarisme que *La dialectique de la raison* propose à sa manière, cette partie entend ressaisir les enjeux et limites de la constitution d'un point de vue politique. Les deux interventions suivantes, poursuivant le déroulement des chapitres de *La dialectique de la raison*, abordent enfin les enjeux politiques de la critique, et notamment l'articulation entre critique de la domination et politique. Les contributions de Manfred Gangl (Univ. Angers), intitulée « Sur l'hypothèse pollockienne du primat du politique dans la *Dialectique de la raison* », et de Katia Genel (Paris 1 Panthéon-Sorbonne), intitulée « Autoritarisme ou totalitarisme ? », ont porté sur la reprise de l'hypothèse pollockienne du primat du politique, et sur les enjeux de l'analyse du national-socialisme et de l'antisémitisme qui est menée à chaud, en 1944 puis en 1947, dans *La dialectique de la raison*, en mobilisant d'autres notes et esquisses (notamment celles sur la « théorie du racket » qui précisent le modèle critique de la domination) qui n'ont pas été publiées lors de la parution de l'ouvrage.

Enfin, l'intervention d'Alex Demirovic (Univ. Goethe Francfort), « Raison et émancipation », a montré que l'on avait affaire à une critique radicale qui n'est pas exempte d'optimisme, contrairement à ce que Habermas a pu laisser penser : on peut trouver dans *La dialectique de la raison*, selon Demirovic, une figure positive de la raison qui ne capitule pas devant la division du travail.

\*

## 5. BILAN COMMUN : MOIS 35

Un dernier *workshop*, commun aux trois axes, s'est tenu le 20 janvier 2016 à Paris (Centre Universitaire Malesherbes), faisant retour sur le travail de ces trois années et permettant d'articuler, en amont du colloque final, quelques résultats et perspectives.

Participants : Gérard RAULET (Paris-Sorbonne), Katia GENEL (Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Julia CHRIST (Univ. Goethe de Francfort), Louis CARRE (UBL), Agnès GAYRAUD, Agnès GRIVAUX (ENS Paris).

\*

## 6. ÉVÉNEMENTS ENTRANT DANS UNE DÉMARCHE DE DISSÉMINATION

➤ **Participation au colloque « Social Transformation. Critical Theory meets Social Ontology » organisé par Frédéric MONFERRAND (Paris Ouest-Nanterre La Défense), Emmanuel RENAULT (Paris Ouest-Nanterre La Défense), Titus STAHL (Univ. Goethe Francfort), Olivier SUREL (Paris Ouest-Nanterre La Défense) : 17-18 avril 2014, Université Paris Ouest-Nanterre La Défense (axe 3).**

Participants : Isabelle AUBERT (Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Félix BOGGIO EWANJE-EPEE (Paris Ouest-Nanterre La Défense), Robin CELIKATES (Univ. Amsterdam), Catherine COLLIOT-THELENE (Univ. Rennes 1), Vincent CHANSON (Paris Ouest-Nanterre La Défense), Frank FISCHBACH (Univ. Strasbourg), Heikki IKÄHEIMO (Macquarie Univ., Sydney), Daniel JAMES (Humboldt Univ. zu Berlin), Arto M. LAITINEN (Univ. of Jyväskylä), Frédéric MONFERRAND (Paris Ouest-Nanterre La Défense), Eva VON REDECKER (Humboldt Univ. zu Berlin), Emmanuel RENAULT (Paris Ouest-Nanterre La Défense), Martin SAAR (Univ. Goethe Francfort), Titus STAHL (Univ. Goethe Francfort), Olivier SUREL (Paris Ouest-Nanterre La Défense), Italo TESTA (Università degli Studi di Parma).

Pendant deux jours, ce *workshop* s'est proposé de mettre en place les conditions d'un dialogue entre deux paradigmes importants en théorie sociale : l'ontologie sociale et la théorie critique. Ces deux programmes de recherche tendent à s'ignorer réciproquement, tout à la fois en raison de divergences méthodologiques, et pour des raisons tenant à la différence du rapport à la politique qui les caractérise. Néanmoins, différents chercheurs proches de la théorie critique se sont d'ores et déjà engagés dans un dialogue entre ces deux programmes (dont T. Stahl, A. Latinen, H. Ikäheimo, I., Testa, qui étaient présents), dialogue qui constitue un défi que la théorie se doit de relever si elle veut continuer à prétendre intervenir dans les principaux débats contemporains en théorie sociale.

Par « ontologie sociale », on peut entendre un ensemble d'élaborations provenant de la philosophie analytique, et cherchant, avec un haut niveau de généralité, à décrire l'émergence et la nature d'entités spontanément caractérisées comme « sociales » : groupes, institutions, règles, normes, pratiques, habitudes, pouvoir, institutions, structures, systèmes, etc. Par « théorie critique », on peut entendre un ensemble de programmes qui se distinguent par leur domaine théorique de référence (marxisme, féminisme, études subalternes, post-structuralisme, écologie) mais qui partagent une même interrogation quant à la manière dont des vecteurs de l'aliénation structurent de larges pans du monde social et quant à la manière dont il serait possible de s'en émanciper. Si l'on peut dire, d'une part, que les théories critiques mobilisent des ontologies sociales implicites dans leurs diagnostics sur le présent, on peut également avancer, d'autre part, que l'ontologie sociale pourrait gagner en pertinence en interrogeant le monde social du point de vue de son caractère transformable.

La question de la transformation sociale, qui constitue l'objet de la confrontation de la théorie critique et de l'ontologie sociale qui est entreprise dans ce *workshop*, constitue également un moyen de poser à nouveaux frais le problème de la dimension pratique de la théorie et d'articuler l'ontologisation des questions sociales avec une sociologisation des interrogations ontologiques. À cette fin, les sujets des interventions pourront concerner : l'encastrement social de la critique, la pertinence des procédures d'identification des mécanismes sociaux, la nature des schèmes normatifs et les processus pouvant conduire à saper leur validité sociale, le statut de la performativité, le domaine de pertinence d'une politique de la reconnaissance, le conflit des approches naturalistes et constructivistes. Les questions directrices seront les suivantes : comment la transformation sociale doit-elle être conceptualisée ? Comme actualisation de tendances immanentes ou comme événement ? Comme transformation des normes sociales ou comme invention de principes normatifs hétérogènes ? Comme processus internes à la sphère de la normativité sociale ou comme processus d'ajustement aux conditions matérielles de la vie sociale ? Poser ces questions revient à interroger l'une des dimensions principales (souvent négligée par les orientations dominantes de l'ontologie sociale contemporaine) de l'être social : son historicité. Notre hypothèse est que la question de la transformation sociale pourrait établir un dialogue plus riche et mieux déterminé, entre théorie critique et ontologie sociale, que ce qui a été entrepris jusqu'à présent.

Rapport détaillé :

De même que l'on assiste aujourd'hui à un renouveau de la « métaphysique » en philosophie et à un « tournant ontologique » dans les sciences sociales (tout particulièrement en anthropologie), de même, l'intérêt porté aux questions d'ontologie sociale semble sans cesse grandissant dans la théorie critique. L'objectif de ce *workshop* était d'interroger ce nouvel intérêt et de procéder à un examen critique des différentes formes qu'il pouvait prendre.

L'idée d' « ontologie sociale » en est venue ces dernières décennies à désigner la manière dont la philosophie analytique peut prendre la société pour objet. Entendue en ce sens restreint, elle désigne un cadre de discussion fondé sur des présuppositions communes et un vocabulaire technique partagé, mais elle reste un lieu de débats ouverts. L'un des premiers objectifs de ce *workshop* était de déterminer comment les problématiques et les théorisations issues de la théorie critique pourraient nourrir ou déplacer ces débats, et comment, en retour, les arguments et les thèses relevant de l'ontologie sociale entendue en ce sens étroit pourraient être mobilisés par la théorie critique. Robin Celikates, Alexis Cukier, Heikki Ikäheimo, Daniel James, Arto Laitinen et Titus Stahl se sont engagés dans cette double démarche. De différentes manières, ils sont arrivés à la conclusion que la théorie critique ne pouvait entrer en débat avec l'ontologie sociale sans critiquer certaines de ses présuppositions constitutives et sans faire apparaître toute l'importance de questions qu'elle néglige.

Le *workshop* avait également pour objectif de donner corps à l'hypothèse suivant laquelle l'idée d'ontologie sociale devrait être entendue en un sens plus large, et partiellement incompatible, si elle devait servir à expliciter les présupposés ontologiques du type de théorie sociale et de critique sociale qui doivent rester associés à l'idée de théorie critique. Cette hypothèse a conduit différents intervenants à élaborer

des ontologies sociales alternatives, qu'elles se revendiquent d'une ontologie du procès (Emmanuel Renault), des théories du système (Isabelle Aubert), de Spinoza (Olivier Surel), de Marx (Frédéric Monferrand), de Dewey (Italo Testa), d'Adorno (Vincent Chanson) ou de Sartre (Hubert Tardy-Joubert).

Mais l'idée d'une rencontre de la théorie critique et de l'ontologie sociale n'a pas été prise seulement au sens d'un dialogue possible, et d'une réflexion sur les présupposés ontologiques de la théorie sociale et de la critique sociale propres à la théorie critique. La théorie critique ayant pour spécificité d'élaborer une théorie critique à partir des sciences humaines et sociales, ou avec elles, il fallait également s'interroger sur les formes de l'oubli des questions ontologiques, ou au contraire du « tournant ontologique », dans les sciences humaines et sociales critiques ; d'où deux interventions sur l'économie politique (Félix Boggio Ewanjé-Epée) et l'anthropologie (Daphné Le Roux).

L'organisation du *workshop*, prévoyant un président de séance/discutant par session d'un ou deux intervenants, et 30 minutes d'exposé suivies de 15 minutes de discussion, a rendu possible de riches échanges. L'utilisation de l'anglais a permis aux principaux protagonistes du débat entre théorie critique et ontologie sociale à l'échelle internationale de confronter leurs vues. Les conclusions synthétiques de Titus Stahl ont apporté une dernière clarification quant à la nature et au sens des problèmes débattus pendant ces deux jours, clarification utile pour les intervenants aussi bien que pour les membres de l'assistance, qu'ils soient chercheurs confirmés ou doctorants.

À l'issue du *workshop*, après s'être félicités de la qualité des interventions et des débats, Heikki Ikäheimo et Arto Laitinen, directeurs de la revue internationale *Journal of Social Ontology*, ont invité les intervenants à soumettre leurs articles à cette revue.

#### Programme :

Chair: R. Frega

Titus Stahl, *Traditional and Critical Social Ontology*

Italo Testa, *Statuses and Habituations. Searlian vs. Deweyan Models of Social Ontology*

Robin Celikates, *Structural Obstacles to Social Transformation. Critical Theory and the Incapacitation Trap*

Chair: K. Genel

Vincent Chanson, *Adorno's "Metacritique" of Social Ontology*

Isabelle Aubert, *On The Notion of a Social System*

Chair: A. Boetto

Félix Boggio Ewanjé-Epée, *Tensions in Political Economy as Social Ontology Controversies*

Daphné Le Roux, *How Can an Analysis of Ritual Contribute to Social Ontology?*

Chair: S. Berlioz

Daniel James, *Social Kinds, Social Domination, and the Mechanics of Social Change*

Olivier Surel, *On Some Spinozist Counter-Models for Social Ontology*

Chair: J.-P. Deranty

Heikki Ikäheimo, *Hegel, Marx and Humanist Social Ontology*

Frédéric Monferrand, *Marx's Ontological Critique of Capitalism in the Paris Manuscripts*

Chair: C. Colliot-Thélène

Emmanuel Renault, *Substantial, Relational and Processual Social Ontologies*

Alexis Cukier, *Social Ontology, Critique and Transformative Power*

Chair: C.T. Wolfe

Hubert Tardy-Joubert, *Sartre on Collective Intentionality*

Arto Laitinen, *Institutions, Critique and Ontology*

Conclusion: Titus Stahl

➤ **Participation au séminaire « European Crisis and Social Movements », contribution au séminaire annuel « Social Philosophy », dirigé par Joseph BIEN (Columbia Univ., USA), Hauke BRUNKHORST (Univ. Flensburg, Allemagne) et Gérard RAULET (Paris-Sorbonne) : 22/25 avril 2014, Interuniversity Centre, Dubrovnik (axe 3).**

Lors des dernières rencontres du séminaire nous avons abordé la « crise » qui affecte le monde occidental en général et européen en particulier sous les deux aspects d'une crise de légitimité démocratique et d'une crise de la tradition constitutionnelle fondatrice des États de droit. Il semble absolument indispensable d'envisager cette même problématique « par l'autre bout », c'est-à-dire en partant non plus de l'effet structurel et théorique, mais des manifestations concrètes et idéologiques à la base. L'hypothèse de départ est qu'il n'y a pas de correspondance nécessaire et automatique entre la production des discours à la base et le moule théorique permettant de formuler les diagnostics au niveau de la philosophie politique ou de la théorie politique au sens large. Cette hypothèse n'a rien de nouveau : elle pose le problème de l'émergence d'une théorie-praxis et a été théorisée depuis le « Manifeste communiste » de Marx et d'Engels. Il serait important de tenter, dans le même esprit que le « Manifeste communiste », une cartographie des catégories critiques utilisées par les acteurs sociaux et politiques et des références directes ou indirectes de ces « idéologies pratiques ».

Rapport détaillé dans la langue de travail du séminaire :

We have used our connections to this seminar and network not only in order to contribute to the diffusion of the questioning of CActuS (“dissemination”) but also to include into its agenda important thinkers as well as a (European) “view from outside” on *a central problematic of the French-German project CActuS* – a view from countries which are still at the margins of the European construction but which are more and more involved in the reflections on the link between the problems of sovereignty and constitutionality on one side, and between political and social philosophy on the other side.

Hauke Brunkhorst's introducing paper reconstructs the distinction between two constitutional mindsets, the Kantian and the managerial, in terms of the social evolution. The internal relations between both mindsets are made explicit. The dialectical relation between conflict and cooperation, and between hegemonial and counter-hegemonial opinions are considered in their meaning for social movements.

The next step is a brief reconstruction of the constitutional evolution of Europe. The final part begins with the question if European constitutional evolution still is on a normal constitutionalizing track or if the development has already reached the dead end of a constitutional pathology. This is followed by an analysis of the present crisis and the need for a transnational reconstruction of trade unions and the workers movement in relation to new social movements.

In his contribution on *Social Movements as Constituent Power: Who are the People, and What is to be Constituted?* **Nenad Dimitrijevic** (Budapest) asked for the relation between the republican concept of sovereignty and the increasing gravity of social movements.

Recent global crisis has forcefully brought to the fore both the theoretical and practical ambiguities of the relationship between democracy and popular sovereignty. In this context, we witness a revival of interest in constituent power. Different social movements come to the streets with a radical message: “We are the People!” In an effort to theorize democracy beyond the modern paradigms of individual rights and democratic constitutional government, some authors come up with the claim that social movements embody constituent power: real, present, and capable of action. A related claim is that these movements challenge the very foundations of constitutional democracy, by demonstrating illegitimacy of the ‘juridification of politics’ (a conception brought into the debate by – among others – Gérard Raulet in *Apologie de la citoyenneté*, 1999). Part one of the paper offered a summary analysis of the categories of social movements and constituent power. Part two shortly presented the revolutionary stance of some of the contemporary European social movements (*Indignados* and *Beni comuni*). Part three focused on a critical close reading of the theories of constituent power: concentrating on works of Ugo Mattei and Antonio Negri & Michael Hardt, it asked if the radically novel concepts of politics, law and democratic agency can stand analytical and normative scrutiny.

The same concern by new social and political movements (the Arab Spring, the Indignados Movement, Occupy Wall Street, etc.) was the angle of attack of **Patrice Canivez** (Université Lille III). For Canivez the movements seem to illustrate the idea that political action is about “horizontal” interaction and mobilization within civil society, in contra-distinction to the “verticality” that characterizes the relations between State and citizens, between the state administration and the civil society. In his paper *The Myth of Horizontality* Canivez questioned this idea. First, it analyzed the notion of “political representation through the Executive”, which has been recognized as indispensable by a variety of authors from Hobbes to Hegel. Second, it examined Lenin’s theory of revolutionary action in *What is to be done?*(1902), notably the critique of what Lenin calls “subservience to spontaneity”.

The paper of **Tonci Valentic** (Zagreb) *Bosnian Spring: Beyond ethnic and civic citizenship* focuses on the issue of civic engagement, ethnic citizenship as well as ethno-politics and citizenry. The major incentives for this analysis were the events that occurred in the beginning of February 2014 in Bosnia and Herzegovina where a series of demonstrations and riots spread across of the country. They played very important role regarding the notion of ethnicity, because for the first time, almost twenty years after Bosnian war, people stood out not as members of ethnic group, but were

protesting over social issues. Valentic argues that these riots are not only specific “Balkan” case of final refusal of ethnicity as a fundament for citizenship, but also the mirror picture of Europe itself, through the struggle of its citizens for social justice, equality and democracy, which are at most universal demands for a better life, in spite of all institutional, economic, ethnic and political obstacles.

**David Rasmussen** (*Legitimacy, sovereignty, solidarity and cosmopolitanism: On the recent work of Jürgen Habermas*) offered the classical optimistic counterparty and tried to defend the conception of citizenship developed by Habermas in his texts on Europe. In order to understand Habermas’s recent work the following four things are necessary: first, a more or less empirical analysis of the current development of the EU will lead, given the Habermasian lexicon, to a new form of legitimation crisis as society moves from the national to the transnational. Second, from the perspective of the constitutionalization of international law it will be necessary as he says in the solidarity paper to ‘cross the red line of the classical understanding of sovereignty’ which will involve reconceptualizing the idea of popular sovereignty on the trans- or supranational level. Third, in order for this process to happen it will be necessary to find new ways in which solidarity can manifest itself. Fourth, this new understanding of divided sovereignty can be conceptualized as an essential stage on the way to building a cosmopolitan order in which citizens can conceive of themselves with a double identity as both citizens of a nation state and citizens of the world.

**Dragica Vujadinovic** (Belgrade Law School): Faculty of law, University of Belgrade was less irenic in her paper *European Crisis and Social Protests*. For her the concept of European civil society must be considered starting from the (republican) understanding of the essential interrelationship of liberal-democratic political order/constitutional democracy, universal human rights and civil society. Empirical manifestations of the European civil society have to be analyzed in their multiple forms which had arose simultaneously with the EU building process, starting from the groups of non-governmental organizations and networks, which have been involved into the “social dialogue” with EU officials, then through huge European civic protests, counter-summits and social forums, and up to continually reappearing grassroots initiatives, protests, movements, NGOs and networks. Special focus must be put on new emerging forms of civil society from 2008. and further on, which have been provoked by the European and global economic crisis.

The certain difference between informal civil society in the period of successful integration processes and a relative economic stability, e.g. “consolidation” of the EU, on one hand, and, on another, the period of the crisis could be recognized. In the period of consolidation of the EU, civic protests mobilized primarily radical left young people, who struggled against neoliberal globalization, war in Iraq, environmental issues, EU political legitimacy issues. They crossed in many respects with the anti-globalization movements and protests.

From 2008 and on the civic protests change their aims, methods of struggle, social actors. Civic protests have been more focused on social issues – poverty, unemployment, social security, financial centers of power. Social actors have not been primarily young and educated individuals; civic protests gather together different generations of the losers of the crisis, young and old, employed and unemployed, etc.

Civil society has become primarily focused against the so-called austerity measures and massive social insecurity.

It is a very important step the constitutional lawyer **Violeta Beširević** has made in the direction of social questioning in her paper *Rights and disagreement: Fighting poverty before the constitutional courts*. The aim of her contribution is to shed light on the role of constitutional courts and to explore whether judicial enforcement of social and economic rights can bring a meaningful social change and make a real difference in fighting economic crisis and reducing poverty.

For it becomes truism to argue that the 2008 economic crisis in its scope and reach is reminiscent of the Great Depression from the 1930s. Some call this crisis “the end of the end of history”, alluding to the end of the free market which, according to Fukuyama, should have led us, to an end of history. Today, however, only eight years later, it looks like that free markets ideology, is drastically challenged.

The current financial meltdown will not only bring more poverty to the world but will also affect funds available for the global strategies to reduce poverty. Among different strategies to fight the current economic crisis, human rights strategy seems to be poorly explored. Yet, social and economic rights are regaining currency because they speak about economic security, they are usually claimed by the needy and because they are fundamentally affected by the globalization and free markets ideology.

In his remarks on the discussion between Fraser and Honneth about redistribution and recognition **Gérard Raulet** asks for a theoretic model which would overcome the antinomy between culturalism and economism. Neither Fraser nor Honneth intend to stick to what Fraser calls the “false antithesis” of redistribution and recognition. Fraser objects to Honneth that the monism of recognition is ill-adapted, and she attempts, in a completely pragmatic manner, to escape this dilemma through “cross redressing”, that is “using measures associated with one dimension of justice to remedy inequities associated with the other – hence, using distributive measures to redress misrecognition and recognition measures to redress maldistribution.” She recognizes nevertheless the limits of such measures since there can never be a “redistribution” of recognition. Against any affirmative action or identity politics Raulet argues that only a notion of social recognition indivisibly linking participation to national wealth *and exercise of citizenship* constitutes a real alternative in as far as it aims to reconstitute the democratic space as a space for recognition and not only, as in the Anglo-Saxon approaches, as a space for redistribution. But he opposes to Honneth’s model of recognition a weaker concept of recognition which in no way presumes that the participants conclude any form of behavioral, qualitative, *a fortiori* rational entente. He conceives rather the public sphere as a space of disagreement where divergent values contribute to a common citizenship and to the orientation of the economic policy.

In the same direction **Anne Reichold** stresses in her presentation on *Human Rights, demands and reactive attitudes* a normative structure in Strawsons account of reactive attitudes and points to the conceptual link between resentment and general demands. She criticizes Martha Nussbaums retributive view of resentment. Instead of being conceptually bound to punishment the Strawsonian resentment is conceptually bound to socially accepted general demands that have been violated in the resented action.

Reichhold argues that this moral analysis of reactive attitudes can be related to the political realm as well: the social rules expressed in resentment and other reactive attitudes play a crucial role in societal transformation, since transformation of social rules and their acceptance is a core part in social change and restorative justice. Resentment thus can play the role of publicly accepting, rejecting or detecting social rules that form a standard for the ascription of (also prospective) responsibility.

Against many skeptical opinions, **Stephan Kirste** proves that a human right to democracy is conceptually possible. Founded in the freedom this right is a right to equal participation in public matters. The abstract concept of freedom can be distinguished in negative and positive freedom, where positive freedom means self-determination, which again in the form of general forms of determination is autonomy. Participation realizes autonomy in generally concerning matters. Equal participation is concerned, if these matters are public power, affecting all subjects in the same way. This is the situation, in which democracy as equal participation is required. An individual right is conceptualized here a mutual recognition of individual freedoms. Thus both, rights and corresponding duties on the one side and democracy on the other can be founded on freedom. Therefore Stephan Kirste criticizes Jürgen Habermas' concept of the co-originality of democracy and the law.

On a more philosophical (anthropological) level the philosopher **Pascal Delhom** developed critical reflections on political representation. On the basis of the phenomenological distinction between the body as a possible object of perception (*Körper*) and the own or living body (*Leib*) as incarnated origin of our theoretical and practical relationship to the world, to other people and to ourselves, Delhom suggested that political representation can be understood in two different ways: either as an image of the structure of a given society, which rests, among others, on bodily characteristics of its population (in the first sense of the body: naturalized gender or visible minorities), or as a representation of incarnated political subjects (in the second sense of the body) standing up and raising their voices for their purposes and shaping thereby the political public space. In regard to such political subjects, Delhom argued, the political representation cannot be understood as an image of the *population*, but as the nomination of representatives set as political subjects into the position to speak and act in the name of the *people*. Indirectly however, this institution might contribute to the silencing of the represented people or to their political invisibility. Social movements are then the bodily and living voices of those who do not feel represented by the nominated political subjects.

**Bojan Žalec** (University of Ljubljana) stressed in his paper *Europe, instrumentalism and the paradigms of crisis: trust, accountability and higher education* the crucial role of education to citizenship. Two phenomena play an important role in (modern) higher education: accountability and trust. The author claims that we shouldn't carry out just any accountability but rather only intelligent accountability. The aim of his paper is to contribute to the knowledge about intelligent accountability. In this framework the author wants to illuminate the key importance of trust for cultivation, of intelligent accountability, "dialectic" between trust and accountability and the importance of the proper understanding of university. Žalec argues that trust in teachers and faith in educational institutions is a necessary condition of their proper functioning. This faith demands that we comprehend (educational) institutions as paradigms. Žalec concludes

that the implementation of non-intelligent accountability in education is an important factor of developing of the economicist model of education which however is incompatible with the personalist vision of education and society in general. Hence we should refute its implementation.

➤ **Participation au colloque international « Les perspectives de la démocratie face aux transformations du capitalisme, Un dialogue avec Jürgen Habermas », organisé par Jean-François KERVEGAN et Isabelle AUBERT (Centre de philosophie contemporaine de la Sorbonne, composante 'Normes, Sociétés, Philosophies') et soutenu par le Centre de philosophie contemporaine de la Sorbonne, l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, la Maison Heinrich Heine, le Goethe-Institut Paris, l'Université franco-allemande (Réseau 'Ecole de Francfort'), le DAAD, la Fondation Maison des Sciences de l'Homme, le Collège d'études mondiales, l'Institut Universitaire de France, la librairie Vrin et l'Ambassade de la RFA : 29-31 octobre 2014, Paris (axe 3).**

Participants : Philippe BOUTRY (président de l'Univ. Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Sandra LAUGIER (directrice du Centre de philosophie contemporaine de la Sorbonne), Emmanuel RENAULT (Paris Ouest-Nanterre La Défense), Maeve COOKE (Univ. Dublin), Jean-Marc DURAND-GASSELIN (Lycée Voltaire, Orléans), Katia GENEL (Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Emmanuel PICAVET, Geminello TRETEROSI (Univ. Salerne), Isabelle AUBERT (Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Clotilde NOUËT (Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Rainer FORST (Univ. Goethe, Francfort), Christiane DEUSSEN (directrice de la Maison Heinrich Heine), Klaus GÜNTHER (Univ. Goethe, Francfort), Francesca RAIMONDI (Univ. Goethe, Francfort), Esther Lea NEUHANN (Univ. Goethe, Francfort), Jean-François KERVEGAN (Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Olivier VOIROL (Univ. Lausanne / IsF), Edmond Yao KOUASSI (Univ. de Bouaké, Côte d'Ivoire), Pinar KARAOGLU (Paris Ouest-Nanterre La Défense), Estelle FERRARESE (Univ. Strasbourg), Nancy FRASER (New School of Social Research, New York), Joachim UMLAUF (directeur du Goethe-Institut), Daniel INNERARITY (Univ. du Pays Basque, Espagne), Catherine COLLIOT-THELENE (Univ. Rennes 1), Gérard RAULET (Paris-Sorbonne), Alexandre DUPEYRIX (Paris-Sorbonne), Khaldoun ALNABWANI (CERD, Paris), Valéry PRATT (Lycée Berthollet, CIERA), Yves SINTOMER (Paris 8 Vincennes-Saint-Denis).<sup>38</sup>

Organisé par Isabelle Aubert (Paris 1 Panthéon-Sorbonne) et Jean-François Kervégan (Paris 1 Panthéon-Sorbonne, IUF), le colloque international s'est tenu en présence de Jürgen Habermas à Paris, en hommage au philosophe qui vient de fêter son 85<sup>e</sup> anniversaire. Il s'inscrivait dans l'axe 3, qui s'interroge sur l'actualité de la critique et ses enjeux politiques. La préparation de l'événement reposait sur une collaboration entre certains membres de CActuS et des chercheurs de l'axe 'Normes, Sociétés, Philosophies' du Centre de philosophie contemporaine de la Sorbonne dont font partie Jean-François Kervégan et Isabelle Aubert.

---

<sup>38</sup> Ces journées donneront lieu à la publication d'un ouvrage collectif sous la direction d'Isabelle AUBERT et de Jean-François KERVEGAN, *Habermas. Capitalisme et démocratie*, Paris, CNRS Editions, à paraître en 2016, avec les contributions de plusieurs membres du projet.

Ce colloque a été un événement unique : c'était la première fois que l'œuvre du philosophe et théoricien critique était discutée dans son intégralité, de ses premiers travaux jusqu'à ses ouvrages les plus récents. Le fil directeur choisi, qui examinait le développement de la critique sociale dans ses rapports aux évolutions respectives de la démocratie et du capitalisme, a permis cette ampleur de vue. Les rapports entre capitalisme et démocratie préoccupent en effet l'œuvre de ce philosophe.

La première journée, passée en Sorbonne, a été ouverte par une allocution du Président Philippe Boutry de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Les 30 et 31 octobre, les activités se sont poursuivies à la Maison Heinrich Heine de la Cité Universitaire Internationale (ouverte par une allocution de la directrice Mme Christiane Deussen) et au Goethe-Institut de Paris (allocution du directeur M. Joachim Umlauf).

24 communications plus une conférence de Jürgen Habermas se sont succédées. 8 membres de CActuS ont présenté une communication : Emmanuel Renault, Katia Genel, Isabelle Aubert, Francesca Raimondi, Olivier Voirol, Catherine Colliot-Thélène, Gérard Raulet, Alexandre Dupeyrix. Des traductions ont en outre été proposées par Guillaume Plas.

Le colloque a réuni devant un public important des universitaires de diverses nationalités, dont certains de réputation internationale (Nancy Fraser, Rainer Forst). En plus des partenaires de discussion bien connus de Habermas (Klaus Günther, Rainer Forst, Nancy Fraser, Maeve Cooke, Gérard Raulet), on a compté d'autres spécialistes (Geminello Preterossi, Edmond Kouassi), mais aussi des jeunes chercheurs dont des doctorants (Clotilde Nouët, Pinar Karaoglu, Esther Neuhann) et des jeunes docteurs (Khaldoun Alnabwani, Valéry Pratt) qui travaillent en France ou en Allemagne.

Argumentaire :

Voilà plus d'un demi-siècle que la philosophie sociale de Jürgen Habermas suscite des débats, nourrit des commentaires, soulève des objections et diffuse une perspective singulière de théorie critique pour interpréter le présent. Tout en mettant en avant les processus d'apprentissage de la modernité, l'œuvre de cet illustre représentant de la deuxième génération de « l'École » de Francfort n'a de cesse d'insister sur les ambiguïtés et les tensions de la rationalité moderne. Attaché à cette idée, et en s'intéressant précisément aux effets contraires et aux potentialités sociales contradictoires du processus démocratique et de la logique capitaliste, le *workshop* s'est proposé de réengager un débat avec la théorie de Jürgen Habermas, depuis ses premiers écrits des années cinquante jusqu'à ses développements les plus récents.

Certains phénomènes sociaux, plus ou moins inédits, invitent à revenir sur les schèmes de pensée du philosophe de Starnberg et à examiner leur pertinence pour appréhender la nouvelle configuration et les pathologies des sociétés complexes. Dans quelle mesure les analyses et les concepts habermassiens peuvent-ils être convoqués et amendés, ou bien « reconstruits » et révisés, pour nous aider à saisir, par exemple, l'essor des nouveaux médias de communication et leur emploi dans des mobilisations collectives, les points de rupture entre les mouvements religieux fondamentalistes et les sociétés post-traditionnelles, les aspects multiformes de la crise actuelle mettant en

cause l'identité sociale, ou encore le hiatus qui se creuse entre une quantité vertigineuse d'informations et le malaise mêlé d'incompréhension et d'impuissance qu'éprouvent les acteurs de la société civile face au langage opaque des experts et à l'extension croissante de logiques systémiques (mondes de la finance, de la santé, etc.)? La nature des changements que connaissent les sociétés modernes, leur accélération et leur impact aussi bien au niveau local qu'à l'échelle transnationale encouragent à revenir notamment sur la notion d'espace public, la reconstruction comme modèle critique, le rapport entre langage et vérité, la distinction entre morale et éthique, ou l'idée d'une politique délibérative.

Afin de réinterroger la théorie habermassienne à l'aune de l'évolution de nos sociétés, la réflexion s'est concentrée sur quatre aspects fondamentaux du social :

- 1) l'intégration sociale dans les conditions de la modernité,
- 2) le néo-capitalisme et ses crises,
- 3) la question de savoir si la démocratie radicale progresse ou au contraire est empêchée par une crise des institutions,
- 4) les sciences sociales et la philosophie face aux changements.

Programme :

Le premier jour, la session de la matinée porte sur la *continuité et les ruptures théoriques qui existent entre Habermas et la tradition de la Théorie critique*.

- La communication d'Emmanuel Renault (Paris Ouest-Nanterre La Défense), intitulée « Travail et interaction. Origines et implications d'une distinction », réinvestit la thématique du travail, centrale dans les premiers programmes de la Théorie critique de la société et éclipsée par Habermas après *Travail et interaction*.

- En explorant la notion d'autonomie, essentielle pour les Francfortois, Maeve Cooke (Univ. de Dublin) traite du rapport de celle-là à l'autorité, en intervenant sur « Autonomy and Authority ».

- La place de la critique chez Habermas et la portée de sa théorie de l'apprentissage occupent l'attention de Jean-Marc Durand-Gassel (Lycée Voltaire, Orléans).

- Katia Genel (Paris 1 Panthéon-Sorbonne) examine le lien entre la critique de la domination, propre à Adorno et à Horkheimer, et la théorie de la démocratie développée par Habermas.

*La centralité du politique chez Habermas fait l'objet de la deuxième session.*

- Geminello Preterossi (Univ. de Salerne) s'intéresse au statut du politique dans la pensée de Habermas dans sa communication « Habermas and the Political ».

- Isabelle Aubert (Paris 1 Panthéon-Sorbonne) soulève certains problèmes posés par les effets ambivalents des droits sur la citoyenneté, en intervenant sur « Le langage des droits ».

Sensibles aux liens entre *communication et politique*, les deux interventions suivantes soulèvent des questions d'ordre épistémologique et politique.

- Clotilde Nouët (Paris 1 Panthéon-Sorbonne et Humboldt Univ. Berlin) se demande si « la catégorie d'espace public ouvre un accès à la réalité sociale ».
- Rainer Forst (Univ. Goethe, Francfort) s'intéresse aux rapports entre « pouvoir et discours » dans les stratégies de justification.

### *À la Maison Heinrich Heine*

Le deuxième jour, les premières communications questionnent *le prolongement de certains thèmes habermassiens en philosophie politique.*

- Klaus Günther (Univ. Goethe, Francfort) réfléchit sur les rapports entre « souveraineté partagée, nation et communauté juridique » sur le plan des relations internationales.
- Francesca Raimondi (Hdk Düsseldorf) interroge l'idée habermassienne d'une « population habituée à la liberté politique » et porte dessus un regard critique à partir d'éléments de Hannah Arendt.
- Esther Lea Neuhann (Univ. Goethe, Francfort) met en perspective le droit subjectif à la politique avec le problème de l'accélération sociale thématized par Hartmut Rosa.

Les interventions suivantes réinvestissent *des thèmes propres à la modernité*, telle qu'elle est perçue par Habermas.

- En réexaminant *Textes et contextes*, Jean-François Kervégan (Paris 1 Panthéon-Sorbonne, IUF) se demande si nous pensons vraiment de manière post-métaphysique.
- Olivier Voirol (Univ. Lausanne et IfS, Francfort) retrace l'évolution de la problématique des médias chez Habermas.
- Edmond Yao Kouassi (Univ. A. Ouattara, Côte d'Ivoire) montre comment la notion habermassienne de solidarité peut servir à comprendre et à améliorer les mutations de la démocratie en Afrique.

Enfin, les trois dernières communications se concentrent sur *l'actualité des crises du capitalisme.*

- La communication de Pinar Karaoglu (Univ. Paris Ouest-Nanterre La Défense), intitulée « Democracy, Labour and Capitalism in Critical Theory », se penche sur les rapports entre démocratie et capitalisme chez J. Habermas et A. Honneth.
- Estelle Ferrarese (Univ. Strasbourg) suggère de réactualiser l'idée adornienne d'impuissance pour mieux penser le rapport entre action communicationnelle et capitalisme.
- Nancy Fraser (New School of Social Research, New York) traite des contradictions politiques du capitalisme financiarisé, source d'une nouvelle crise de légitimation, dans une intervention intitulée « Legitimation Crisis? Political Contradictions of Financialized Capitalism ».

### *Au Goethe-Institut de Paris*

La troisième journée, au Goethe-Institut de Paris, a débuté, devant une salle bondée, par *une conférence de Jürgen Habermas*. Sous le titre « Pourquoi le développement de l'Union européenne vers une démocratie transnationale est nécessaire et comment il est possible », sa conférence a porté sur le déficit démocratique dont souffre l'Europe. Face à ce problème, le philosophe examine les moyens institutionnels qui permettraient de transformer l'Union européenne en une « démocratie transnationale », ce qui lui paraît nécessaire pour y remédier.

- Soucieux également de *la thématique européenne*, Daniel Innerarity (Univ. du Pays Basque, Espagne) s'interroge ensuite sur « l'inclusion des autres Européens », en proposant de voyager en Europe et au-delà avec la pensée habermassienne.

- Catherine Colliot-Thélène (Univ. Rennes 1, IUF) s'intéresse à la question épineuse de savoir si « l'Europe est démocratisable », et montre que la réponse à cette question dépend d'une réflexion plus aboutie que ne le fait Habermas sur l'économie.

L'après-midi, les interventions explorent *des aspects liés aux transformations récentes de l'espace public*.

- Après avoir tracé une généalogie du concept d'espace public chez Habermas et avoir présenté ses « mutations » les plus récentes, Gérard Raulet (Paris-Sorbonne) dresse « un bilan dans le contexte néo-libéral ».

- En partant des réflexions de Habermas sur les rapports entre citoyens religieux et laïcs dans le débat public, Alexandre Dupeyrix (Paris-Sorbonne) esquisse diverses modalités possibles d'un « dialogue entre croyants et non-croyants ».

- Khaldoun Alnabwani (CERD, Paris) montre comment le *Discours philosophique de la modernité* de J. Habermas est travaillé en profondeur par un thème qu'il met explicitement de côté, l'esthétique.

Le *niveau international ou global* donne lieu enfin à une mise en perspective de certains travaux habermassiens sur la transnationalisation de la démocratie.

- Centrée sur les *Ecrits politiques*, l'intervention de Valéry Pratt (Lycée Berthollet, Annecy) étudie les relations entre « droit international et démocratie » chez Habermas.

- Yves Sintomer (Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, IUF) s'intéresse à des types d'espaces publics différents sous l'effet de la globalisation dans sa présentation, « Comment penser l'espace public dans le cadre de l'histoire globale ? »